Œuvres complètes de KARL MARX

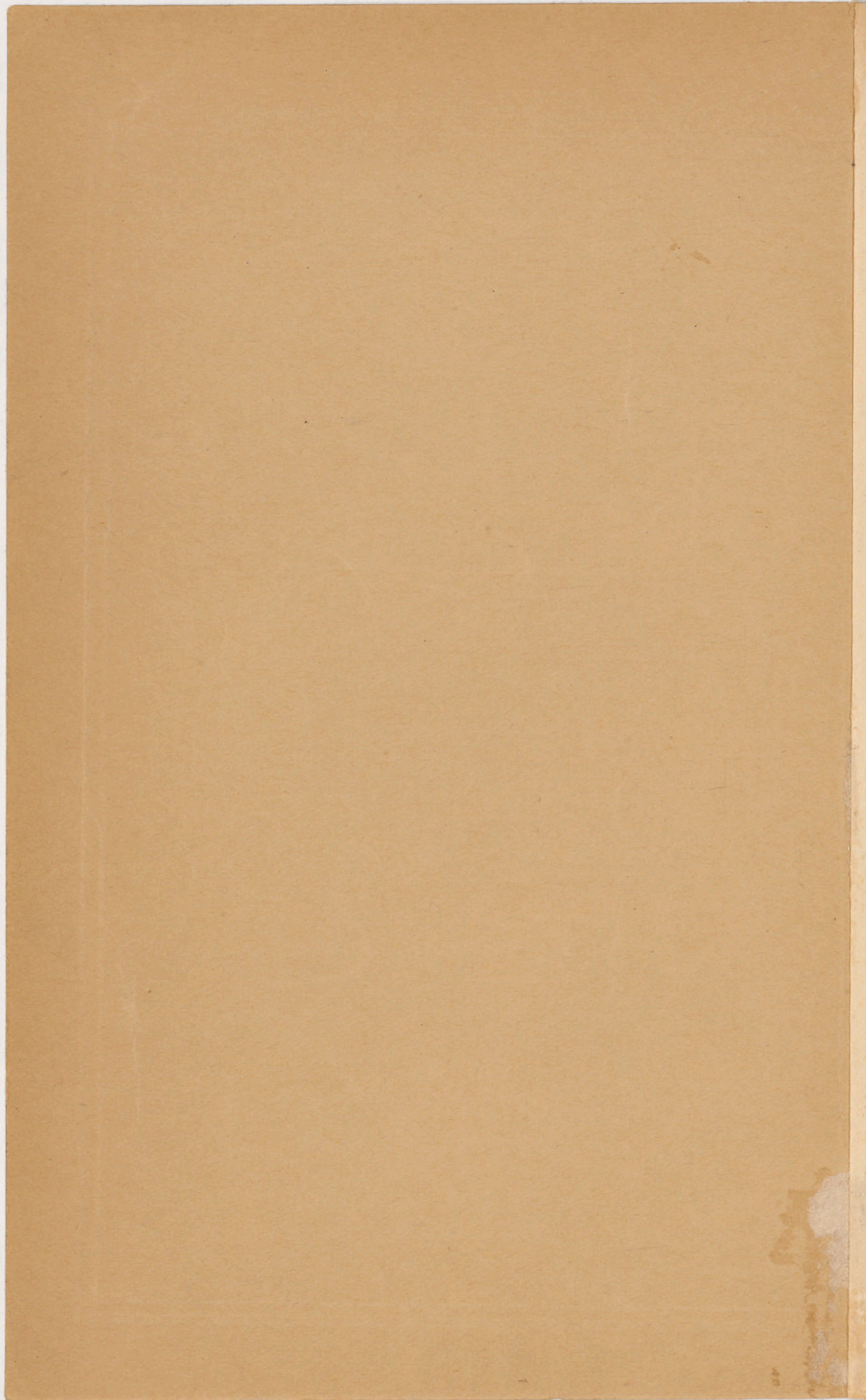
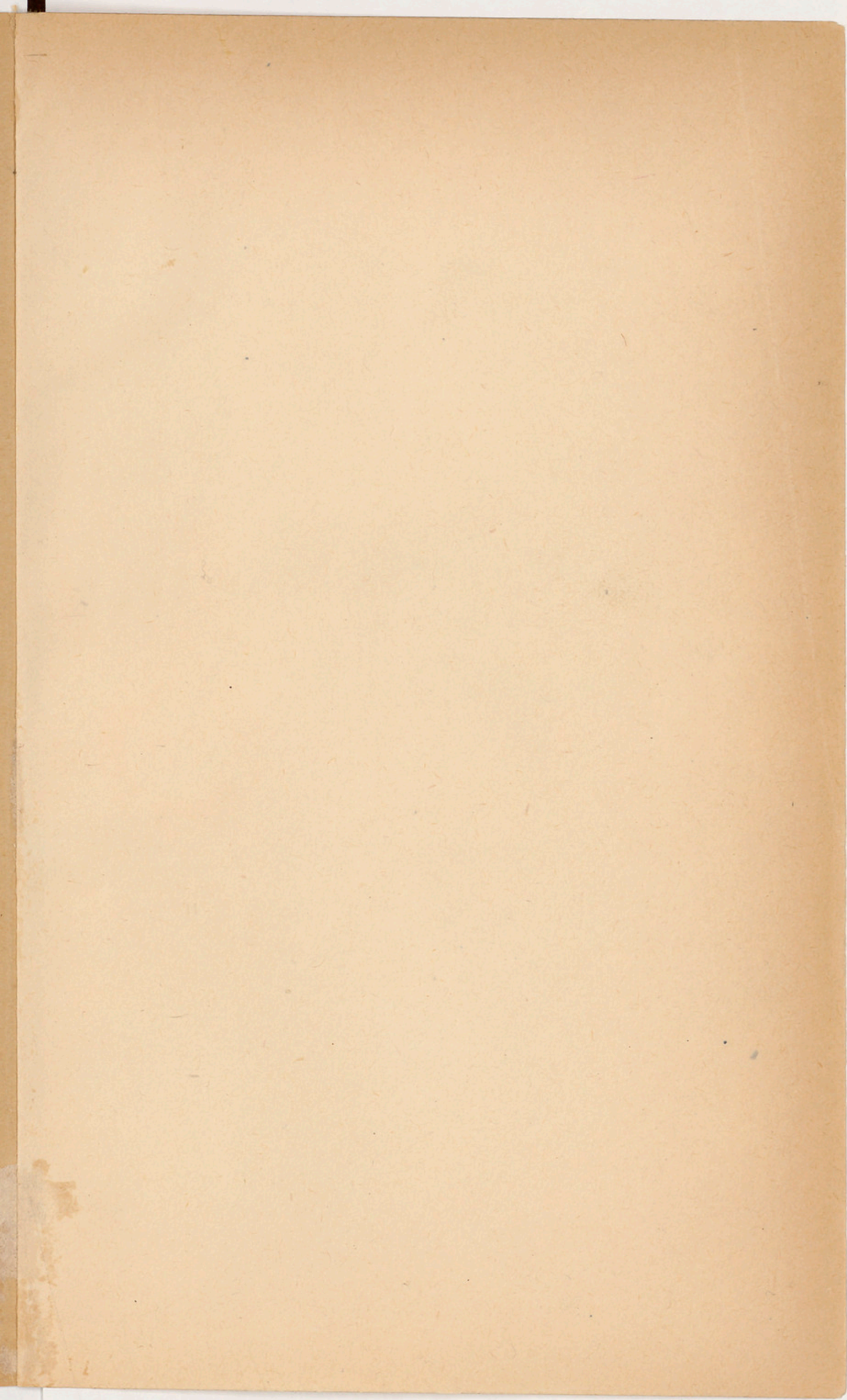
Le Manifeste communiste

Traduit d'après l'édition originale de février 1848
par J. MOLITOR
Agrégé de l'Université, Inspecteur d'Académie

Avant-propos de BRACKE (A.-M. DESROUSSEAUX)
Directeur d'Études à l'École des Hautes-Études

Introduction historique de D. RIAZANOF

*Avec de nombreux documents inédits
et 3 planches hors texte*

PARIS
ALFRED COSTES, ÉDITEUR
8, RUE MONSIEUR-LE-PRINCE, 8

1934

MANIFESTE
DU
PARTI COMMUNISTE

K. MARX — F. ENGELS

Manifeste
du
Parti Communiste

Traduit d'après l'édition originale de 1848

PAR

J. MOLITOR

AGRÉGÉ DE L'UNIVERSITÉ, INSPECTEUR D'ACADÉMIE

Avant-propos de BRACKE (A.-M. DESROUSSEAUX)

DIRECTEUR D'ÉTUDES A L'ÉCOLE DES HAUTES-ÉTUDES

Introduction historique de D. RIAZANOF

Avec de nombreux documents inédits
et 3 planches hors texte

PARIS

ANCIENNE LIBRAIRIE SCHLEICHER

ALFRED COSTES, ÉDITEUR

8, RUE MONSIEUR-LE-PRINCE, 8

1934

AVANT-PROPOS

La justice veut, certes, que le Manifeste communiste *porte — et il a toujours porté depuis qu'il est devenu comme un « texte classique » du socialisme moderne — le double nom de Karl Marx et de Frédéric Engels. Quand même, avant d'être adopté, dans les derniers jours de 1847, il n'aurait pas été revu d'ensemble par les deux amis, dans une maison de Bruxelles que désigne maintenant une plaque commémorative, il portait en lui, on le verra, avec le fruit d'un travail commun antérieur, le résultat d'essais et de suggestions d'Engels.*

Il n'en est pas moins vrai que, par son tour, par l'idée fondamentale qui en lie les parties, par le style, à la fois lumineux, profond et fort, où chaque mot, pour ainsi dire, a son poids précis, il appartient à Marx de façon absolue. Nul ne l'a dit plus nettement qu'Engels lui-même dans la Préface qu'il y a mise en 1883, après la mort de Marx (1). *C'est donc dans les* Œuvres complètes *de Karl Marx qu'il a sa place.*

Mais allait-il y figurer seulement parmi d'autres morceaux occupant ses quatre-vingts pages, comme s'il n'était pas en réalité une pièce his-

(1) Pages 42-43 du présent volume.

torique de laquelle date, sinon un mouvement, du moins une orientation nouvelle d'un mouvement dont personne ne contestera la valeur et l'importance dans le présent et pour l'avenir humains? L'éditeur et le traducteur n'en ont pas jugé ainsi. Ils ont voulu donner au public de langue française tout *ce qui pouvait servir à saisir les origines du* Manifeste, *à comprendre le moment où il est né, à le replacer dans le milieu d'où il est, peut-on dire, parti pour la conquête des esprits.*

C'est pourquoi, autour du texte repris à sa source, ils ont rangé des renseignements préliminaires et des documents, parfois à peu près introuvables, même dans la langue originale, presque tous inédits en français.

Tout d'abord, la version nouvelle du Manifeste *a été établie par M. J. Molitor, non pas sur une des nombreuses éditions courantes, mais bien sur le texte original allemand publié pour la première fois au début de 1848* (1). *Il est certain que presque en même temps, comme il est dit dans la première préface de 1872, il en avait paru une traduction française « à la veille de l'insurrection de juin 1848 ». Je n'ai jamais, pour ma part, connu personne qui la possédât* (2). *En tout cas, les Français n'ont guère lu le* Manifeste *que dans deux traductions, l'une de Laura Lafargue, revue par Engels lui-même, imprimée par les soins du Parti ouvrier français, et sou-*

(1) Voir page 37.

(2) Dans une lettre à Sorge du 17 mars 1872 (N° 29 des *Briefe... an F. A. Sorge und andere*, Stuttgart, 1906), Engels demande des exemplaires de la traduction française parue dans *Le Socialiste* de New-York, dont parle la même Préface.

vent réimprimée, l'autre due à Charles Andler (Paris, Georges Bellais, 1901).

*M. Molitor ne s'est pas contenté de traduire avec l'exactitude la plus consciencieuse le texte de Marx. Il a pris la peine de mettre en note, en face des mots de l'original, tous les passages où l'une et l'autre de ces versions antérieures s'en écartent d'une façon quelconque. A quoi tiennent ces divergences? D'une part, tant Laura Lafargue qu'Andler semblent bien avoir fait leur travail sur une des réimpressions trouvées dans le commerce. Et qui ne sait les chances de petites omissions et altérations (parfois rectifiées au petit bonheur par un correcteur professionnel) qui se multiplient dans l'histoire des textes constamment réédités. D'autre part, chacun de ces auteurs se trouvait dans une situation particulière. Je tiens de Laura Lafargue elle-même qu'en quelques endroits, Engels, qui revoyait la traduction, lui avait conseillé, sans atteinte, bien entendu, au sens général, une légère modification ou suppression en vue d'être mieux compris de l'ouvrier français à la fin du XIX*e *siècle, en lui disant : « Après tout, étant l'un des auteurs, je puis bien me permettre une légère retouche en vue de la propagande. » Me sera-t-il permis d'ajouter que, si Engels parlait remarquablement le français ainsi que la fille de Marx, il n'était cependant la langue maternelle ni de l'un, ni de l'autre. Aucun de ceux qui ont connu Ch. Andler, germaniste excellent, ne s'étonnera si je dis que la traduction même n'était pas pour lui le principal de sa tâche. Il avait en vue surtout les annexes, où il puisait dans le journal de Flocon,* la Réforme, *quelques*

articles qu'il avait cru — à tort comme on l'a maintenant reconnu — être de la plume d'Engels, et le commentaire qui lui permettait, à l'égard de Marx et d'autres, quelques pointes de polémique. On ne s'étonnera pas davantage qu'à ce propos il ait eu maille à partir avec Franz Mehring.

Sans parler de la familiarité avec la langue, le style et la pensée de Marx que cinquante volumes déjà traduits ont assurée à M. Molitor, cette comparaison mot pour mot, si utile aux lecteurs, ne pouvait que l'amener à serrer l'expression du plus près possible (1). *Garantie nouvelle dans ce qui devient quasi une « édition critique ».*

Il est bon que le nom de Manifeste communiste *reste dans l'usage. Pourtant, ainsi que dans la traduction Laura Lafargue, le titre original est ici restitué* : Manifeste du Parti communiste. *C'était en effet la Ligue communiste, dont le siège était à Londres, qui avait substitué* (2), *cette expression à celle de « Profession de foi » dans son congrès de novembre 1847.*

Qu'était cette Ligue? *Il fallait en marquer les antécédents, la naissance, les vicissitudes pour situer le* Manifeste *à son heure. Rien ne pouvait mieux servir que l'*Introduction historique *dont on l'a fait précéder. Il y a lieu de remer-*

(1) La comparaison ne porte, cela va sans dire, que sur la précision des termes, non sur les tours. On n'y verra pas relever, par exemple, la perte d'énergie mesurable au début du *Manifeste* entre : « *Un spectre hante l'Europe* » et « *L'Europe est hantée par un spectre.* » On serait surpris de trouver cet affaiblissement du modèle chez un homme comme Andler, si on ne savait ce que peut produire le désir de « faire autrement ».

(2) Voir les pages 35-38.

cier vivement MM. Léon et Michel Bernstein d'avoir bien voulu traduire ce savant et sûr exposé que l'éminent D. Riazanof avait publié en tête d'une petite édition russe du Manifeste.

Grâce à M. Molitor, cette Introduction *est encore enrichie d'éclaircissements en note. Ainsi, la rencontre si importante de mars 1846 qui aboutit à la rupture entre Wilhelm Weitling et Marx est pour ainsi dire rapportée d'un bout à l'autre par une lettre de Weitling lui-même et le témoignage d'un homme aussi intelligent qu'Anienkof* (1)*. Si on y avait fait allusion quelquefois et, occasionnellement, cité tel ou tel passage, ces documents étaient dans leur entier, inédits en français. On trouvait aussi dans la* Correspondance de Proudhon *sa réponse à une lettre de Marx, longtemps perdue. Mais celle-ci, publiée dans un recueil peu accessible, était à peu près inconnue. On doit à l'obligeance de M. C. Bouglé d'avoir pu la mettre à la portée du grand public.*

Quatre préfaces, écrites pour des rééditions du Manifeste *se retrouvent ici. La première, de Marx et Engels, date de 1872, l'année du Congrès de La Haye. Elle promettait une étude qui n'a pas été faite, mais dont peuvent tenir lieu en quelque manière* : 1° *La préface mise par Engels aux* Révélations sur le procès des communistes de Cologne; 2° *Les autres préfaces publiées par Engels seul, en 1883, 1884 et surtout 1890. On remarquera dans cette dernière, pour s'intéresser aux fluctuations du vocabulaire poli-*

(1) Pages 22-26, avec l'admirable cri, si caractéristique, de Marx : « L'ignorance n'a jamais profité à personne! »

tique selon les temps, l'espèce d'excuse présentée par Engels pour l'emploi du mot « communisme », à une époque où « socialisme » aurait paru plus naturel aux jeunes gens surtout (1).

A la suite du Manifeste, *de précieux documents ont été réunis qui permettent de comprendre dans son entier l'action de la* Ligue communiste. *Ils n'avaient jamais été traduits en français et on ne les trouvait pas même rassemblés en allemand.*

C'est tout d'abord les premiers projets qui, écartés, ont abouti à la confection du Manifeste *confiée à Marx. Les uns et les autres sont dans la forme de questionnaire ou de « catéchisme » qui était alors fort usitée et le resta d'ailleurs longtemps. Aux questions, préparées par le Comité central, Engels, comme le montrent les explications rédigées par M. Molitor, en avait substitué ou ajouté d'autres, qui rapprochaient déjà la suite des idées de celle que devait adopter Marx. A son propre catéchisme il avait répondu, quoique sans se satisfaire entièrement* (2). *On n'a pas les réponses qu'il avait préparées à toutes les questions. Trois manquent. Il est vrai que pour deux, relatives à l'attitude de l'organisation communiste avec les nationalités et avec les religions existantes, il a écrit en guise de réponse le mot* bleibt (« *reste* »). *On ne sait trop s'il vou-*

(1) On peut comparer l'explication du changement de termes analogue donnée par Jules Guesde au commencement de sa conférence de Bruxelles (1894) : « Le collectivisme ne se distingue pas du communisme scientifique tel qu'il est sorti de la critique maîtresse de Karl Marx. Si cette appellation a prévalu en France, etc. »

(2) Voir la *Correspondance Marx-Engels*, 10 et 15 novembre 1847.

lait dire par là qu'il conserverait sur ce sujet ce que contenait une Profession de foi *antérieure due à Moll et Schapper, ou s'il se référait à un brouillon écrit par lui et perdu.*

Toujours est-il que dans ce qui demeure, à travers la forme précipitée, on pénètre aisément jusqu'à des éléments de pensée, de raisonnement, de réalité observée, dont a profité le Manifeste. *De même qu'il a profité de la suggestion présentée par Engels dans sa lettre du 24 novembre : renoncer au cadre questions-réponses ou « catéchisme »* (1). *Ajoutons à cela que le* Manifeste *reprend et résume (avec quelle intensité!) des études communes enfermées dans ce manuscrit de l'*idéologie allemande *abandonné par les deux amis « à la critique rongeuse des souris »* (2) *— et la part d'Engels est assez belle dans le monument où ce Marx, dont il sentait et voulait établir la grandeur, a condensé des années d'un labeur mental incalculable.*

Quand on examine l'évolution qui s'est produite chez ceux qui composaient cette petite Ligue communiste, *destinée à exercer des quatre-vingts ans et plus une influence grandissante par son vote de fin 1847, il ne faut pas oublier que, venus par des routes différentes en un point commun, ils ont tous connu, discuté, mais surtout écouté Marx. Cela fait l'intérêt considérable*

(1) Une expression de cette lettre : « j'apporterai ce que j'ai fait ici : c'est purement narratif », porte à penser qu'il y a eu encore au moins une autre ébauche autrement jetée sur le papier par Engels et non conservée, pressentiment du chapitre I du *Manifeste.*

(2) Publié enfin depuis, cet inédit de 1846 paraîtra naturellement en traduction française dans la présente collection des *Œuvres complètes.*

de deux documents antérieurs à la fixation de doctrine qu'est le Manifeste.

C'est tout d'abord, traduit pour la première fois non seulement dans son entier, mais même dans ses parties, le premier numéro spécimen de la Revue communiste (Kommunistische Zeitschrift) *lancée à Londres en septembre 1847 et qui ne devait jamais avoir de numéro 2. Les quatre articles dont il se compose situent la Ligue en face des questions contemporaines. On y sera aussi frappé des différences que des analogies avec les attitudes prises, au cours des années, par le socialisme international. On ne le sera pas moins de démêler cette influence de Marx que je signale et qui s'exerçait à travers Engels.*

Le premier semble avoir été écrit par Schapper. Il expose le but et les formes d'action que se proposent les communistes. Très aisément il apparaît que s'il a tenu la plume, c'est à la suite de conversations et de débats définissant les règles directrices de l'organisation. Là est pour la première fois poussé le cri impérissable : Prolétaires de tous les pays, unissons-nous (1). *Là aussi la constatation que pour se « tendre tous la main pour la défense commune », il faut « cesser d'appliquer aux adhérents d'autres opinions les injures les plus basses ».*

Le morceau suivant n'est pas le moins curieux. Il prend position devant le projet émis par Cabet d'aller fonder outre-mer une Icarie. D'avance, çà et là avec la plus singulière précision, il en décrit les dangers et les destins futurs.

(1) Page 147.

Je ne sais qui l'a rédigé : à coup sûr un homme quasi entièrement débarbouillé d'utopisme. Trait caractéristique.

C'est Engels, à coup sûr, qui a écrit l'article sur La diète prussienne (Landtag) et le prolétariat. *On aimera sans doute à y rencontrer les premières traces de sa manière lucide des années 1870-1895.*

On s'accorde à reconnaître, dans la Revue politique et sociale *qui vient ensuite, la façon de Wilhelm Wolff, le* Lupus *que Marx aimait tant et qui, par son testament, devait donner plus tard à l'auteur du* Capital *quelques années au moins de vie tranquille.*

C'est encore le cri : Prolétaires de tous les pays, *reçu de Marx, qui sert de devise aux* Statuts de la Ligue *votés par le Congrès le 8 décembre 1847. En dehors d'un effort d'organisation remarquable, si l'on tient compte qu'il vise à un fonctionnement démocratique opposé à la conception de société secrète à direction centrale sans contrôle, l'originalité comme l'intérêt durable en sont dans l'article premier. Il pose comme condition préalable de la réalisation socialiste* (« *communiste* ») *la domination* (Herrschaft) *du prolétariat* (1) *qui rend sensible le renversement des rapports entre classes. « Le prolétariat au pouvoir » : jamais on n'avait posé ainsi le problème.*

Pour compléter la documentation, l'éditeur a

(1) C'est bien plus tard, non comme terme de programme, mais simplement pour mieux marquer qu'aucune loi, ni héritée de la classe régnante antérieure, ni déterminée d'avance, ne ligoterait l'action du prolétariat au pouvoir que Marx, dans sa Lettre sur le programme de Gotha, a employé le mot *dictature*.

voulu comme tirer la première conséquence des conceptions d'action exposées dans le Manifeste communiste *par leur mise en forme en face de la bataille réelle : les* Revendications du Parti communiste en Allemagne, *rédigées à Paris à la suite de la révolution de février. Non pas citation partielle, mais traduction intégrale, où l'inédit s'aperçoit du premier coup par la présentation typographique.*

Ainsi tout le volume est consacré à faciliter l'intelligence des circonstances qui ont donné naissance au Manifeste communiste *de 1848 et des motifs qui ont préparé à ce texte, au milieu des milliers de « papiers » en apparence analogues, un sort particulier dans la mémoire et l'action de millions d'hommes.*

On sera heureux d'y trouver ainsi sur ses assises d'étude et de réalité tout ensemble la pensée de Karl Marx dans toute sa vitalité et sa puissance.

BRACKE (A.-M. DESROUSSEAUX).

INTRODUCTION HISTORIQUE

La Ligue Communiste, première organisation prolétarienne à programme communiste, fut fondée à la fin de 1847, avec l'active participation de Marx et d'Engels. Elle avait été précédée d'une série de tentatives des révolutionnaires allemands de créer, avec l'appui des Anglais et des Français, une organisation révolutionnaire internationale. Un essai d'histoire du mouvement révolutionnaire allemand, qui aboutit à l'organisation de la Ligue Communiste, a été écrit par Engels en 1885, près de quarante ans après la création de la Ligue. Aussi, comme cette introduction à la brochure de Marx sur le procès des communistes à Cologne est restée jusqu'à ces derniers temps la source principale, non seulement pour Mehring, mais pour tous ceux qui ont écrit sur la Ligue Communiste, nous laisserons la parole à Engels lui-même (1) :

(1) Karl Marx : *Révélations sur le procès des Communistes à Cologne.* — Introduction : Quelques mots sur l'histoire de la Ligue des Communistes, par Frédéric Engels, 1885. (Traduction J. Molitor.)

« En 1834, les réfugiés allemands fondèrent à Paris l'Association républicaine démocratique des proscrits. En 1836, il s'en détacha les éléments les plus extrêmes, pour la plupart prolétariens, qui fondèrent la nouvelle *Association secrète des justes* (1). L'association-mère, où il n'était resté que les éléments les plus somnolents à la *Jacques Venedey*, entra bientôt en complet sommeil; et lorsque la police, en 1840, en éventa quelques sections en Allemagne, ce n'était plus à peine qu'une ombre. La nouvelle association, par contre, eut un développement relativement rapide. A l'origine, c'était un rejeton allemand du communisme ouvrier français, inspiré de réminiscences de Babeuf, qui se déve-

(1) Dans *Herr Vogt*, Marx donne de son côté les renseignements suivants (voir notre traduction, tome I, page 102) : « *La Ligue des Communistes* fut créée à Paris en 1836, primitivement sous un autre nom. L'organisation, telle qu'elle se répandit peu à peu, était la suivante : Un certain nombre de membres formaient une *commune*; différentes communes constituées dans la même ville formaient un *cercle*; un nombre plus ou moins grand de cercles se groupaient autour d'un *cercle directeur*; à la tête de l'ensemble, il y avait le *comité central*, élu dans un congrès des délégués de tous les cercles, mais autorisé à se compléter lui-même et, dans les cas urgents, à désigner provisoirement son successeur. — Le comité central siégea d'abord à Paris, de 1840 au début de 1848. Les présidents des communes et des cercles, ainsi que le Comité central, étaient tous désignés à l'élection. Cette constitution démocratique, absolument inopportune pour des sociétés secrètes de conspirateurs, n'était du moins pas incompatible avec la tâche d'une société de propagande. — La Ligue manifesta d'abord son activité en créant des associations publiques ouvrières d'instruction; et la plupart des associations de ce genre qui existent encore en Suisse, en Angleterre, en Belgique et aux Etats-Unis furent ou bien créées directement par la Ligue ou mises sur pied par d'anciens membres de la Ligue. C'est pourquoi la constitution de ces associations ouvrières est partout la même... La Ligue qui se tenait derrière ces associations ouvrières publiques et les dirigeait y trouvait le terrain le plus immédiat pour sa propagande publique... Quant à la doctrine secrète de la Ligue, elle traversa toutes les modifications du socialisme et du communisme français et anglais, avec leurs variétés allemandes. » — J. M.

loppait à cette époque même à Paris; la communauté des biens était réclamée comme une conséquence nécessaire de l'*égalité*. Les buts étaient ceux des sociétés parisiennes secrètes d'alors : mi-partie association de propagande, mi-partie conjuration, Paris restant cependant toujours le centre de l'action révolutionnaire, bien que l'on ne se défendît nullement de fomenter à l'occasion des troubles en Allemagne. Mais, comme Paris restait le champ de bataille décisif, l'Association n'était alors, en fait, que la section allemande des sociétés secrètes françaises, surtout de la *Société des saisons*, fondée par Blanqui et Barbès, avec laquelle elle était en relations étroites. Les Français déclenchèrent le mouvement le 12 mai 1839; les sections de l'Association emboîtèrent le pas et furent entraînées ainsi dans la défaite commune.

« Parmi les Allemands, on avait arrêté notamment *Charles Schapper* et *Henri Bauer*. Le gouvernement de Louis-Philippe se contenta de les expulser après une assez longue détention. Tous deux se rendirent à Londres. Schapper, originaire de Weilburg (Nassau), adhéra en 1832, alors qu'il étudiait les sciences forestières à Giessen, à la conspiration ourdie par Georges Büchner, prit part, le 3 avril 1833, à l'assaut de la grand'garde de Francfort, put passer la frontière et participa, en février 1834, à l'expédition de Mazzini en Savoie. D'une taille de géant, énergique et résolu, toujours prêt à mettre en jeu l'existence et la vie bourgeoises, il était le type du révolutionnaire de profession tel qu'il jouait un rôle entre 1830 et 1840. Malgré une certaine lourdeur de la pensée, il n'était pas du tout inaccessible à une compréhension théorique meilleure, comme il l'a prouvé d'ailleurs par son évolution au communisme; une fois la vérité reconnue, il y tenait avec d'autant plus d'entêtement. C'est précisément à cause de cela que sa passion révolutionnaire emportait parfois sa raison; mais il a toujours, dans la suite, compris et franche-

ment avoué son erreur. C'était un homme dans toute la force du terme, et ce qu'il a fait pour la fondation du mouvement ouvrier allemand restera inoubliable.

« Henri Bauer, de Franconie, était cordonnier; c'était un petit homme vif, éveillé, spirituel, qui cachait dans son petit corps beaucoup de finesse et de décision.

« Arrivés à Londres où Schapper, qui avait été typographe à Paris, essaya de gagner sa vie comme professeur de langues, tous deux renouèrent les fils rompus de l'Association et firent de Londres le centre de la Ligue. A eux se joignit à Londres, s'il ne l'avait déjà fait à Paris, *Joseph Moll,* horloger, originaire de Cologne. C'était un hercule de taille moyenne, — que de fois Schapper et lui n'ont-ils pas défendu victorieusement la porte d'une salle contre la poussée de centaines d'adversaires, — un homme qui, du moins l'égal de ses deux compagnons pour l'énergie et la décision, les surpassait tous deux en intelligence. Non pas seulement qu'il fût un diplomate né, comme l'ont prouvé les succès des nombreuses missions dont il fut chargé; il était, plus que les autres, ouvert à l'intelligence théorique. C'était en 1843 que je les connus tous trois à Londres. C'étaient les premiers prolétaires révolutionnaires que j'eusse vus. Et bien que, sur des points de détail, il y eût alors grande divergence entre nos idées, — à leur communisme égalitaire borné (1) j'opposais encore alors une bonne part d'orgueil philosophique non moins borné, — je n'oublierai jamais l'impression imposante que ces trois hommes véritables firent sur moi qui n'étais encore qu'en train de devenir un homme.

« A Londres, comme dans de moindres proportions en Suisse, ils profitèrent de la liberté d'association et de réunion. Dès le 7 février 1840, ils fon-

(1) Par communisme égalitaire je n'entends, comme je l'ai déjà dit, que le communisme qui s'appuie exclusivement ou surtout sur la revendication de l'égalité.. — F. E.

dèrent l'Association publique des ouvriers allemands pour la propagation de l'instruction, société qui existe encore aujourd'hui (1). Cette société servit à la Ligue de terrain de recrutement de nouveaux membres. Et les communistes étant, comme toujours, les membres les plus actifs et les plus intelligents de l'Association, il va de soi que toute la direction fut entre les mains de la Ligue, qui eut bientôt plusieurs communes ou, comme on disait encore alors, « ateliers », à Londres. On suivit la même tactique, si nette et si précise, en Suisse et ailleurs. Partout où l'on pouvait fonder des associations ouvrières, on les utilisait de la même façon. Dans les pays où les lois n'autorisaient pas ces créations, on fréquentait les sociétés de gymnastique, de chant, etc. La liaison était en grande partie maintenue par les membres qui allaient et venaient continuellement et qui, en cas de besoin, remplissaient le rôle d'émissaires. Dans les deux sens, la Ligue fut grandement soutenue par la sagesse des gouvernements qui, en expulsant tout ouvrier indésirable, — et neuf fois sur dix celui-ci faisait partie de l'Association, — le transformaient en émissaire.

« La Ligue reconstituée prit une extension considérable. En Suisse notamment *Weitling, Auguste Becker* (très belle intelligence, mais qui, comme tant d'Allemands, fut la victime de sa propre inconsistance intérieure), et d'autres, avaient créé une forte organisation affiliée plus ou moins au système communiste de Weitling. Ce n'est ni le moment ni le lieu de faire la critique du communisme de Weitling. Mais, quant à l'importance qu'il revêt en tant que première manifestation théorique indépendante du prolétariat allemand, je souscris encore aujourd'hui à ce que Marx a dit dans le *Pariser Vorwärts* de 1844 : « Où donc la bourgeoisie (allemande), sans excepter ses philosophes et ses savants, pour-

(1) Ceci est écrit en 1885. — J. M.

rait-elle présenter un ouvrage comparable à celui de Weitling : *Garanties de l'harmonie et de la liberté, par rapport à l'émancipation de la bourgeoisie,* — l'émancipation politique? Compare-t-on la médiocrité timide et terre à terre de la littérature politique allemande avec ce début littéraire, énorme et brillant, des ouvriers allemands; compare-t-on ces *bottes de géant du prolétariat à son aurore* avec les tout petits souliers éculés de la bourgeoisie politique, on ne peut faire autrement que prédire une taille gigantesque à Cendrillon. » Cette taille gigantesque, le Cendrillon allemand la possède aujourd'hui, et il n'a pas fini de grandir.

« Il existait également en Allemagne de nombreuses sections, naturellement de caractère plus éphémère; mais celles qui naissaient compensaient et au delà celles qui disparaissaient. Ce ne fut qu'au bout de sept ans, en 1846, que la police découvrit à Berlin (Mentel) et à Magdebourg (Beck) une trace de la Ligue, mais sans pouvoir la poursuivre plus loin.

« Weitling, qui se trouvait encore à Paris en 1840, y avait également, avant de partir pour la Suisse, regroupé les éléments dispersés.

« Le noyau de la Ligue était formé par les tailleurs. Partout il y avait des tailleurs allemands, en Suisse, à Londres, à Paris. Dans cette dernière ville, la langue allemande prédominait à tel point dans ce corps de métier, que j'y ai connu, en 1846, un tailleur norvégien, passé directement par mer de Drontheim en France et qui, en dix-huit mois, avait fort bien appris l'allemand, mais pour ainsi dire pas un mot de français. En 1847, deux des communes de Paris se composaient surtout de tailleurs, et une autre d'ouvriers ébénistes.

« Depuis que le centre de gravité avait été transféré de Paris à Londres, un autre facteur fut mis en relief : d'allemande qu'elle était la Ligue se transforma peu à peu en Ligue *internationale*. Dans la

société ouvrière, en dehors des Allemands et des Suisses, se rencontraient également des membres appartenant à toutes les nationalités qui se servaient principalement de la langue allemande dans leurs relations avec les étrangers, notamment des Scandinaves, des Hollandais, des Hongrois, des Tchèques, des Slaves du Sud, et aussi des Russes et des Alsaciens. En 1847, un grenadier de la garde anglaise assistait régulièrement en uniforme aux séances. La société ne tarda pas à prendre le titre de : Cercle d'étude ouvrier *communiste*. Sur les cartes de membre, la devise : *Tous les hommes sont frères* se trouvait reproduite en vingt langues au moins, bien que, par-ci par-là, pas sans faute. A l'exemple de la société publique, la société secrète, elle aussi, prit bientôt un caractère plus international, d'abord dans un sens encore restreint : en pratique, parce que les membres appartenaient à des nationalités différentes, en théorie, parce qu'on avait compris que, pour être victorieuse, toute révolution devait être européenne. On n'alla pas plus loin; mais les bases étaient jetées.

« Par l'intermédiaire des combattants du 12 mai 1839, réfugiés à Londres, on se tenait en relations étroites avec les révolutionnaires français. De même avec les Polonais, radicaux avancés. L'émigration polonaise officielle, ainsi que Mazzini, étaient des adversaires plutôt que des alliés de la Ligue. A cause du caractère spécifiquement anglais de leur mouvement, les chartistes anglais furent laissés de côté comme non-révolutionnaires. Ce n'est que plus tard que, par mon intermédiaire, les dirigeants londoniens de la Ligue entrèrent en relations avec eux.

« A d'autres points de vue encore, le caractère de la Ligue s'était modifié avec les événements. Bien que l'on considérât toujours, à juste titre du reste, Paris comme la ville-mère de la révolution, on s'était pourtant libéré de la sujétion aux conspirateurs parisiens. Au fur et à mesure qu'elle gagnait du ter-

rain, la Ligue prenait davantage conscience d'elle-même. On sentait qu'on prenait de plus en plus racine dans la classe ouvrière allemande, et que ces ouvriers avaient la mission historique d'être les porte-drapeau des ouvriers du nord et de l'est de l'Europe. On avait, en Weitling, un théoricien communiste que l'on pouvait hardiment mettre en parallèle avec ses concurrents français de l'époque. Enfin, l'on avait appris, par l'expérience du 12 mai, qu'il fallait renoncer momentanément aux tentatives d'émeutes. Si l'on continuait néanmoins à interpréter tout événement comme un présage de la tempête imminente; si l'on maintenait en somme les anciens statuts à demi conspirateurs, la faute en était surtout à l'ancien entêtement révolutionnaire, qui commençait déjà à se heurter à la nouvelle compréhension plus judicieuse.

« Par contre, la doctrine sociale de la Ligue, quelque imprécise qu'elle fût, avait un très grand défaut, provenant des conditions même du moment. Les membres de la Ligue, ceux du moins qui étaient des ouvriers, étaient presque exclusivement des artisans proprement dits. La plupart du temps l'homme qui les exploitait n'était lui-même, dans les grandes villes, qu'un petit patron. L'exploitation même de la couture en grand, de ce qu'on appelle actuellement la confection, par la transformation du métier en industrie à domicile au compte d'un grand capitaliste, commençait à peine même à Londres. D'une part, l'exploiteur de ces artisans était un petit patron; et, d'autre part, tout le monde espérait devenir un jour petit patron. Et en outre l'artisan allemand de ce temps-là était encore infecté d'une foule d'idées héritées des anciennes corporations. Et ce qui leur fait le plus grand honneur, c'est que, eux, qui n'étaient pas encore des prolétaires dans toute l'acception du terme, qui ne constituaient qu'un élément complémentaire de la petite bourgeoisie, mais en train d'évoluer vers le prolétariat moderne sans

être toutefois en opposition directe avec la bourgeoisie, c'est-à-dire le grand capital, c'est que ces artisans furent capables d'anticiper instinctivement leur développement futur et de se constituer, bien que ce ne fût pas encore avec une pleine conscience, en parti du prolétariat. Mais il était également inévitable que leurs vieux préjugés d'artisans vinssent à tout instant leur donner un croc-en-jambe, dès qu'il s'agirait de critiquer par le détail la société existante, c'est-à-dire d'étudier des faits économiques. Et je ne crois pas qu'à cette date la Ligue ait compté un seul adhérent ayant jamais lu un traité d'économie. Mais cela n'avait pas grande importance. Pour le moment, l'*égalité,* la *fraternité* et la *justice* suffisaient à faire franchir tout obstacle théorique.

« Entre temps, à côté du communisme de la Ligue et de Weitling, il s'en était constitué un autre, essentiellement différent. A Manchester, je m'étais rendu compte, de la façon la plus nette, que les faits économiques, auxquels les historiens n'ont, jusqu'à nos jours, attribué qu'un rôle secondaire, quand ils leur en attribuaient un, constituent, du moins dans le monde moderne, une force historique décisive; qu'ils forment le fondement sur lequel s'élèvent les actuels antagonismes de classe; que ces antagonismes de classe, dans les pays où la grande industrie en a favorisé le plein épanouissement, donc notamment en Angleterre, constituent à leur tour la base de la formation des partis politiques, des luttes de parti, et par conséquent de toute l'histoire politique. Non seulement Marx avait abouti à la même idée; mais, dès 1844, il l'avait généralisée dans les *Deutsch-französische Jahrbücher* et exposé qu'en somme ce n'est pas l'Etat qui conditionne et règle la société bourgeoise, mais la société bourgeoise qui conditionne et règle l'Etat, qu'il faut donc expliquer la politique et l'histoire par les conditions économiques et leur évolution, et non inversement. Lorsqu'en été 1844 j'allai voir Marx à Paris, nous consta-

tâmes notre complet accord dans toutes les questions théoriques; et c'est de cette époque que date notre collaboration. Quand nous nous retrouvâmes à Bruxelles, au printemps 1845, Marx avait déjà, d'après les principes ci-dessus, construit dans les grandes lignes sa théorie matérialiste de l'histoire, et nous nous mîmes à développer par le détail et dans les directions les plus diverses notre nouvelle conception.

« Mais cette découverte, qui bouleverse la science historique et qui est, comme on le voit, essentiellement l'œuvre de Marx, et dont je ne puis m'attribuer qu'une très faible part, était d'une importance directe pour le mouvement ouvrier de l'époque. Le communisme chez les Français et les Allemands, le chartisme chez les Anglais, n'avaient plus l'air de quelque chose de purement accidentel qui aurait pu tout aussi bien ne pas exister. A dater de ce moment, ces mouvements se présentaient comme un mouvement de la classe opprimée des temps modernes, le prolétariat, comme les formes plus ou moins développées de la lutte historiquement nécessaire du prolétariat contre la classe dirigeante, la bourgeoisie; comme les formes de la lutte de classe, mais différentes de toutes les anciennes luttes de classe par ce point spécial : la classe opprimée actuelle, le prolétariat, ne peut réaliser son émancipation sans émanciper en même temps toute la société de la division en classes, sans l'émanciper par conséquent des luttes de classe. Par communisme, on n'entendait plus la construction, par un effort d'imagination, d'un idéal social aussi parfait que possible, mais la compréhension de la nature, des conditions et des buts généraux adéquats de la lutte menée par le prolétariat.

« Mais notre intention n'était nullement de chuchoter, au moyen de gros volumes, ces nouveaux résultats scientifiques aux oreilles du monde *savant*. Au contraire. Tous deux, nous étions déjà profon-

dément engagés dans le mouvement politique, nous comptions un certain nombre de partisans parmi les intellectuels, dans l'Ouest de l'Allemagne notamment, et nous étions largement en contact avec le prolétariat organisé. Nous avions l'obligation de donner à notre conception une base scientifique. Mais il ne nous importait pas moins de gagner à notre conviction le prolétariat européen, à commencer par celui d'Allemagne. Dès que nous eûmes tout tiré au clair, nous nous mîmes à l'ouvrage. Nous fondâmes, à Bruxelles, une association ouvrière allemande, et nous nous emparâmes de la *Deutsche Brüsseler Zeitung* qui nous servit d'organe jusqu'à la révolution de février. Nous étions en relations avec la fraction révolutionnaire des chartistes anglais par l'intermédiaire de Julien Harnay, rédacteur de l'organe central du mouvement, *The Northern Star,* dont j'étais le collaborateur. Nous avions en outre formé une espèce de cartel avec les démocrates de Bruxelles (Marx était vice-président de la société démocratique) et les social-démocrates français de la *Réforme,* où je publiais des informations sur le mouvement anglais et allemand. Bref, nos relations avec les organisations radicales et prolétariennes, ainsi qu'avec les journaux de même nuance, étaient tout à fait au gré de nos désirs.

« Vis-à-vis de la ligue des justes, notre situation était la suivante. Nous connaissions naturellement l'existence de la ligue : en 1843, Schapper m'avait offert d'en faire partie; mais j'avais alors, cela va de soi, décliné sa proposition. Cela ne nous empêcha pas de rester en correspondance constante avec le groupe de Londres et d'entretenir des relations plus étroites encore avec le docteur Ewerbeck, alors à la tête des sections de Paris. Sans nous mêler des affaires intérieures de la ligue, nous étions tenus au courant de tout événement important. D'autre part, nous agissions de vive voix, par lettres, par la presse sur les opinions théoriques des membres les

plus importants de la ligue. Nous recourions également, dans le même but, à diverses circulaires lithographiées que, dans des occasions particulières, où il s'agissait des affaires intérieures du parti communiste en formation, nous envoyions à nos amis et correspondants. Dans ces circulaires, il nous arrivait parfois de mettre la Ligue elle-même en jeu. Voici un exemple. Un jeune étudiant westphalien, Hermann Kriege, partit en Amérique, s'y présenta comme émissaire de la ligue, s'associa avec ce fou de Harro Harring, pour révolutionner, grâce à la ligue, l'Amérique du Sud. Il avait même fondé un journal où il prêchait, au nom de la ligue, un communisme fondé sur *l'amour,* débordant d'amour, farci de rêverie amoureuse. Nous répliquâmes par une circulaire qui ne manqua pas son effet : Kriege disparut de la scène de la ligue.

« Plus tard, Weitling vint à Bruxelles. Mais ce n'était plus le jeune et naïf ouvrier tailleur qui, étonné de ses talents personnels, cherchait à se rendre compte de ce que pouvait bien être une société communiste. C'était le grand homme persécuté, à cause de sa supériorité, par des envieux, et flairant partout des rivaux, des ennemis secrets, des pièges; le prophète traqué de pays en pays, qui avait en poche une recette toute prête pour réaliser le ciel sur la terre, et s'imaginait que tout un chacun ne songeait qu'à lui voler sa panacée. A Londres, il s'était déjà brouillé avec les gens de la ligue; et à Bruxelles, où Marx et sa femme lui témoignèrent, plus que d'autres, une patience surhumaine, il ne put s'entendre avec personne. Aussi ne tarda-t-il pas à se rendre en Amérique pour essayer d'y jouer au prophète.

« Toutes ces circonstances contribuèrent à l'évolution qui, sans bruit, s'accomplissait au sein de la ligue et notamment parmi les dirigeants de Londres. Ils se rendaient de plus en plus compte que l'ancienne conception du communisme, tant du simple

communisme égalitaire par des Français que du communisme préconisé par Weitling, était insuffisante. Weitling avait essayé de ramener le communisme au christianisme primitif; mais, en dépit de certaines particularités géniales qui se rencontrent dans son évangile des pauvres pécheurs, sa tentative n'avait abouti en Suisse qu'à remettre le mouvement en majeure partie entre les mains de fous, tels qu'Albrecht, puis de faux prophètes profiteurs, tels que Kuhlmann. Le « vrai socialisme », que débitaient quelques gens de lettres, transcription, en un mauvais allemand hegelien et en une sentimentale rêverie amoureuse, de formules socialistes françaises (voir, dans le *Manifeste communiste*, le chapitre sur le socialisme allemand ou le « vrai » socialisme), que Kriege et la lecture des ouvrages en question avaient introduites dans la ligue, ne pouvait manquer, à cause de sa veulerie et de sa déliquescence, de soulever le cœur des vieux révolutionnaires de la ligue. Constatant que les anciennes idées théoriques ne tenaient plus debout, constatant en outre qu'elles conduisaient dans la pratique à de véritables aberrations, on comprenait tous les jours davantage à Londres qu'avec notre nouvelle théorie nous étions, Marx et moi, dans le vrai. Ce qui contribua, sans aucun doute, à faire rapidement prendre corps à cette idée, c'est la présence, parmi les dirigeants de Londres, de deux hommes infiniment plus capables que tous ceux que nous avons cités jusqu'ici d'acquérir des notions théoriques; c'étaient le peintre miniaturiste Karl Pfaender, de Heilbronn, et le tailleur Georges Eccarius, de la Thuringe (1).

(1) Pfaender est mort, à Londres, il y a huit ans environ. C'était un homme d'une finesse toute particulière, spirituel, ironique, dialectique. Comme l'on sait, Eccarius fut plus tard, durant de longues années, secrétaire général de l'Association ouvrière internationale, dont le conseil général comprenait entre autres les anciens membres de la ligue : Eccarius, Pfaender, Lessner, Lochner, Marx et moi-même. Dans la suite,

« Bref, au printemps 1847, Moll s'en fut trouver Marx à Bruxelles et vint ensuite me voir à Paris, pour nous inviter, au nom de ses compagnons et à plusieurs reprises, à entrer dans la Ligue. Ils étaient, nous disait-il, convaincus de l'exactitude absolue de notre conception autant que de la nécessité de soustraire la ligue aux anciennes formes et traditions de conspiration. Si nous voulions adhérer, on nous donnerait l'occasion, dans un congrès de la ligue, de développer notre communisme critique dans un manifeste, qui serait ensuite publié comme manifeste de la ligue; et nous pourrions également contribuer à remplacer l'organisation surannée de la ligue par une organisation nouvelle, telle que la réclamaient l'époque et le but poursuivi.

« Qu'il fallût, dans la classe ouvrière allemande, une organisation, ne fût-ce que pour la propagande, et que cette organisation, dans la mesure où elle n'était pas uniquement locale, ne pût être, même hors de l'Allemagne, qu'une organisation secrète, nous n'en doutions pas. Or, la ligue constituait précisément une organisation de ce genre. Ce que nous avions jusqu'alors critiqué dans la ligue, les représentants de la ligue en reconnaissaient actuellement le côté défectueux et le sacrifiaient. Et l'on nous invitait nous-mêmes à collaborer à la réorganisation. Pouvions-nous refuser? Evidemment non. Nous entrâmes donc dans la ligue. A Bruxelles, Marx constituait une commune de la ligue avec nos meilleurs amis, tandis que je rendais visite aux trois communes de Paris.

« En été 1847, le premier congrès de la Ligue se réunit à Londres. G. Wolff y représentait les communes de Bruxelles et moi celles de Paris. On y mena d'abord à bonne fin la réorganisation de la ligue. Toutes les anciennes appellations mystiques

Eccarius s'est consacré de façon exclusive au mouvement corporatif anglais. — F. E.

datant du temps des conspirations furent supprimées, et la ligue s'organisa en communes, cercles, cercles directeurs, conseil central et congrès, et prit dès lors le nom de « Ligue des communistes ». — « Le but de la Ligue, c'est le renversement de la bourgeoisie, le règne du prolétariat, la suppression de la vieille société bourgeoise fondée sur les antagonismes de classes et la fondation d'une nouvelle société sans classes et sans propriété privée. » Tel est le premier article. L'organisation elle-même était absolument démocratique, avec des dirigeants élus et toujours révocables; ce seul fait barrait le chemin à toutes les velléités de conspiration qui exigent une dictature, et transformait la Ligue, du moins pour les temps de paix ordinaires, en une simple société de propagande. Ces nouveaux statuts, tellement on procéda maintenant démocratiquement, furent soumis aux sections pour discussion, puis débattus de nouveau au deuxième congrès qui les adopta définitivement le 8 décembre 1847. On les trouve dans l'ouvrage de Wermuth et Stieber, I, p. 239, annexe VIII (1).

« Le deuxième congrès se tint fin novembre et commencement décembre de la même année. Marx y assista et, dans des débats assez longs, — la durée du congrès fut de dix jours au moins — défendit la nouvelle théorie. Toutes les objections et tous les points litigieux furent finalement résolus; les principes nouveaux furent adoptés à l'unanimité et l'on nous chargea, Marx et moi, de rédiger le *Manifeste*. Nous le fîmes sans retard aucun. Quelques semaines avant la révolution de février, nous expédiâmes le *Manifeste* à Londres, aux fins d'impression. Il a fait, depuis lors, le tour du monde; on l'a traduit dans presque toutes les langues, et il sert aujourd'hui encore, dans les pays les plus divers, de guide au mouvement prolétarien. L'ancienne devise de la

(1) Nous les reproduisons plus loin, p. 183. — J. M.

ligue : Tous les hommes sont frères, avait été remplacée par le nouveau cri de guerre : Prolétaires de tous les pays, unissez-vous! qui proclamait ouvertement le caractère international de la lutte. Dix-sept ans plus tard, ce cri de guerre remplissait le monde, comme cri de guerre de l'Association internationale des travailleurs, et aujourd'hui le prolétariat militant de tous les pays l'a inscrit sur son drapeau. »

Des données et des documents nouveaux, qui furent à la disposition d'autres historiens (Mehring, Mayer, Grünberg) ont apporté de nouveaux traits au tableau dessiné par Engels, mais, dans ses lignes principales, cet essai reste considéré comme un récit absolument exact des événements.

Toutefois, il y a déjà une dizaine d'années de cela, une analyse critique détaillée de cette introduction, et la confrontation des souvenirs d'Engels avec des données de source bien antérieure, fournies par Marx dans son livre « Herr Vogt », nous ont amenés à conclure que toute l'histoire de la Ligue Communiste jusqu'en 1848, telle qu'elle se raconte d'après les paroles d'Engels, représente plutôt un récit didactique, écrit pour la gouverne des social-démocrates allemands, qui se sont trouvés, vers 1880, dans une situation semblable à celle des communistes allemands en 1846-1848, c'est-à-dire réduite à l'activité souterraine. Sous l'influence de la même tendance didactique, Engels décrit d'une façon absolument inexacte la position que lui et Marx occupaient alors.

A en croire Engels, et lui, et Marx, jusque

même vers 1847, étaient tout à fait à l'écart du mouvement ouvrier, et jouaient, pour ainsi dire, à l'égard de la Ligue des Justes, le rôle de spectateurs étrangers, — jusqu'au moment où, enfin, les leaders de cette Ligue, convaincus de la supériorité des vues de Marx et d'Engels, s'adressèrent à eux en leur proposant d'entrer à la Ligue et d'apporter la clarté théorique et l'unité, là où auparavant régnaient le désordre et l'éclectisme.

En réalité, Marx et Engels s'étaient manifestés bien avant en qualité de « praticiens », mais, jusqu'en 1846, leur action s'était exercée principalement parmi la « bourgeoisie intellectuelle ». L'activité organisatrice indépendante dans le milieu de la classe ouvrière leur était presque entièrement inconnue, et ils se bornaient à connaître les représentants les plus marquants de l' « intelliguenzia » ouvrière.

C'est avec la même inexactitude qu'est rapportée, dans le récit d'Engels, l'histoire de la « Ligue des Justes ». A l'en croire, après l'échec du soulèvement du 12 mai 1839, à Paris, Schapper et ses compagnons partaient pour Londres, où l'organisation centrale de la « Ligue des Justes » aurait été transférée. En réalité, après 1840, nous ne trouvons plus aucune trace d'existence de cette organisation : nulle déclaration, nulle proclamation publiée au nom de la « Ligue des Justes ». Il est seulement vrai que les anciens membres de la Ligue, partis de Paris, ont continué, tant en Angleterre qu'en Suisse, leur propagande révolutionnaire.

La Société allemande d'études pour ouvriers, fondée par Schapper et ses amis, servit de couverture à la « Ligue des Justes », mais devint bientôt un centre, qui attira différents étrangers, pour qui la langue allemande était plus abordable que l'anglais. En août 1844, après de longs séjours dans les prisons suisses et prussiennes, Wilhelm Weitling arriva à Londres. En son honneur, une fête fut organisée, à laquelle, avec les owenistes et les chartistes, Schapper, agissant au nom des Allemands, prit une part active. Ce fut la première grande réunion internationale à Londres. Peu après, en octobre 1844, et sur l'initative de Schapper, fut organisée la première société internationale, sous le nom de « Démocratics Friends of all Nation », qui se donna pour but le rapprochement entre révolutionnaires de toutes nationalités, le renforcement de la fraternité entre les différents peuples, et la conquête des droits politiques et sociaux.
Marx et Engels firent ensemble, l'été de 1845, un voyage en Angleterre, où ils restèrent — principalement à Manchester — six semaines. Marx rassemblait des matériaux pour son étude des doctrines sociales et économiques, et Engels — pour l'histoire du mouvement social en Angleterre. Il est très vraisemblable que c'est précisément au cours de ce voyage que Marx et Engels (lequel avait déjà eu l'occasion, en 1842-1844, de rencontrer les révolutionnaires allemands et anglais) nouèrent des relations plus étroites avec non seulement les anciens membres

de la « Ligue des Justes » et les dirigeants de la Société allemande d'études — Schapper et ses compagnons — mais encore avec ceux des chartistes qui, comme Garny (à ce moment déjà l'un des rédacteurs de l'organe central des chartistes l'*Etoile du Nord*) et Jones, tendaient au communisme.

C'est à cette époque que doit se rapporter aussi leur prise de contact avec Weitling, qui habitait alors Londres, et prenait une part active aux discussions du Club ouvrier londonien.

Les années 1845 et 1846 furent une époque de débats passionnés, auxquels donnaient lieu, entre autres, les nombreux recueils édités par les représentants des différentes tendances du socialisme et du communisme allemands. Nous savons, par les lettres d'Engels à Marx, comment surgissaient, dans différentes villes, des groupes communistes. Il n'y avait toutefois aucun lien régulier entre eux, de même qu'il n'y avait aucun organe commun. La situation des groupes ou personnalités communistes isolées, appartenant à la « bourgeoisie intellectuelle » et dispersés en Allemagne (principalement en Westphalie, Rhénanie, Silésie et à Berlin) n'était guère meilleure. Ces « littérateurs », ces « intellectuels » avaient, il est vrai, à leur disposition, à l'encontre des ouvriers, un certain nombre d'organes littéraires, dans lesquels se menait la propagande communiste. Mais, tant que cette dernière se bornait à différents exercices sur des thèmes socialistes, tant qu'elle ne s'adressait

qu'aux classes cultivées, et s'écartait de toute activité politique, nul besoin, ni d'une organisation commune, ni d'établir des liens étroits avec les différents groupes ouvriers existant déjà dans différents endroits, ne se faisait sentir.

Mais tout changea, lorsque Marx et Engels trouvèrent enfin la synthèse entre la « politique » et le « socialisme », et, en même temps, une réponse à cette question : comment fondre ensemble le mouvement ouvrier et le socialisme, qui suivaient auparavant des voies différentes? Il s'avère que le socialisme, ou communisme, est la forme supérieure du mouvement ouvrier, que le communisme suppose la démocratie la plus perfectionnée, que le communisme ne peut être réalisé que par le mouvement ouvrier, que la seule classe qui peut et doit, par sa situation, prendre sur elle la réalisation du communisme — c'est le prolétariat. De là découlait automatiquement un problème : l'apport, dans la lutte de classe du prolétariat, de la conscience de ses buts, et l'organisation du prolétariat en parti politique distinct. Il s'agissait, non pas de rester étranger aux problèmes d'actualité, non pas de se renfermer dans une cellule de sectaire, mais bien de se mêler à toutes les manifestations de la vie sociale, d'étudier attentivement la réalité, et de participer activement à la vie contemporaine dans toutes ses sphères.

Il va de soi que toute tentative de réunir les groupes communistes « intellectuels » et « ouvriers » ne pouvait pas ne pas se heurter à de

multiples obstacles. D'un côté, il fallut entrer en lutte avec les vieux croyants du « vrai » socialisme, et de l'autre compter avec les préjugés des ouvriers et leur méfiance envers les « littérateurs ».

C'est pourquoi il était indispensable de fonder un centre d'organisation qui, tout en poursuivant d'abord des buts de pure propagande, préparerait en même temps et graduellement les conditions d'une organisation de combat plus homogène. Le plus simple et le plus réalisable des buts semblait l'union des groupes communistes allemands, alors dans une situation fort semblable — sous le rapport de l'organisation — à celle des groupes social-démocrates russes avant 1898 (1).

La réunion, à cet effet, d'un congrès des représentants de tous les groupes communistes avait été discutée dès la fin de 1845 et le début de 1846.

Il m'a été donné de retrouver la circulaire qui motivait la nécessité de ce congrès, et qui indiquait Verviers, où vivait alors Hess, comme lieu de réunion le plus commode pour les délégués de l'Allemagne, et le plus acceptable pour Marx et Weitling, dont la présence était jugée absolument indispensable.

Malheureusement, il n'existe jusqu'à présent aucune possibilité d'établir avec certitude si ce congrès, prévu pour l'été de 1846, a eu lieu. Il

(1) C'est-à-dire avant le premier Congrès des social-démocrates russes.

est vraisemblable que ce plan ne se réalisa pas, car la tentative de conciliation entre Marx et Weitling se termina sur un échec (1).

(1) Cette rupture entre Marx et Weitling marque en réalité moins la rupture entre deux doctrines, deux tendances, qu'entre deux méthodes de propagande et de réalisation. Ce fut la conclusion d'une réunion contradictoire qui eut lieu le 31 mars 1846 à Bruxelles. Nous donnons ci-après deux documents qui éclairent complètement cet incident :

Le premier est un extrait du rapport de Weitling, du 31 mars 1846 sur la rupture avec Karl Marx et Frédéric Engels à Bruxelles ;

Le second est un article publié dans la *Neue Zeit* (1re année, Stuttgart, 1883, pp. 236 et suivantes), intitulé : *Un Russe parle de Karl Marx*. (On remarquera, dans cet article, le portrait magnifiquement brossé de Marx, peut-être le meilleur de tous ceux que nous connaissons.) — J. M.

Extrait du rapport de Weitling, du 31 mars 1846, sur la rupture avec Karl Marx et Frédéric Engels à Bruxelles (1)

Le 31/3/46.

Mon cher Hess,

Nous avons eu hier soir une nouvelle réunion plénière. Marx amena quelqu'un qu'il nous présenta comme Russe et qui, de toute la soirée, ne souffla mot (2). La question à l'ordre du jour était celle-ci : Quelle est la meilleure méthode pour faire de la propagande en Allemagne? C'est Seiler qui l'avait posée, mais il déclara qu'il ne pouvait pas ce soir entrer dans les explications, parce qu'il faudrait probablement toucher à plus d'un point délicat, etc. C'est en vain que Marx insista auprès de Seiler. Tous deux s'agitèrent. Marx devint très violent. Enfin ce dernier expliqua la question. Voici le résumé :

1. Il faut procéder à un épurement du parti communiste.
2. Cela ne peut se faire qu'en censurant ceux qui ne sont pas à leur place dans le parti et en leur coupant les ressources financières.
3. Cet épurement est pour le moment ce que l'on puisse faire de plus important dans l'intérêt du communisme.
4. Celui qui est assez fort pour s'assurer de l'autorité auprès des hommes de finances possède également les moyens de supplanter les autres et fait bien de les employer.
5. Le « communisme ouvrier », le « communisme philosophique » (c'est Marx qui, le premier, s'est servi de ces distinctions, ou je ne sais qui, pas moi en tout cas) doivent être

1 [L'original de la lettre se trouve aux archives du parti socialiste allemand].
2 [Anienkof.

combattus, le sentiment doit être tourné en dérision; ce n'est qu'une espèce de rêverie; il ne faut plus de propagande de vive voix, pas d'organisation de propagande secrète; il faut même ne plus employer à l'avenir le mot de propagande.

6. Il ne peut être question, pour le moment, de réaliser le communisme. Il faut que la bourgeoisie prenne d'abord le pouvoir.

Ici Marx et Engels discutèrent très violemment contre moi. Weydemeyer dit, lui aussi, quelques mots rapides. Gigot (1) et Edgar (2) ne soufflèrent bot. Heilberger prit parti contre Marx en se plaçant à un point de vue impartial. Tout à fait à la fin Seiler en fit autant, mais avec un calme merveilleux et de l'amertume. Je me mis en colère. Marx renchérit sur moi. A la fin surtout l'agitation fut générale et tout le monde allait de-ci de-là dans la pièce. C'est surtout après mon résumé que Marx s'emporta. J'avais dit en effet : tout ce qui résulte de notre discussion, c'est que celui qui trouve de l'argent peut également écrire ce qu'il veut...

UN RUSSE PARLE DE KARL MARX

Au début de l'année 1880, une des plus importantes revues russes, le *Viestnik Iewropy* (Le Messager européen) donna sous le titre : *Dix ans célèbres* une série d'articles dus à la plume du très estimé publiciste russe Anienkof, — en majeure partie des souvenirs personnels et des observations d'un homme spirituel et perspicace qui, durant des années, avait vu de près les événements les plus importants de la vie publique en Europe.

Ce qu'il y a de particulièrement intéressant, surtout pour nous autres Allemands, dans ces articles, c'est le tableau qu'Anienkof nous trace des relations qu'il a eues, en 1847-48, avec Karl Marx, tableau qui, soit dit en passant, est de nature à détruire ou du moins à modifier maint jugement répandu sur Marx.

Nous donnons ci-après l'article relatif à Marx :

« Lorsqu'en 1847 je partis pour mon voyage en Europe, quelqu'un de mes relations, propriétaire terrien de la steppe, qui jouissait dans son milieu d'une certaine réputation d'excellent chanteur de chansons de bohémien, de bon joueur de cartes et de chasseur expérimenté, me remit une lettre de recommandation pour Karl Marx. Ainsi que je l'appris il se trouvait dans les meilleurs termes avec le maître de Lassalle, le futur chef de l'Internationale. Il avait donné à Marx l'assurance qu'il était acquis corps et âme à sa noble doctrine, à l'idée de régler la situation économique de l'Europe, qu'il s'en retournait en Russie dans l'intention de vendre son bien et de se consacrer avec toute sa fortune à la révolution immi-

1 [Bibliothécaire à Bruxelles].

2 [Edgar de Westphalen, frère de Mme Marx].

nente. On ne peut en fin de compte aller plus loin dans son enthousiasme. Je suis néanmoins convaincu qu'à l'instant où il faisait ces promesses le brave homme était sincère. De retour en Russie, d'abord dans ses propriétés et puis à Moscou, il ne pensa naturellement plus aux paroles enthousiastes qu'il avait dites à Marx surpris, et il mourut, il n'y a pas longtemps, à Moscou dans la peau d'un célibataire très vieux, mais toujours resté ardent. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce qu'après de telles aventures Marx et d'autres aient eu la conviction, qu'ils gardèrent des années durant, que tout Russe qui venait les voir devait être considéré comme un espion ou un trompeur sans conscience. J'avais fait usage de la lettre de mon ardent propriétaire terrien, qui était encore dans ses dispositions enthousiastes, et j'avais trouvé auprès de Marx un accueil fort aimable. Marx était à Bruxelles encore sous l'impression des souvenirs que lui avait laissés ce représentant classique de la « large nature russe », qu'il avait rencontré par hasard, et me parla de lui avec beaucoup de sympathie, croyant voir dans ce phénomène qui, à ce qu'il me semblait, était nouveau pour lui, un indice de la force naturelle du peuple russe.

Il représentait lui-même le type d'un homme composé d'énergie, de force de volonté et de conviction inflexible, un type également fort remarquable dans son extérieur. Sur la tête une épaisse crinière noire, les mains couvertes de poils, le vêtement boutonné de travers, il avait néanmoins l'air d'un homme qui a le droit et la force d'exiger le respect, bien que son extérieur et ses agissements pussent paraître assez bizarres. Ses mouvements étaient gauches, mais hardis et assurés; ses manières allaient directement à l'encontre de tout le savoir-vivre mondain. Mais elles étaient fières, avec une nuance de mépris, et sa voix tranchante, qui avait le son du métal, s'harmonisait merveilleusement avec les jugements radicaux qu'il prononçait sur les hommes et les choses. Il ne s'exprimait qu'en paroles impératives qui n'admettaient aucune contradiction et qui était encore accentuées, du reste, par un ton qui me produisait une impression presque douloureuse et qui pénétrait tout ce qu'il disait. Ce ton exprimait la conviction profonde qu'il avait la mission de dominer les esprits et de leur prescrire des lois. J'avais devant moi la personnification d'un dictateur démocratique telle que l'imagination peut se la représenter parfois.

Dès notre première rencontre, Marx m'invita à une discussion qui devait avoir lieu le lendemain entre lui et le tailleur Weitling qui groupait alors derrière lui en Allemagne un parti ouvrier assez considérable. Cette discussion avait été organisée pour s'entendre, si possible, sur une tactique commune parmi les chefs du mouvement ouvrier. Je n'hésitai naturellement pas à me rendre à cette invitation.

Le tailleur Weitling était un élégant jeune homme blond, vêtu

un peu comme un petit-maître, portant une barbiche coquettement taillée, et il ressemblait plutôt à un commis-voyageur qu'à l'ouvrier sombre, aigri, succombant sous le poids du travail et de la pensée que je m'attendais à voir.

Après nous être présentés rapidement, ce que Weitling fit avec une certaine politesse recherchée, nous prîmes place à une petite table verte au petit bout de laquelle Marx avait pris place, le crayon en main, sa tête de lion penchée sur une grande feuille de papier, pendant que son ami et compagnon inséparable dans la propagande, Engels, homme de haute stature, droit, distingué comme un Anglais et l'air sérieux, ouvrit la séance par un discours. Il y exposa combien il était nécessaire que les hommes qui s'étaient consacrés à la réforme du travail s'exposassent clairement leurs vues réciproques et arrêtassent un programme général qui serait, pour tous les partisans n'ayant pas le temps ou pas la possibilité de s'occuper de questions théoriques, le drapeau autour duquel ils pourraient se rassembler. — Il n'avait pas encore terminé son discours que Marx relevait la tête et adressait directement à Weitling la question suivante :

« Dites-nous donc, Weitling, vous qui avez fait tant de bruit en Allemagne avec votre propagande communiste et qui avez attiré tant d'ouvriers à qui vous avez fait perdre leur situation et leur morceau de pain, par quels arguments défendez-vous votre agitation sociale-révolutionnaire et sur quoi comptez-vous la baser à l'avenir? »

Je me rappelle encore très exactement jusqu'à la forme de cette question brutale qui ouvrit dans ce petit cercle une discussion passionnée qui, comme je le montrerai, ne fut d'ailleurs pas longue.

Weitling avait l'air de vouloir maintenir la discussion dans les lieux communs de la rhétorique libérale. Le visage empreint d'une certaine expression grave et soucieuse, il se mit à expliquer que sa tâche n'était pas de créer de nouvelles théories économiques, mais d'accepter celles qui, comme on l'avait vu en France, étaient le mieux à même d'ouvrir les yeux aux ouvriers et de leur apprendre à ne pas ajouter foi à des promesses et de n'avoir d'espoir qu'en eux-mêmes.

Il parla beaucoup, mais à mon étonnement et par contraste avec le discours d'Engels, de façon peu claire et embarrassée même dans la forme, se répétant souvent, corrigeant ses propres paroles et n'arrivant qu'avec peine aux conclusions qui, à plusieurs reprises, venaient trop tard ou devançaient même les prémisses. Il avait en ce moment devant lui des auditeurs absolument différents de ceux qui l'entouraient habituellement à son atelier ou qui lisaient ses pamphlets imprimés relatifs à la situation économique actuelle, et cela lui fit perdre la liberté de la pensée et de la parole.

Il aurait probablement parlé longtemps encore si Marx, fronçant les sourcils dans un accès de colère, ne l'avait inter-

Marx et ses amis se prononcèrent encore plus nettement, en mai 1846, contre Kriege (1), un

rompu et n'avait commencé sa réplique. L'essentiel de sa réponse sarcastique fut que c'était simplement de la duperie que de soulever le peuple sans lui donner de bases solides pour son activité. Susciter les espoirs fantastiques dont on venait de parler, continua Marx, ne menait jamais à l'affranchissement des malheureux, mais à leur perte. En particulier, s'adresser en Allemagne aux ouvriers sans avoir des idées rigoureusement scientifiques et une doctrine concrète revenait à jouer, sans fondement et sans conscience, de la propagande où l'on supposait d'un côté un apôtre enthousiaste et de l'autre côté de simples imbéciles l'écoutant bouche bée. — Voici, ajouta-t-il, en me désignant tout à coup d'un geste brusque de la main, voici parmi nous un Russe. Dans son pays, Weitling, votre rôle serait peut-être à sa place, ce n'est que là que des associations peuvent réellement être créées et exister entre des apôtres absurdes et des disciples absurdes.

Dans un pays civilisé comme l'Allemagne, continua Marx dans l'exposé de son opinion, on ne peut rien faire sans doctrine concrète solide, et tout ce que l'on a d'ailleurs réalisé jusqu'ici, c'est de faire du bruit, de provoquer une agitation nuisible et de ruiner la cause elle-même que l'on a prise en main.

Les joues pâles de Weitling se colorèrent et sa parole se fit aisée et vive. D'une voix tremblante d'émotion il se mit à démontrer qu'un homme qui avait groupé autour de lui des centaines d'individus au nom de l'idée de justice, de solidarité et d'amour fraternel ne pouvait être traité d'homme sans valeur ni activité, que lui, Weitling, devant les attaques d'aujourd'hui, se consolait au souvenir des milliers de lettres, de déclarations et de manifestations de reconnaissance qu'il avaient reçues de tous les coins de sa patrie, et que son modeste travail préparatoire fait pour la cause commune avait plus d'importance que la critique et les analyses en chambre que l'on développait loin du monde souffrant et des tourments du peuple.

A ces derniers mots Marx, furieux, asséna sur la table un tel coup de poing que la lampe en trembla; puis il bondit en s'écriant : « Jamais encore l'ignorance n'a servi personne! »

Nous suivîmes son exemple et nous nous levâmes également. L'entretien était terminé; et tandis que Marx, extraordinairement agité et irrité, arpentait la pièce, je pris rapidement congé de lui et des autres et je regagnai mon logis, fort surpris de ce que je venais de voir et d'entendre.

(1) Au début de la lettre qu'il écrit à Marx en octobre 1846, Engels résume cette polémique en quelques lignes : « J'ai reçu

des représentants les plus influents du « vrai » socialisme allemand, qui menait, avec Weitling, une propagande des plus actives parmi les Londoniens.

C'est à cette époque que se rapporte le plan de Marx et d'Engels de fonder des groupes distincts avec les communistes qui partageaient leurs vues. Autour d'eux, à Bruxelles, s'était groupé un cercle important, où figuraient Wilhelm Wolff — à qui précisément Marx dédia le premier volume du *Capital* — Sébastien Zeiler, Joseph Weydemeyer, Philippe Gigot, Belge, ensuite Tedesco, Belge également, et quelques ouvriers. Hess, après quelques hésitations, se joignit également à Marx.

Le groupe de Bruxelles devait servir de noyau central à une nouvelle organisation communiste, qui, *dès le début, devait être internationale*. Marx et Engels espéraient attirer vers eux Proudhon et les chartistes anglais les plus en vue. Partant de leur conviction que l'Europe était à la veille d'une nouvelle révolution, qui donnerait partout le pouvoir à la bourgeoisie, mais préparerait en même temps les conditions d'organisation politique du parti du prolétariat, ils invitaient Proudhon à se joindre à eux, pour être

ton article contre Kriege. Fameux. Comme tu as signé seul, Kriege va mettre sur mon compte personnel le ton agressif du premier document et faire le beau devant le second. Mais je m'en moque. Avec sa malignité particulière, il peut, si cela lui fait plaisir, me noircir à souhait devant les ouvriers américains. » — J. M.

prêts lorsque viendrait le moment d'agir, c'est-à-dire la révolution (1).

(1) Nous donnons ci-dessous la lettre de Marx à Proudhon et la réponse de ce dernier. La lettre de Marx a été placée en appendice des *Confessions d'un Révolutionnaire* (Œuvres complètes de P.-J. Proudhon, nouvelle éd. publiée avec des Notes et des Documents inédits sous la direction de MM. C. Bouglé et H. Moysset, Rivière, éd. Paris, 1929), et en Allemagne par M. Auguste Cornu dans la Revue *Die Gesellschaft*, numéro de septembre 1927, p. 256-260.

La réponse à cette lettre figure dans la *Correspondance de P.-J. Proudhon* au tome II, p. 198-202. Elle est datée de Lyon où Proudhon était alors employé dans une affaire de batellerie sur le Rhône. — J. M.

Voici ces deux documents :

Mon cher Proudhon!

Je m'étais proposé, bien souvent, de vous écrire depuis que j'ai quitté Paris; des circonstances indépendantes de ma volonté m'en ont empêché jusqu'à présent. Je vous prie de croire qu'un surcroît de besogne, les embarras d'un changement de domicile, etc., sont les seuls motifs de mon silence.

Et maintenant, surtout, sautons *in medias res*. Conjointement avec deux de mes amis, Frédéric Engels et Philippe Gigot (tous deux à Bruxelles), j'ai organisé avec les communistes et socialistes allemands, une correspondance suivie, qui devra s'occuper et de la discussion de questions scientifiques et de la surveillance à exercer sur les écrits populaires et la propagande socialiste, qu'on peut faire en Allemagne par ce moyen. Le but principal de notre correspondance sera pourtant celui de mettre les socialistes allemands en rapport avec les socialistes français et anglais, de tenir les étrangers au courant des mouvements socialistes qui seront opérés en Allemagne et d'informer les Allemands en Allemagne des progrès du socialisme en France et en Angleterre. De cette manière, des différences d'opinion pourront se faire jour; on arrivera à un échange d'idées et à une critique impartiale. C'est là un pas que le mouvement social aura fait dans son expression *littéraire* afin de se débarrasser des limites de la *nationalité*. Et au moment de l'action, il est certainement d'un grand intérêt pour chacun d'être instruit de l'état des affaires à l'étranger aussi bien que chez lui.

Outre les communistes en Allemagne, notre correspondance comprendra aussi les socialistes allemands à Paris et à Londres. Nos rapports avec l'Angleterre sont déjà établis; quant à la France, nous croyons tous que nous ne pouvons y trouver un meilleur correspondant que vous : vous savez que les Anglais et les Allemands vous ont jusqu'à présent mieux apprécié que vos propres compatriotes.

Vous voyez donc qu'il ne s'agit que de créer une correspondance régulière et de lui assurer les moyens de poursuivre le mouvement social dans les différents pays, d'arriver à un intérêt riche et varié comme le travail d'un seul ne pourra jamais le réaliser.

Si vous voulez accéder à notre proposition, les frais de port des lettres qui vous seront envoyées, comme de celles que vous nous enverrez, seront supportées ici, les collectes faites en Allemagne étant destinées à couvrir les frais de la correspondance.

L'adresse à laquelle vous écrirez ici est celle de Monsieur Philippe Gigot, 8, rue Bodendrock. C'est lui qui aura également la signature des lettres de Bruxelles.

Je n'ai pas besoin d'ajouter que toute cette correspondance exige de votre part le secret le plus absolu; en Allemagne, nos amis doivent agir avec la plus grande circonspection pour éviter de se compromettre.

Répondez-nous bientôt et croyez à l'amitié bien sincère de

Votre tout dévoué

CHARLES MARX.

Bruxelles, 5 mai 1846.

P. S. — Je vous dénonce ici M. *Grun*, à Paris. Cet homme n'est qu'un chevalier d'industrie littéraire, une espèce de charlatan qui voudrait le commerce d'idées modernes. Il tâche de cacher son ignorance sous des phrases pompeuses et arrogantes, mais il n'est parvenu qu'à se rendre ridicule par son galimatias. De plus, cet homme est *dangereux*. Il *abuse* de la connaissance qu'il a établie avec des auteurs de renom, grâce à son impertinence, pour s'en faire un piédestal et les compromettre vis-à-vis du public allemand.

Dans son livre sur les socialistes français il ose s'appeler le professeur (*Privat-dozent*, dignité académique en Allemagne) de Proudhon prétend lui avoir dévoilé les axiomes importants de la science allemande et blague sur ses écrits. Gardez-vous donc de ce parasite. Peut-être vous reparlerai-je plus tard de cet individu.

★

Je profite avec plaisir de l'occasion qui m'est offerte par cette lettre, pour vous assurer combien il m'est agréable d'entrer en relation avec un homme aussi distingué que vous. En attendant permettez-moi de me dire

Votre tout dévoué,

PHILIPPE GIGOT.

★

Quant à moi, je ne peux qu'espérer, que vous, Monsieur Proudhon, approuverez le projet que nous venons de vous

proposer et que vous aurez la complaisance de ne pas nous refuser votre coopération.

En vous assurant du profond respect que vos écrits m'ont inspiré pour vous, je suis

Votre tout dévoué,

FRÉDÉRIC ENGELS.

Lyon, 17 mai 1846.

Mon cher Monsieur Marx,

Je consens volontiers à devenir l'un des aboutissants de votre correspondance, dont le but et l'organisation me semblent devoir être très utiles. Je ne vous promets pas pourtant de vous écrire ni beaucoup ni souvent; mes occupations de toute nature, jointes à une paresse naturelle, ne me permettent pas ces efforts épistolaires. Je prendrai aussi la liberté de faire quelques réserves, qui me sont suggérées par divers passages de votre lettre.

D'abord, quoique mes idées en fait d'organisation et de réalisation soient en ce moment tout à fait arrêtées, au moins pour ce qui regarde les principes, je crois qu'il est de mon devoir, qu'il est du devoir de tout socialiste, de conserver pour quelque temps encore la forme antique ou dubitative; en un mot, je fais profession, avec le public, d'un anti-dogmatisme économique, presque absolu.

Cherchons ensemble, si vous voulez, les lois de la société, le mode dont ces lois se réalisent, le progrès suivant lequel nous parvenons à les découvrir; mais, pour Dieu! après avoir démoli tous les dogmatismes *a priori*, ne songeons point à notre tour, à endoctriner le peuple; ne tombons pas dans la contradiction de votre compatriote Martin Luther qui, après avoir renversé la théologie catholique, se mit aussitôt, à grands renforts d'excommunications et d'anathèmes, à fonder une théologie protestante. Depuis trois siècles, l'Allemagne n'est occupée que de détruire le replâtrage de M. Luther; ne taillons pas au genre humain une nouvelle besogne par de nouveaux gâchis. J'applaudis de tout mon cœur à votre pensée de produire un jour toutes les opinions; faisons-nous une bonne et loyale polémique; donnons au monde l'exemple d'une tolérance savante et prévoyante, mais, parce que nous sommes à la tête du mouvement, ne nous faisons pas les chefs d'une nouvelle intolérance, ne nous posons pas en apôtres d'une nouvelle religion, cette religion fût-elle la religion de la logique, la religion de la raison. Accueillons, encourageons toutes les protestations, flétrissons toutes les exclusions, tous les mysticismes; ne regardons jamais une question comme épuisée, et quand nous aurons usé jusqu'à notre dernier argument, recommençons s'il faut, avec l'éloquence et l'ironie. A cette condition, j'entrerai avec plaisir dans votre association, sinon, non!

J'ai aussi à vous faire quelque observation sur ce mot de votre lettre : *Au moment de l'action.* Peut-être conservez-vous encore l'opinion qu'aucune réforme n'est actuellement possible sans un coup de main, sans ce qu'on appelait jadis une révolution, et qui n'est tout bonnement qu'une secousse. Cette opinion, que je conçois, que j'excuse, que je discuterais volontiers, l'ayant moi-même longtemps partagée, je vous avoue que mes dernières études m'en ont fait complètement revenir. Je crois que nous n'avons pas besoin de cela pour réussir; et qu'en conséquence, nous ne devons point poser l'action *révolutionnaire* comme moyen de réforme sociale, parce que ce prétendu moyen serait tout simplement un appel à la force, à l'arbitraire, bref, une contradiction. Je me pose ainsi le problème : *faire rentrer dans la société, par une combinaison économique, les richesses qui sont sorties de la société par une autre combinaison économique.* En autres termes, tourner en Economie politique la théorie de la Propriété contre la Propriété, de manière à engendrer ce que vous autres socialistes allemands appelez *communauté,* et que je me bornerai pour le moment à appeler *liberté, égalité.* Or, je crois savoir le moyen de résoudre, à court délai, ce problème : je préfère donc faire brûler la Propriété à petit feu, plutôt que de lui donner une nouvelle force, en faisant une Saint-Barthélemy des propriétaires.

Mon prochain ouvrage, qui en ce moment est à moitié de son impression, vous en dira davantage.

Voilà, mon cher philosophe, où j'en suis pour le moment; sauf à me tromper, et s'il y a lieu, à recevoir la férule de votre main, ce à quoi je me soumets de bonne grâce, en attendant ma revanche. Je dois vous dire en passant que telles me semblent être aussi les dispositions de la classe ouvrière de France; nos prolétaires ont si grande soif de science qu'on serait fort mal accueilli d'eux si on n'avait à leur présenter à boire que du sang. Bref, il serait, à mon avis, d'une mauvaise politique pour nous de parler en exterminateurs; les moyens de rigueur viendront assez; le peuple n'a besoin pour cela d'aucune exhortation.

Je regrette sincèrement les petites divisions qui, à ce qu'il paraît, existent déjà dans le socialisme allemand, et dont vos plaintes contre M. G*** m'offrent la preuve. Je crains bien que vous n'ayez vu cet écrivain sous un jour faux; j'en appelle, mon cher Monsieur Marx, à votre sens rassis. G*** se trouve exilé, sans fortune, avec une femme et deux enfants, n'ayant pour vivre que sa plume. Que voulez-vous qu'il exploite pour vivre, si ce n'est les idées modernes? Je comprends votre courroux philosophique, et je conviens que la sainte parole de l'humanité ne devrait jamais faire la matière d'un trafic; mais je ne veux voir ici que le malheur, l'extrême nécessité, et j'excuse l'homme. Ah! si nous étions tous millionnaires, les choses se passeraient mieux; nous serions des saints et des

Proudhon répondit par un refus. Sa lettre à Marx, imprimée dans sa correspondance, inter-

anges. Mais il faut *vivre*; et vous savez que ce mot n'exprime pas encore, tant s'en faut, l'idée que donne la théorie pure de l'association. Il faut vivre, c'est-à-dire acheter du pain, du bois, de la viande, payer un maître de maison; et ma foi! celui qui vend des idées sociales n'est pas plus indigne que celui qui vend un sermon. J'ignore complètement si G*** s'est donné lui-même comme étant mon précepteur; précepteur de quoi? je ne m'occupe que d'Economie politique, chose dont il ne sait à peu près rien; je regarde la littérature comme un jouet de petite fille, et quant à la philosophie, j'en sais assez pour avoir le droit de m'en moquer à l'occasion. G*** ne m'a rien dévoilé du tout; s'il l'a dit, il a dit une impertinence dont je suis sûr qu'il se repent.

Ce que je sais et que j'estime plus que je ne blâme, un petit accès de vanité, c'est que je dois à M. G***, ainsi qu'à son ami Ewerbeck, la connaissance que j'ai de vos écrits, mon cher Monsieur Marx, de ceux de M. Engels, et de l'ouvrage si important de Feuerbach. Ces messieurs, à ma prière, ont bien voulu faire quelques analyses pour moi en français (car j'ai le malheur de ne point lire l'allemand) des publications socialistes les plus importantes; et c'est à leur sollicitation que je dois insérer (ce que j'eusse fait de moi-même au reste) dans mon prochain ouvrage, une mention des ouvrages de MM. Marx, Engels, Feuerbach, etc. Enfin, G*** et Ewerbeck travaillent à entretenir le feu sacré chez les Allemands qui résident à Paris, et la déférence qu'ont pour ces Messieurs les ouvriers qui les consultent, me semble un sûr garant de la droiture de leurs intentions.

Je vous verrais avec plaisir, mon cher M. Marx, revenir d'un jugement produit par un instant d'irritation, car vous étiez en colère lorsque vous m'avez ecrit. G*** m'a témoigné le désir de traduire mon livre actuel; j'ai compris que cette traduction, précédant toute autre, lui procurerait quelque secours; je vous serais donc obligé, ainsi qu'à vos amis, non pour moi, mais pour lui, de lui prêter assistance dans cette occasion, en contribuant à la vente d'un écrit qui pourrait sans doute, avec votre secours, lui donner plus de profit qu'à moi.

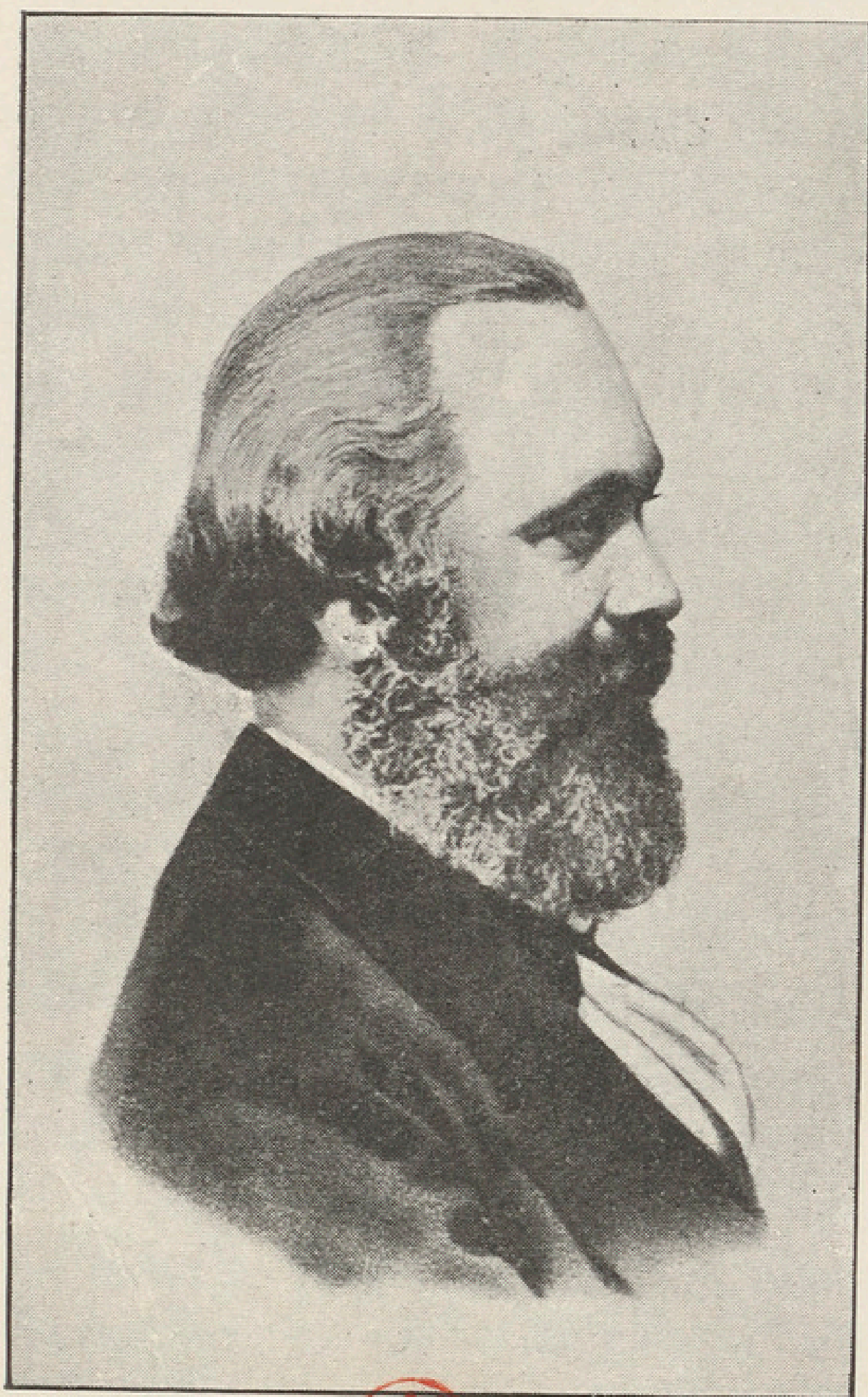
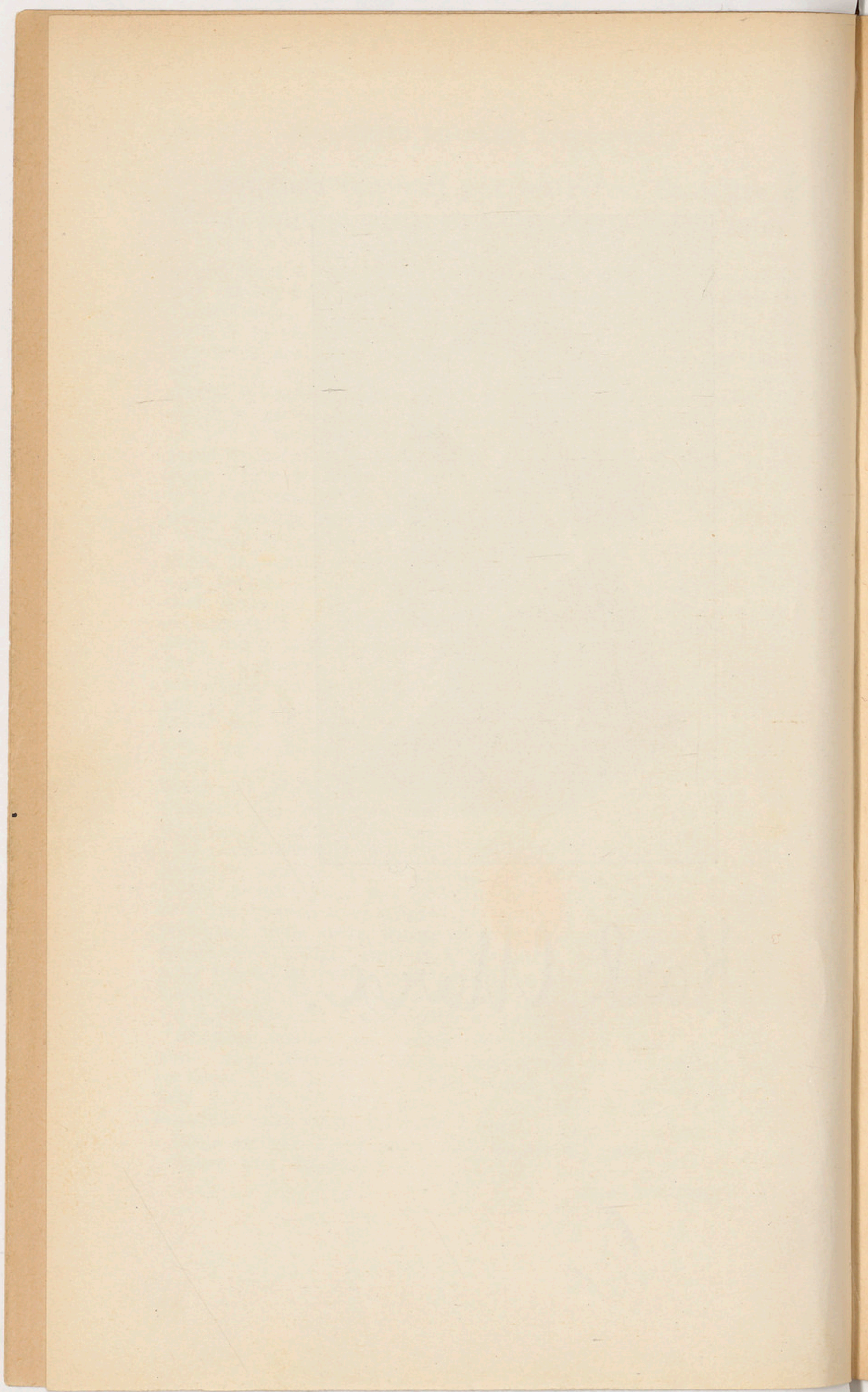
Si vous vouliez me donner l'assurance de votre concours, mon cher Monsieur Marx, j'enverrais incessamment mes épreuves à M. G*** et je crois, nonobstant vos griefs personnels dont je ne veux pas me constituer le juge, que cette conduite nous ferait honneur à tous.

Mille amitiés à vos amis, MM. Engels et Gigot.

Votre tout dévoué,

P.-J. PROUDHON.

Karl Marx.

(MANIFESTE COM., P. 32-33).

prêtée à tort et à travers, acquiert une toute autre signification, si on cesse de la considérer comme une réponse à une offre de Marx de participer à un groupement littéraire quelconque, ou, comme le pense Mehring, un bureau de correspondance ordinaire.

Garny, qui, en 1845, avec d'autres chartistes et émigrés londoniens, avait fondé une société révolutionnaire internationale sous le nom de « Démocrates Fraternels », resta sceptique envers le nouveau plan, mais donna son accord, à condition que l'organisation acceptât ses amis londoniens de l'émigration allemande, et, en premier lieu, Schapper.

Il est difficile de dire pourquoi Marx et Engels choisirent, pour leur organisation, le nom de « Kommunistisches Korrespondenzkomitee ». Peut-être était-ce par souvenir de la Révolution Française (les Comités de Correspondance jacobins — agents principaux de liaison entre les clubs jacobins et les différentes villes) ou de l'histoire des anciennes sociétés révolutionnaires anglaises, qui avaient joué un grand rôle à la fin du XVIIIe siècle (Corresponding Societies). Mais, en tout cas, ce n'était certes pas un simple bureau de littérature et d'édition.

Parallèlement au comité de Bruxelles, un comité semblable naquit bientôt à Londres, qui groupa les membres les plus en vue du club ouvrier allemand et Garny. En automne de 1846, Engels partit de Bruxelles pour Paris, afin d'y organiser également un comité semblable, ce à

quoi il réussit avec l'aide de Junge, le typographe, qui avait vécu auparavant à Bruxelles. Il eut à entrer en lutte avec une puissante opposition, dont une partie était sous la forte influence des doctrines de Proudhon, dans la forme germanisée que leur avait donné Charles Grün (1), et l'autre sous l'influence de Cabet.

A l'été de 1847, ces nouvelles organisations s'étaient déjà fortifiées à tel point, qu'il fut possible de réunir à Londres un congrès préalable de tous ces comités. C'est à ce Congrès qu'a été prise la décision de s'unir en une Ligue Communiste. Un projet de statuts d'organisation fut voté, qu'on décida de soumettre aux différents comités pour étude, de façon à pouvoir l'accepter au Congrès suivant, après les rectifications nécessaires, d'une manière définitive. On devait également présenter à ce Congrès une Profession de Foi communiste.

Que la lutte à l'intérieur des comités se soit prolongée même après le premier congrès — cela ressort avec une évidence particulière des lettres de cette période d'Engels à Marx. Et ce n'est pas seulement au sein du comité de Paris, où les traditions anciennes restaient puissantes, mais aussi à Londres qu'il fallait lutter et avec les disciples de Cabet, qui défendaient le plan d'émigration en Amérique, et encore avec les disciples

(1) Voir *Correspondance Marx-Engels*, tome I, lettres de l'année 1846, où cette épuration et cette réorganisation sont exposées assez longuement par Engels. — J. M.

de Heinzen, qui, en tant que démocrate bourgeois, menait une lutte acharnée contre les communistes.

Le numéro d'essai du premier journal ouvrier *marxiste,* publié par les membres londoniens de la Ligue Communiste, jette une certaine lumière sur cette lutte intestine. Intitulé *Revue Communiste,* il parut en septembre 1847 (1). Sous le titre — et cela six mois avant la parution du *Manifeste communiste,* nous y lisons pour la première fois la nouvelle devise de classe « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous! », opposée par Marx à la devise des « Démocrates Fraternels » : « Tous les hommes sont frères. » Tous les articles sont anonymes. L'article-programme, rédigé vraisemblablement par l'ensemble des Londoniens — Schapper et autres — se termine par un appel aux prolétaires de tous les pays de s'unir « ... ouvertement là où la loi le permet, car nos actes ne craignent pas la lumière, et secrètement là, où l'arbitraire des tyrans nous y oblige ».

Le second article analyse minutieusement et rejette le plan d'émigration de Cabet. Le troisième, écrit, selon toute vraisemblance, par Engels, donne une caractéristique de la situation politique en Prusse. Le journal se termine sur une « revue politico-sociale », où il n'est pas difficile de reconnaître la manière de Guillaume Wolff.

(1) Voir plus loin, pp. 135 et suiv.

Le second congrès eut lieu en novembre-décembre 1847. Après de longs débats, de nouveaux statuts furent adoptés, et l'on décida, sur la proposition d'Engels, de publier, au lieu de la « Profession de Foi », un *Manifeste du Parti Communiste* au nom du congrès. La rédaction de ce programme fut confiée à Marx, bien que d'autres projets de « Profession de Foi » aient été proposés au congrès, dont une par Engels (1). Il va de soi que Marx, en rédigeant le « Manifeste », profita de l'aide de son ami, mais la comparaison de ce document avec le projet d'Engels, publié par Bernstein, nous prouve pourquoi Engels, dans la préface à l'édition du « Manifeste » publiée après la mort de Marx, affirme catégoriquement et en toute justice que les idées principales de ce « Manifeste » appartiennent exclusivement à Marx. En tout cas, *seul* Marx en portait la responsabilité devant le congrès. Mieux que partout ailleurs, cela est prouvé par une lettre du Comité Central, adressée au Comité Régional de Bruxelles, datée de Londres, 26 janvier 1848 (2), faisant part d'un

(1) On peut noter que le manifeste de F. Engels constituait une réponse à un projet de catéchisme communiste que Moïse Hess venait d'exposer devant le cercle communiste de Paris et que F. Engels fit écarter (Cf. TH. ZLOCISTI, *Moses Hess*, Berlin 1921, p. 233). Ce catéchisme communiste était sans doute une reprise de celui que Hess avait publié les 21 et 28 décembre 1844 dans le *Vorwärts* de Paris, et que M. Auguste Cornu vient de reproduire dans son ouvrage *Moses Hess* (Paris 1934, Fragen und Antworten, pp. 109-118). — J. M.

(2) Cette lettre a été retrouvée et donnée par moi au citoyen Mehring pour être publiée. — D. R.

ordre du jour adopté le 26 janvier 1848. Cet ordre du jour venait de ce que Marx, selon une habitude qui lui était propre, travaillait son œuvre bien trop longtemps :

« Le Comité Central charge le Comité Régional de Bruxelles d'informer le citoyen Marx que si le « Manifeste du Parti Communiste » dont il a pris sur lui la rédaction au dernier Congrès n'est pas arrivé à Londres avant le mardi 1er février de l'année en cours, des mesures ultérieures seront prises contre lui. Au cas où le citoyen Marx n'accomplirait pas ce travail, le Comité Central demande le renvoi immédiat de tous les documents mis à la disposition de Marx.

Au nom et par ordre du Comité Central

SCHAPPER BAUER MOLL

Ce vif rappel à l'ordre était parfaitement justifié. L'orage historique approchait, et on en entendait déjà clairement les grondements. Au début de janvier, des troubles éclatèrent dans l'Italie du nord. Le 12 janvier, un coup d'Etat eut lieu à Palerme, où un gouvernement provisoire fut proclamé. En France, on pouvait s'attendre d'un jour à l'autre à l'explosion. Et en effet, le « Manifeste » était encore à l'atelier de brochage, lorsque éclata à Paris la révolution de Février. Les premiers exemplaires n'arrivèrent en Allemagne que quelques semaines après la

révolution de Mars. Il avait été précédé de « Revendications du Parti Communiste », formulées par le nouveau Comité Central (1).

D. RIAZANOV.

(1) Voir plus loin : Revendications du parti communiste en Allemagne, p. 190.

PREFACES

I

La *Ligue des communistes,* association internationale de travailleurs qui, dans les conditions d'alors, ne pouvait être que secrète, au congrès tenu à Londres en novembre 1847, chargea les soussignés de rédiger un programme détaillé du parti, théorique et pratique, et destiné à la publicité. Telle est l'origine du manifeste ci-dessous, dont le manuscrit fut, quelques semaines avant la révolution de février, envoyé à Londres pour y être imprimé. Publié d'abord en allemand, il a eu, dans cette langue, au moins douze éditions différentes en Allemagne, en Angleterre et en Amérique. C'est en 1850 qu'il parut pour la première fois en anglais, à Londres, dans le *Red Republican,* traduit par Miss Helen Macfarlane; en 1871, il en fut publié, en Amérique, au moins trois traductions différentes. La première traduction française parut à Paris à la veille de l'insurrection de juin 1848; tout dernièrement, *Le Socialiste* de New York en donna une autre. Une traduction nouvelle est en pré-

paration. Une traduction polonaise parut à Londres peu de temps après la première édition allemande, et une traduction russe à Genève vers 1860. Il y eut également une traduction danoise quelque temps après la première publication.

Malgré les changements considérables qui, pendant les vingt-cinq dernières années, se sont opérés dans la situation, les principes généraux développés dans ce manifeste conservent, dans leurs grandes lignes, toute leur justesse même de nos jours. Il y aurait lieu d'introduire par-ci par-là des amendements de détail. Le manifeste déclare lui-même que l'application pratique de ces principes dépendra toujours et partout des conditions historiquement données. Aussi n'attachons-nous pas du tout d'importance particulière aux mesures révolutionnaires proposées à la fin du chapitre II. A bien des égards nous donnerions aujourd'hui à ce passage une rédaction différente. Les progrès immenses réalisés par la grande industrie dans les vingt-cinq dernières années, les progrès parallèles accomplis par la classe ouvrière dans son organisation en parti, les expériences pratiques, d'abord de la révolution de février, ensuite, et bien plus, de la Commune de Paris où, pour la première fois, le prolétariat eut en mains, deux mois durant, le pouvoir politique; tout cela fait que, par endroits, ce programme n'est plus à la page. La Commune, notamment, a fourni la preuve que « la classe

ouvrière ne peut pas simplement prendre possession du mécanisme politique existant et le mettre en marche pour la réalisation de ses propres buts. » (Voir : *La guerre civile en France*, adresse du Conseil général de l'Association internationale des travailleurs, édition allemande, page 19, où cette idée est plus amplement développée.) En outre, il va de soi que la critique de la littérature socialiste présente une lacune pour la période contemporaine, puisqu'elle s'arrête à 1847. Il va de soi, également, que les remarques sur la position des communistes vis-à-vis des divers partis d'opposition (chap. IV), si elles restent, aujourd'hui encore, exactes dans les grandes lignes, ont vieilli, aujourd'hui déjà, quant à leur mise en pratique par le seul fait que la situation politique s'est modifiée du tout au tout, et que l'évolution historique a fait disparaître la plupart des partis énumérés dans le passage en question.

Le manifeste n'en est pas moins un document historique que nous ne nous attribuons plus le droit de modifier. Peut-être publierons-nous un jour une édition où nous traiterons, dans une introduction, la période qui va de 1847 à nos jours. La réimpression actuelle nous a pris trop à l'improviste pour nous en laisser le temps.

Londres, le 24 juin 1872.

Karl Marx. Frédéric Engels.

II

La préface de la présente édition, je suis forcé, hélas! de la signer seul. Marx, l'homme à qui toute la classe ouvrière d'Europe et d'Amérique doit plus qu'à tout autre, Marx repose au cimetière de Highgate et sur sa tombe pousse déjà la première herbe. Depuis sa mort il ne saurait être question, moins que jamais, de modifier ou de compléter le manifeste. D'autant plus nécessaire est-il, à mon avis, d'établir expressément, une fois de plus, les points suivants.

L'idée fondamentale et directrice du manifeste, c'est que la production économique et l'organisation sociale qui en résulte nécessairement pour chaque époque de l'histoire constituent la base de l'histoire politique et intellectuelle de cette époque; que, par conséquent (depuis la dissolution de l'antique propriété commune du sol), toute l'histoire a été une histoire de luttes de classes, de luttes entre classes exploitées et classes exploiteuses, entre classes dirigées et classes dirigeantes, aux divers stades de l'évolution sociale; mais que cette lutte en est présentement arrivée à une phase où la classe exploitée et opprimée (le prolétariat) ne peut plus s'affranchir de la classe qui l'exploite et l'opprime (la bourgeoisie), sans affranchir en même temps et à tout jamais la société entière de l'exploitation,

de l'oppression et des luttes de classes. Cette idée fondamentale est la propriété absolue et exclusive de Marx (1).

Cette déclaration, je l'ai déjà faite à maintes reprises; mais il importe précisément à l'heure actuelle qu'elle prenne également place en tête du Manifeste.

Londres, le 28 juin 1883.

F. Engels.

III

Depuis que j'ai écrit les lignes qui précèdent, une nouvelle édition allemande du Manifeste est devenue nécessaire. En outre, le Manifeste a connu divers avatars qu'il convient de mentionner ici.

Une seconde traduction russe — par Véra Zassoulitch — a paru à Genève en 1882; la préface en fut rédigée par Marx et moi-même. Par malheur, j'ai égaré le manuscrit original allemand. Je suis donc obligé de retraduire du russe, ce qui ne fait rien gagner à notre préface, dont voici la teneur :

(1) Dans la préface de la traduction anglaise, je dis : « Cette idée qui, à mon avis, est appelée à faire faire à la science de l'histoire le même progrès que la théorie de Darwin a fait faire à la science de la nature, nous l'avions frôlée tous deux plusieurs années déjà avant 1845. Le chemin que j'avais moi-même parcouru dans ce sens, on le voit par mon ouvrage : *La situation des classes laborieuses en Angleterre*. Mais lorsque je retrouvai Marx à Bruxelles au printemps 1845, il en avait achevé l'élaboration, et m'en fit l'exposé en des termes presque aussi clairs que ceux du résumé ci-dessus. » — F. E.

« La première édition russe du *Manifeste communiste,* traduction de Bakounine, parut peu après 1860 à l'imprimerie du *Kolokol.* A cette époque, une édition russe de cet écrit avait, tout au plus pour l'Occident l'importance d'une curiosité littéraire. Aujourd'hui, une telle appréciation n'est plus possible. Ce qui montre le mieux l'étroitesse des limites où se propageait le mouvement prolétarien au temps de la première publication du Manifeste (janvier 1848), c'est le dernier chapitre : « Position des communistes vis-à-vis des différents partis d'opposition. » Deux pays, notamment, n'y figurent pas, la Russie et les Etats-Unis. C'était le moment où la Russie formait la dernière grande réserve de la réaction européenne, et où l'émigration aux Etats-Unis absorbait l'excédent des forces du prolétariat européen. Les deux pays pourvoyaient l'Europe des matières premières et lui servaient en même temps de débouchés pour l'écoulement de ses produits industriels. Tous deux apparaissaient donc, d'une façon ou de l'autre, comme des soutiens de l'ordre social européen.

Que tout cela est changé aujourd'hui! C'est précisément l'émigration européenne qui a rendu possible le développement colossal de l'agriculture dans l'Amérique du Nord; et c'est ce développement qui, par sa concurrence, a ébranlé, jusque dans ses fondements, la grande comme la petite propriété foncière en Europe. Et cette émigration a, du même coup, donné aux Etats-

Unis la possibilité d'entreprendre l'exploitation de leurs abondantes ressources industrielles, et de le faire avec une telle énergie et dans de telles proportions que cela mettra, à bref délai, fin au monopole industriel de l'Europe occidentale. Et ces deux circonstances ont, à leur tour, une répercussion révolutionnaire sur l'Amérique. La petite et la moyenne propriété foncière des farmers-exploitants, fondement de toute l'organisation politique de l'Amérique, succombe de plus en plus à la concurrence des fermes gigantesques, tandis qu'il se constitue en même temps et pour la première fois, dans les districts industriels, un prolétariat nombreux, à côté d'une concentration fabuleuse des capitaux.

Passons en Russie. Au temps de la révolution de 1848-49, les bourgeois européens aussi bien que les monarques de l'Europe estimaient que l'intervention russe pouvait seule les sauver du prolétariat qui ne faisait alors que prendre conscience de ses forces. Ils proclamèrent le tsar chef de la réaction européenne. Aujourd'hui le tsar est, à Gatchina, le prisonnier de la révolution, et la Russie forme l'avant-garde du mouvement révolutionnaire de l'Europe.

La tâche du *Manifeste communiste*, c'était de proclamer la disparition inévitable et imminente de l'actuelle propriété bourgeoise. Or, en Russie, à côté d'une organisation capitaliste qui se développe avec une hâte fébrile, à côté de la propriété foncière bourgeoise seulement en train de se constituer, nous constatons que les paysans pos-

sèdent en commun plus de la moitié du sol.

Une question se pose donc : La communauté paysanne russe, cette forme, très désagrégée déjà, de la primitive propriété commune du sol, peut-elle se transformer directement en une forme communiste supérieure de la propriété foncière? Ou bien devra-t-elle commencer par subir le même procès de dissolution qui se présente dans l'évolution historique de l'Occident?

La seule réponse que l'on puisse actuellement faire à cette question est la suivante. Si la révolution russe devient le signal d'une révolution ouvrière en Occident, de façon que les deux révolutions se complètent, l'actuelle propriété commune russe peut devenir le point de départ d'une évolution communiste.

Londres, le 21 janvier 1882.

Vers le même temps, une nouvelle traduction polonaise parut à Genève sous le titre : *Manifest kommunistyczny*.

En outre, une nouvelle traduction danoise a paru dans la *Socialdemokratisk Bibliothek*, Copenhague, 1885. Elle n'est malheureusement pas tout à fait complète. Quelques passages essentiels, où le traducteur semble avoir rencontré des difficultés, sont omis. Par-ci, par-là, on remarque également des indices de négligence, dont l'effet est d'autant plus désagréable que le travail montre que le traducteur, avec un peu plus de soin, aurait pu faire quelque chose d'excellent.

En 1886, *Le Socialiste*, de Paris, fit paraître

dans ses colonnes une nouvelle traduction française, la meilleure de celles qu'on a données jusqu'ici (1).

La même année parut ensuite une traduction espagnole, d'abord dans *El Socialista,* de Madrid, puis sous forme de brochure : *Manifiesto del Partido comunista por Carlos Marx y F. Engels,* Madrid, Administracion de *El Socialista,* Hernan Cortés, 8.

A titre de curiosité, je mentionnerai encore qu'en 1887 le manuscrit d'une traduction arménienne fut offert à un éditeur de Constantinople. Mais ce brave homme n'eut pas le courage d'imprimer une brochure signée du nom de Marx. Il proposa au traducteur de se donner lui-même comme l'auteur; mais le traducteur s'y refusa.

Après que les traductions américaines, plus ou moins exactes, eurent été, tantôt l'une, tantôt l'autre, rééditées à différentes reprises en Angleterre, une traduction authentique parut enfin en 1888. Elle est de mon ami Samuel Moore, et nous l'avons revue ensemble avant l'impression. Elle a pour titre : *Manifesto of the Communist Party,* by Karl Marx and Frederick Engels. Authorized english translation, edited and annotated by Frederick Engels. 1888. London, William Reeves, 185 Fleet Street, E. C. Je fais figurer dans la présente édition quelques-unes des notes de cette édition anglaise.

Le Manifeste a eu sa destinée particulière. Au moment de sa publication, il fut accueilli avec

(1) C'est la traduction de Laura Lafargue.

enthousiasme par l'avant-garde, peu nombreuse encore, du socialisme scientifique : les traductions citées dans la première édition le prouvent. Mais la réaction, dont la défaite des ouvriers parisiens en juin 1848 marqua le début, ne tarda pas à le refouler à l'arrière-plan. Et il fut finalement, « de par la loi », mis au ban par la condamnation, en novembre 1852, des communistes de Cologne. En même temps que le mouvement ouvrier, qui datait de la révolution de février, disparaissait de la scène publique, le Manifeste passait, lui aussi, à l'arrière-plan.

Quand la classe ouvrière européenne eut repris suffisamment de forces pour un nouvel assaut contre la puissance des classes dirigeantes, se constitua l'Association internationale des travailleurs. Elle avait pour but de fondre en une seule grande armée la totalité des ouvriers d'Europe et d'Amérique capables d'entrer dans la lutte. Elle ne pouvait donc prendre comme point de départ les principes exposés dans le manifeste. Il lui fallait un programme qui ne fermât la porte ni aux trades-unions anglaises, ni aux Proudhoniens français, belges, italiens et espagnols, ni aux Lassalliens allemands (1). Ce programme, — les considérants

(1) Dans ses relations avec nous, Lassalle lui-même se donnait toujours comme *disciple* de Marx; et il va de soi qu'il se plaçait, en cette qualité, sur le terrain du Manifeste. Il n'en va pas de même de ceux de ses adhérents qui n'allaient pas au delà des coopératives de production subventionnées par l'Etat, telles qu'il les réclamait, et qui divisaient toute la classe ouvrière en deux catégories : ceux qui font appel à l'aide de l'Etat et ceux qui ne comptent que sur eux-mêmes. (Note de Fr. Engels).

qui précèdent les statuts de l'Internationale — Marx l'a rédigé avec une maîtrise à laquelle Bakounine et les anarchistes eux-mêmes ont rendu hommage. Quant à la victoire finale des propositions énoncées dans le Manifeste, Marx l'attendait uniquement du développement intellectuel de la classe ouvrière, tel qu'il devait résulter nécessairement de l'action commune et de la discussion. Les événements et les vicissitudes de la lutte contre le capital, les défaites plus encore que les succès, ne pouvaient manquer d'éclairer les combattants sur l'insuffisance des panacées qu'ils avaient préconisées jusque-là et de rendre leurs esprits plus susceptibles de comprendre à fond les conditions véritables de l'émancipation ouvrière. Et Marx avait raison. La classe ouvrière, telle qu'elle était en 1874, au moment de la dissolution de l'Internationale, différait du tout au tout de la classe ouvrière, telle qu'elle était en 1864, à la fondation de cette même Internationale. Le Proudhonisme dans les pays latins, le Lassallianisme spécifique en Allemagne, se mouraient de consomption. Et même les trades-unions anglaises d'alors, profondément conservatrices, s'acheminaient lentement vers l'état d'esprit qui, en 1887, permit au président de leur congrès de Swansea de dire en leur nom : « Le socialisme continental ne nous apparaît plus comme un épouvantail. » Mais, dès 1887, le socialisme continental n'était plus guère que la théorie proclamée dans le Manifeste. Et ainsi l'histoire du Manifeste reflète

jusqu'à un certain point l'histoire du mouvement ouvrier moderne depuis 1848. A l'heure actuelle, il est certainement le produit le plus répandu, le plus international de toute la littérature socialiste, le programme commun de bien des millions de travailleurs de tous les pays, de la Sibérie à la Californie.

Et pourtant, lorsqu'il parut, nous n'aurions pu l'appeler un manifeste *socialiste*. Sous le nom de socialiste on comprenait, en 1847, deux sortes de gens. D'une part, les adeptes des différents systèmes utopiques, en particulier les owenistes en Angleterre et les fouriéristes en France, qui dès cette époque, ne constituaient déjà plus tous les deux que de simples sectes rabougries, vouées à la mort lente par extinction. D'autre part, les charlatans sociaux de tout acabit, qui, avec leurs panacées variées et leur médication faite de pièces et de morceaux, prétendaient faire disparaître les misères sociales, sans faire le moindre mal au capital et au profit. C'étaient, dans les deux cas, des gens étrangers au mouvement ouvrier, et qui recherchaient au contraire l'appui des classes « cultivées ». Au contraire, cette fraction des ouvriers qui, convaincue de l'insuffisance de simples bouleversements politiques, réclamait une transformation fondamentale de la société, cette fraction prenait alors le nom de communiste. C'était un communisme simplement dégrossi, purement instinctif, parfois un peu grossier; mais il était assez fort pour faire naître deux systèmes de communisme utopique, en France le commu-

nisme icarien de Cabet, en Allemagne le communisme de Weitling. En 1847, socialisme était synonyme de mouvement bourgeois, et communisme de mouvement ouvrier. Le socialisme avait, du moins sur le continent, ses entrées dans les salons; le communisme, lui, ne les avait pas. Et comme, dès ce moment, nous estimions très nettement que « l'émancipation des ouvriers doit être l'œuvre de la classe ouvrière elle-même », nous ne pouvions hésiter un seul instant sur le nom à choisir. Et, depuis lors, il ne nous est jamais venu à l'idée de le répudier.

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

Quelques voix répondirent seules, quand, voilà quarante-deux ans, nous lançâmes ces mots de par le monde, à la veille de la première révolution parisienne, où le prolétariat afficha ses revendications propres. Mais, le 28 septembre 1864, des prolétaires de la plupart des pays de l'Europe occidentale s'unirent pour constituer l'Association internationale des travailleurs, de glorieuse mémoire. Sans doute, l'Internationale ne vécut elle-même que neuf années. Mais l'alliance éternelle, fondée par elle, des prolétaires de tous les pays demeure toujours vivante et plus vivace que jamais. Je n'en veux de meilleure preuve que la journée d'aujourd'hui. Car aujourd'hui, à l'instant où j'écris ces lignes, le prolétariat d'Europe et d'Amérique passe la revue de ses forces militantes mobilisées pour la première fois, mobilisées en une seule armée,

sous le même drapeau, pour un seul et même objectif immédiat : la fixation légale de la journée normale de huit heures, déjà proclamée par le congrès de Genève en 1866 et revendiquée de nouveau par le congrès ouvrier de Paris en 1889. Et le spectacle de la journée d'aujourd'hui fera comprendre aux capitalistes et aux propriétaires fonciers de tous les pays qu'à l'heure actuelle les prolétaires de tous les pays sont réellement unis.

Pourquoi faut-il que Marx ne soit plus à mes côtés, pour voir cela de ses propres yeux !

Londres, le 1er mai 1890.

F. Engels.

MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE

Un spectre hante l'Europe, le spectre du communisme. Toutes les puissances de la vieille Europe se sont liguées en une sainte croisade pour traquer ce spectre : le pape et le tzar, Metternich et Guizot, les radicaux de France et les policiers d'Allemagne.

Où est le parti d'opposition que ses adversaires au pouvoir n'aient pas décrié comme étant communiste? Où est le parti d'opposition qui n'ait pas renvoyé le reproche infamant de communisme aux hommes d'opposition plus avancés aussi bien qu'à ses adversaires réactionnaires (1)?

Une double conclusion se dégage de ces faits.

Le communisme est, dès maintenant, reconnu comme une puissance par toutes les puissances européennes.

Il est grand temps que les communistes exposent ouvertement, à la face du monde entier, leurs idées, leurs buts, leurs tendances, et opposent, à la légende du spectre communiste, un manifeste du parti lui-même.

C'est à cette fin que des communistes des na-

(1) *Texte* : den fortgeschritteneren Oppositionsleuten sowohl wie ihren reaktionären Gegnern. — LAURA LAFARGUE : adversaires de droite ou de gauche.

tionalités les plus diverses (1) se sont réunis à Londres et ont rédigé le manifeste ci-après, qui est publié en anglais, français, allemand, italien, flamand et danois.

I

Bourgeois et Prolétaires

L'histoire de toute société passée (*) est (2) l'histoire de luttes de classes.

Homme libre et esclave, patricien et plébéien, baron et serf, maître-artisan et compagnon, en un mot, oppresseurs et opprimés, furent en opposition constante les uns contre les autres et menèrent une lutte sans répit, tantôt dissimulée, tantôt ouverte, qui, chaque fois, finit par une transformation révolutionnaire de la société tout

(*) C'est-à-dire, pour parler exactement, l'histoire transmise *par écrit*. En 1847, la préhistoire de la Société, l'organisation sociale qui a précédé toute histoire écrite, était pour ainsi dire inconnue. Depuis lors, Haxthausen a découvert en Russie la propriété commune du sol, Maurer a démontré que ce fut le fondement social d'où partirent toutes les tribus allemandes, et peu à peu l'on trouva que les communes rurales, avec propriété foncière commune, étaient la forme primitive de la Société depuis les Indes jusqu'à l'Irlande. Finalement l'organisation intérieure de cette Société communiste primitive fut révélée, dans sa forme typique, lorsque Morgan, couronnant le tout, découvrit la nature véritable de la *gens* et ses rapports avec la *famille*. C'est avec la désagrégation de cette communauté primitive que commence la scission de la Société en classes particulières et finalement opposées. (Fr. ENGELS.)

(1) *Texte* : der verschiedensten Nationalität. — LAURA LAFARGUE : de diverses nationalités.

(2) *Texte* : ist. — LAURA LAFARGUE : n'a été que.

entière ou par la destruction commune des classes en lutte.

Aux époques antérieures de l'histoire, nous rencontrons presque partout une organisation complète (1) de la société en classes distinctes, une gradation variée (2) des positions sociales. Dans la Rome antique, nous avons des patriciens, des chevaliers, des plébéiens, des esclaves; au moyen âge, des seigneurs féodaux, des vassaux, des maîtres-artisans, des compagnons, des serfs, et en outre, dans presque chacune de ces classes, de nouvelles gradations particulières.

La société bourgeoise moderne, issue de l'effondrement de la société féodale, n'a pas aboli les oppositions de classes. Elle n'a fait que substituer de nouvelles classes, de nouvelles conditions (3) d'oppression, de nouvelles formes de lutte aux anciennes.

Mais notre époque, l'époque de la bourgeoisie, a ceci de particulier, qu'elle a simplifié les oppositions de classe. De plus en plus, la société entière se partage en deux grands camps ennemis, en deux grandes classes diamétralement opposées l'une à l'autre (4) : la bourgeoisie et le prolétariat.

(1) *Texte* : *vollständige* Gliederung. — ANDLER : Organisation complète. — LAURA LAFARGUE : division hiérarchique.

(2) *Texte* : mannigfaltige Abstufung. — ANDLER : hiérarchie de rangs sociaux multiples. — LAURA LAFARGUE : échelle graduée.

(3) *Texte* : Bedingungen. — ANDLER : possibilités.

(4) *Texte* : in zwei grosse feindliche Lager, in zwei grosse einander direkt gegenüberstehende Klassen. — LAURA LAFARGUE : en deux vastes camps opposés, en deux classes ennemies.

Les serfs du moyen âge ont donné naissance aux bourgeois établis hors barrière des premières villes; de cette bourgeoisie établie hors barrière (1) se développèrent les premiers éléments de la bourgeoisie.

La découverte de l'Amérique, la circumnavigation de l'Afrique, fournirent un nouveau champ d'action (2) à la bourgeoisie en progrès (3). Les marchés des Indes orientales et de la Chine, la colonisation de l'Amérique, le commerce avec les colonies, l'accroissement des moyens d'échange et, en général, des marchandises, donnèrent au commerce, à la navigation, à l'industrie un essor inconnu jusqu'alors et, par là-même, un rapide développement à l'élément révolutionnaire dans la société féodale en décomposition.

L'ancien mode, féodal ou corporatif, de l'exploitation industrielle ne suffisait plus aux besoins croissant avec les nouveaux marchés. Il fut remplacé par la manufacture. Les maîtres de jurandes furent supplantés par la classe moyenne industrielle; la division du travail entre les diverses corporations disparut devant la division du travail dans chaque atelier même.

Mais les marchés ne cessaient de grandir, les besoins de s'accroître. La manufacture, à son tour, devint insuffisante. Alors la vapeur et le machinisme révolutionnèrent la production in-

(1) *Texte* : Pfahlbürger, Pfahlbürgerschaft. — ANDLER : bourgeois, bourgeoisie. — LAURA LAFARGUE : éléments.
(2) *Texte* : Terrain. — ANDLER : sol.
(3) *Texte* : aufkommenden. — ANDLER : qui levait. — LAURA LAFARGUE : naissante.

dustrielle. La place de la manufacture fut prise par la grande industrie moderne, la place de la classe moyenne industrielle fut prise par les millionnaires industriels, les chefs d'armées industrielles entières, les bourgeois modernes.

La grande industrie a réalisé le marché mondial, que la découverte de l'Amérique avait préparé. Le marché mondial a donné un développement énorme au commerce, à la navigation, aux communications par terre. Ce développement a, de son côté, réagi sur l'extension de l'industrie; et au fur et à mesure que s'accroissaient l'industrie, le commerce, la navigation, les chemins de fer, la bourgeoisie grandissait, augmentait ses capitaux, et refoulait à l'arrière-plan toutes les classes léguées par le moyen âge.

Nous voyons donc que la bourgeoisie moderne est elle-même le produit d'un long développement, de toute une série de révolutions opérées dans le mode de production et les moyens de communication.

Chacune de ces étapes de développement de la bourgeoisie s'accompagnait d'un progrès politique (1) correspondant. Classe opprimée sous la domination des seigneurs féodaux, association armée et autonome dans la commune (*); ici, république urbaine indépendante (2), là, tiers-état

(*) C'est ainsi que les bourgeois des villes appelèrent en Italie et en France leur communauté urbaine, après avoir acheté ou arraché de vive force à leurs seigneurs féodaux les premiers droits d'administration autonome. — (Fr. ENGELS.)

(1) *Texte* : politischen. — LAURA LAFARGUE : mot omis.

(2) *Texte* : unabhängige. — LAURA LAFARGUE : mot omis.

taillable de la monarchie; puis, à l'époque de la manufacture, contrepoids de la noblesse dans la monarchie avec états provinciaux (1) ou dans la monarchie absolue et fondement essentiel des grandes monarchies en général (2), la bourgeoisie, depuis la création de la grande industrie et du marché mondial, a conquis finalement la souveraineté politique exclusive dans l'Etat représentatif moderne. Le gouvernement moderne n'est qu'une délégation qui gère les affaires communes de toute la classe bourgeoise.

La bourgeoisie a joué dans l'histoire un rôle éminemment révolutionnaire. Partout où elle est arrivée au pouvoir, la bourgeoisie a détruit toutes les conditions féodales, patriarcales, idylliques. Les liens féodaux disparates (3) qui unissaient l'individu à son supérieur naturel, elle les a déchirés impitoyablement, et n'a laissé subsister, d'homme à homme, d'autre lien que l'intérêt tout nu, que l'impassible paiement au comptant. Les frissons sacrés des pieuses exaltations, de l'enthousiasme chevaleresque, de la sentimentalité petit-bourgeoise (4), elle les a noyés dans l'eau glaciale du calcul égoïste. La dignité personnelle, elle l'a muée en valeur d'échange, et, à la place des innombrables libertés reconnues par écrit et bien conquises (5),

(1) *Texte* : ständisch. — Andler : aristocratiques. — Laura Lafargue : limitées.

(2) *Texte* : überhaupt. — Laura Lafargue : mot omis.

(3) *Texte* : buntscheckig. — Andler : complexes et variés. — Laura Lafargue : multicolores (le mot *féodal* est omis).

(4) *Texte* : spiessbürgerlichen. — Andler : bourgeoisie.

(5) *Texte* : verbrieften und wohlerworbenen. — Andler :

elle a mis la seule liberté commerciale dénuée de conscience (1). En un mot, à l'exploitation masquée par des illusions religieuses et politiques, elle a substitué l'exploitation ouverte, éhontée, directe et brutale.

La bourgeoisie a dépouillé de leur auréole toutes les activités jusqu'alors respectées et considérées avec une pieuse vénération. Le médecin, le juriste, le prêtre, le poète, le savant, elle en a fait des salariés à ses gages (2).

La bourgeoisie a arraché aux relations familiales leur voile de douce sentimentalité et les a ramenées à de simples rapports d'argent.

La bourgeoisie a révélé comment la brutale manifestation de la force, que la réaction admire si fort dans le moyen âge, trouva son complément naturel dans la fainéantise la plus crasse (3). C'est elle qui, la première, a démontré ce que peut accomplir l'activité humaine. Elle a réalisé de tout autres merveilles que les pyramides d'Egypte, les aqueducs romains et les cathédrales gothiques; elle a fait de tout autres expéditions que les invasions et les croisades.

La bourgeoisie ne peut exister (4) sans révolutionner constamment les instruments de la pro-

ardemment poursuivies et chèrement conquises. — LAURA LAFARGUE : si chèrement conquises.

(1) *Texte* : gewissenlose. — ANDLER : sans âme. — LAURA LAFARGUE : impitoyable.

(2) *Texte* : ihre bezahlten Lohnarbeiter. — LAURA LAFARGUE : des travailleurs salariés.

(3) *Texte* : der trägsten Bärenhäuterei. — ANDLER : la plus crapuleuse paresse.

(4) *Texte* : kann nicht existieren. — LAURA LAFARGUE : n'existe.

duction, donc les conditions de la production, donc l'ensemble des rapports sociaux. Le maintien inchangé (1) de l'ancien mode de production était, au contraire, pour toutes les classes industrielles antérieures, la condition première de leur existence. Le bouleversement continuel de la production, l'ébranlement ininterrompu de toutes les conditions sociales, l'insécurité et l'agitation distinguent l'époque bourgeoise de toutes les époques antérieures (2). Tous les rapports sociaux, bien établis et immuables dans leur rouille, avec leur cortège d'idées et de conceptions antiques et vénérables, sont dissous; et tous les rapports nouvellement établis sont surannés avant d'avoir pu prendre consistance. Tout ce qui était privilège et stable s'en va en fumée (3), tout ce qui était sacré est profané, et les hommes sont, en fin de compte, forcés de considérer d'un œil désabusé les conditions de leur existence et leurs relations réciproques.

Le besoin d'assurer à ses produits des débouchés de plus en plus étendus pousse la bourgeoisie à travers le monde entier. Il lui faut se nicher partout, s'installer partout, établir partout des relations.

La bourgeoisie, par l'exploitation du marché mondial, a rendu cosmopolites la production et la consommation (4) de tous les pays. Au grand

(1) *Texte* : unveränderte. — ANDLER : immuable. — LAURA LAFARGUE : mot omis.
(2) *Texte* : früheren. — ANDLER : mot omis.
(3) *Texte* : verdampft. — LAURA LAFARGUE : est ébranlé.
(4) *Texte* : und Konsumtion. — LAURA LAFARGUE : mot omis.

regret des réactionnaires, elle a fait perdre à l'industrie sa base nationale. Les antiques industries nationales ont été anéanties, et le sont encore tous les jours (1). Elles sont supplantées par de nouvelles industries, dont l'introduction devient une question de vie ou de mort pour toutes les nations civilisées, par des industries qui travaillent non plus des matières premières indigènes, mais des matières premières appartenant aux régions les plus lointaines, et dont les produits sont consommés à la fois dans le pays d'origine et dans toutes les parties du monde. Les besoins anciens, auxquels suffisaient les produits nationaux, sont remplacés par des besoins nouveaux qui réclament pour leur satisfaction les produits des pays et des climats les plus lointains (2). L'ancien isolement local (3) et national où chacun se suffisait à lui-même fait place à des relations universelles, à une interdépendance universelle des nations. Et ce qui est vrai des produits matériels ne l'est pas moins des productions de l'esprit. Les productions intellectuelles des diverses nations deviennent une propriété commune à toutes. L'étroitesse d'esprit et l'exclusivisme nationaux deviennent de plus en plus impossibles et des nombreuses littératures nationales et locales se constitue une littérature universelle.

(1) *Texte* : und werden noch täglich vernichtet. — Laura Lafargue : ou sur le point de l'être.

(2) *Texte* : entferntesten Klimate. — Laura Lafargue : les climats les plus divers.

(3) *Texte* : lokalen. — Laura Lafargue : mot omis.

La bourgeoisie, par le rapide perfectionnement de tous les instruments de production, par les communications rendues infiniment plus faciles, entraîne dans le courant de la civilisation toutes les nations (1), même les plus barbares. Le bon marché de ses produits est la grosse artillerie avec laquelle elle bat en brêche toutes les murailles de Chine, et contraint la xénophobie la plus opiniâtre des barbares à capituler. Elle contraint toutes les nations, sous peine de courir à leur perte, à adopter le mode de production de la bourgeoisie; elle les contraint à introduire chez elles ce qu'on appelle la civilisation, c'est-à-dire à devenir bourgeois (2). En un mot, elle se crée un monde à sa propre image.

La bourgeoisie a soumis la campagne à la domination de la ville. Elle a créé des villes énormes, elle a considérablement (3) accru la population des villes par rapport à (4) la population des campagnes et, de la sorte, arraché une importante partie de la population à l'abrutissement (5) de la vie rurale. De même qu'elle a subordonné la campagne à la ville, elle a subordonné les pays barbares et à demi barbares

(1) *Texte* : die Nationen. — Andler : les actes.
(2) *Texte* : sie zwingt sie... Bourgeois zu werden. — Laura Lafargue : phrase omise.
(3) *Texte* : in hohem Grade. — Andler : infiniment. — Laura Lafargue : prodigieusement.
(4) *Texte* : gegenüber. — Andler : plus que. — Laura Lafargue : aux dépens de.
(5) *Texte* : dem Idiotismus entrissen. — Andler : arraché à la stupidité. — Laura Lafargue : préservé de l'idiotisme.

aux pays civilisés, les peuples de paysans aux peuples de bourgeois (1), l'Orient à l'Occident.

La bourgeoisie supprime de plus en plus l'éparpillement des moyens de production, de la propriété et de la population. Elle a aggloméré la population (2), centralisé les moyens de production et concentré la propriété en peu de mains. La conséquence nécessaire en fut la centralisation politique. Des provinces indépendantes, qui n'étaient guère que fédérées (3), ayant chacune leurs intérêts, leurs lois, leurs gouvernements, leurs douanes, furent comprimées en une nation unique avec un gouvernement unique, une législation unique, un seul intérêt national de classe, une seule frontière douanière (4).

La bourgeoisie, pendant sa suprématie de classe à peine séculaire, a créé des moyens de production plus massifs et plus énormes que toutes les générations antérieures réunies. Les forces naturelles domptées, le machinisme, l'application de la chimie à l'industrie et à l'agriculture, la navigation à vapeur, les chemins de fer, le télégraphe électrique, les continents entiers défrichés, les fleuves rendus navigables, des

(1) *Texte* : den Bourgeoisvölkern. — LAURA LAFARGUE : aux pays industriels.

(2) *Texte* : die Bevölkerung. — LAURA LAFARGUE : les populations.

(3) *Texte* : fast nur verbündete. — LAURA LAFARGUE : reliées par des liens féodaux.

(4) *Texte* : Eine Douanenlinie. — LAURA LAFARGUE : un seul tarif douanier.

populations entières jaillies du sol, — quel siècle antérieur pressentait que de telles forces productives sommeillaient au sein du travail social?

Mais (1) nous avons vu que les moyens de production et d'échange (2), qui servirent de base à la constitution (3) de la bourgeoisie furent produits dans la société féodale. A un certain stade du développement de ces moyens de production et d'échange, les conditions dans lesquelles la société féodale produisait et trafiquait, l'organisation féodale de l'agriculture (4) et de la manufacture, en un mot, les conditions féodales de la propriété, ne correspondaient plus aux forces productives déjà développées. Elles entravaient la production au lieu de la favoriser. Elles se transformaient en autant de chaînes. Il fallut les briser; elles furent brisées.

Leur place fut prise par la libre concurrence avec la constitution sociale et politique appropriée (5), avec la suprématie économique et politique de la classe bourgeoise.

Sous nos yeux se passe un mouvement du même genre. Les conditions bourgeoises de production et d'échange, les conditions bourgeoises

(1) *Texte* : Wir haben aber gesehen. — ANDLER : Ainsi nous avons vu. — LAURA LAFARGUE : Voici donc ce que nous avons vu.

(2) *Texte* : Verkehrsmittel. — ANDLER : moyens de consommation.

(3) *Texte* : sich heranbildete. — LAURA LAFARGUE : l'évolution bourgeoise.

(4) *Texte* : der Agrikultur. — LAURA LAFARGUE : de l'industrie.

(5) *Texte* : angemessenen. — ANDLER : qui en dérive logiquement.

Manifest

der

Kommunistischen Partei.

Ein Gespenst geht um in Europa—das Gespenst des Kommunismus. Alle Mächte des alten Europa haben sich zu einer heiligen Hetzjagd gegen dies Gespenst verbündet, der Papst und der Czar, Metternich nnd Guizot, französische Radikale und deutsche Polizisten.

Wo ist die Oppositionspartei, die nicht von ihren regierenden Gegnern als kommunistisch verschrieen worden wäre, wo die Oppositionspartei, die den fortgeschritteneren Oppositionsleuten sowohl, wie ihren reaktionären Gegneru den brandmarkenden Vorwurf des Kommunismus nicht zurückgeschleudert hätte?

Zweierlei geht aus dieser Thatsache hervor.

Der Kommunismus wird bereits von allen europäischen Mächten als eine Macht anerkannt.

Es ist hohe Zeit daß die Kommunisten ihre Anschauungsweise, ihre Zwecke, ihre Tendenzen vor der ganzen Welt offen darlegen, und den Mährchen vom Gespenst des Kommunismus ein Manifest der Partei selbst entgegenstellen.

Zu diesem Zweck haben sich Kommunisten der verschiedensten Nationalität in London versammelt und das folgende Manifest entworfen, das in englischer, französischer, deutscher, italienischer, flämmischer und dänischer Sprache veröffentlicht wird.

I.

Bourgeois nud Proletarier.

Die Geschichte aller bisherigen Gesellschaft ist die Geschichte von Klassenkämpfen.

Freier und Sklave, Patrizier und Plebejer, Baron und Leibeigner, Zunftbürger und Gesell, kurz, Unterdrücker und Unterdrückte standen in stetem Gegensatz zu einander, führten einen ununterbrochenen, bald versteckten bald offenen Kampf, einen Kampf, der jedesmal mit einer revolutionären Umgestaltung der ganzen Gesellschaft endete, oder mit dem gemeinsamen Untergang der kämpfenden Klassen.

In den früheren Epochen der Geschichte finden wir fast überall eine vollständige Gliederung der Gesellschaft in verschiedene Stände, eine mannichfaltige Abstufung der gesellschaftlichen Stellungen. Im alten Rom haben wir Pa-

PREMIÈRE PAGE DE L'ÉDITION ORIGINALE DE FÉVRIER 1848

(MANIFESTE COM., P. 64-65).

de la propriété, la société bourgeoise moderne, qui a fait éclore, comme par enchantement, de si puissants moyens de production et d'échange, — cela rappelle le sorcier impuissant à maîtriser les forces infernales accourues à son évocation. Depuis des dizaines d'années, l'histoire de l'industrie et du commerce n'est plus (1) que l'histoire de la révolte des forces productives modernes contre les conditions modernes de la production (2), contre les conditions de la propriété, qui sont les conditions vitales de la bourgeoisie et de sa suprématie. Il suffit de citer les crises commerciales qui, dans leur retour périodique, mettent en question de façon de plus en plus menaçante l'existence de toute la société bourgeoise. Dans les crises commerciales, une grande partie, non seulement des produits déjà créés, mais encore des forces productives déjà constituées (3), est anéantie. Dans les crises éclate une épidémie sociale (4), qu'à toutes les époques antérieures on eût considérée comme un contresens, l'épidémie de la surproduction. Brusquement, la société se trouve ramenée à un état de barbarie momentanée; on dirait qu'une famine, une guerre générale de destruction, lui ont coupé tous (5) les moyens d'existence; l'in-

(1) *Texte* : nur noch. — LAURA LAFARGUE : n'est que.

(2) *Texte* : die modernen Produktionsverhältnisse. — LAURA LAFARGUE : mots omis.

(3) *Texte* : bereits geschaffenen. — LAURA LAFARGUE : mots omis.

(4) *Texte* : gesellschaftliche. — LAURA LAFARGUE : mot omis.

(5) *Texte* : alle... abgeschnitten zu haben. — ANDLER : couper brusquement. — LAURA LAFARGUE : lui coupent.

dustrie, le commerce semblent anéantis. Pourquoi? Parce que la société a trop de civilisation, de moyens d'existence, d'industrie, de commerce. Les forces productives dont elle dispose ne servent plus à l'avancement de la civilisation bourgeoise (1) et des conditions bourgeoises de la propriété; elles sont, au contraire, devenues trop puissantes pour ces conditions, et ces conditions les gênent dans leur essor; et dès qu'elles surmontent cet obstacle, elles jettent le désordre dans toute la société bourgeoise et mettent en péril l'existence de la propriété bourgeoise. Les conditions bourgeoises sont devenues trop étroites pour contenir la richesse qu'elles ont produite. — Comment la bourgeoisie vient-elle à bout des crises? D'une part, par l'anéantissement forcé d'une masse de forces productives; d'autre part, par la conquête de marchés nouveaux et l'exploitation plus rigoureuse des marchés anciens. Donc, comment? En préparant des crises plus générales et plus formidables, et en diminuant les moyens de prévenir les crises.

Les armes dont la bourgeoisie s'est servie pour abattre la féodalité se retournent à présent contre la bourgeoisie même.

Mais la bourgeoisie ne s'est pas contentée de forger les armes qui lui donneront la mort; c'est elle encore qui a produit les hommes qui se serviront de ces armes, — les ouvriers modernes, les *prolétaires*.

(1) *Texte* : die bürgerliche Civilisation. — ANDLER : mots omis. — LAURA LAFARGUE : mots omis.

Le développement de la bourgeoisie. c'est-à-dire du capital, a comme exacte contre-partie le développement du prolétariat, la classe des ouvriers modernes qui ne vivent qu'autant qu'ils trouvent du travail, et qui ne trouvent de travail qu'autant que leur travail accroît le capital. Ces ouvriers, forcés de se vendre en détail, sont une marchandise semblable à tout autre article de commerce, et exposés, par conséquent, comme les autres marchandises, à toutes les vicissitudes de la concurrence, à toutes les fluctuations du marché.

Le développement (1) du machinisme et la division du travail ont fait perdre au travail des prolétaires tout caractère d'indépendance et, par suite, tout attrait pour l'ouvrier. L'ouvrier devient un simple accessoire de la machine, et on ne lui demande que le « coup de main » le plus simple, le plus monotone, le plus facile à apprendre. Par suite, les frais que l'ouvrier occasionne se réduisent presque exclusivement au coût des moyens de subsistance dont il a besoin pour s'entretenir et perpétuer sa race. Or, le prix d'une marchandise, donc aussi le prix du travail, est égal aux frais de production de cette marchandise. Par conséquent, le salaire diminue dans la mesure même où s'accroît le caractère désagréable du travail. Bien plus : à mesure que s'accroissent le machinisme et la division du travail, la masse du travail augmente également,

(1) *Texte* : die Ausdehnung. — Laura Lafargue : l'introduction.

soit que l'on exige plus d'heures de travail, soit que l'on réclame plus de travail dans un temps donné (1), soit qu'on accélère la marche des machines, etc.

L'industrie moderne a transformé le petit atelier du maître-artisan patriarcal en la grande fabrique du capitaliste industriel (2). Des masses d'ouvriers, entassées dans l'usine, y sont organisées militairement. Simples soldats de l'industrie, ces ouvriers sont placés sous la surveillance d'une hiérarchie complète de sous-officiers et d'officiers. Ils ne sont pas simplement les esclaves de la classe bourgeoise, de l'Etat bourgeois; tous les jours et à toute heure, ils sont asservis par la machine, par le contremaître, et surtout par chaque fabricant bourgeois (3) lui-même. Ce despotisme est d'autant plus mesquin, odieux, exaspérant, qu'il proclame plus ouvertement le profit son but unique.

Moins le travail manuel exige d'habileté et de force physique, c'est-à-dire plus l'industrie moderne se développe, et plus le travail des hommes est éliminé par le travail des femmes et des enfants (4). Les différences de sexe et d'âge n'ont plus d'importance sociale pour la classe ouvrière. Il n'y a plus que des instru-

(1) *Texte* : durch Vermehrung der in einer gegebenen Zeit geforderten Arbeit. — LAURA LAFARGUE : phrase omise.

(2) *Texte* : des industriellen Kapitalisten. — LAURA LAFARGUE : du bourgeois capitaliste.

(3) *Texte* : des fabrizierenden Bourgeois. — LAURA LAFARGUE : du maître de la fabrique.

(4) *Texte* : und Kinder. — ANDLER : mots omis. — LAURA LAFARGUE : mots omis.

ments de travail qui, suivant l'âge et le sexe, occasionnent des frais différents.

Et quand l'exploitation de l'ouvrier par le fabricant est assez avancée pour qu'il reçoive (1) son salaire en espèces, les autres membres de la bourgeoisie, le propriétaire (2), le détaillant (3), le prêteur sur gages, etc., fondent sur lui.

Les anciennes petites classes moyennes (4), les petits industriels, les petits commerçants et les petits rentiers, les artisans et les paysans (5), toutes ces classes (6) sombrent dans le prolétariat, soit que leur petit capital ne suffise pas à l'exploitation de la grande industrie et succombe dans la concurrence avec les capitalistes plus importants (7), soit que leur habileté se trouve dépréciée par de nouveaux modes de production. Ainsi le prolétariat se recrute dans toutes les classes de la population.

Le prolétariat passe par différentes phases de

(1) *Texte* : Ist die Ausbeutung des Arbeiters durch den Fabrikanten so weit beendigt, dass er seinen Arbeitslohn baar augezahlt erhält. — ANDLER : Et une fois terminée l'exploitation de l'ouvrier par le fabricant, et le salaire payé... — LAURA LAFARGUE : Une fois que l'ouvrier a subi l'exploitation du fabricant et qu'il a reçu...

(2) *Texte* : der Hausbesitzer. — LAURA LAFARGUE : le petit propriétaire.

(3) *Texte* : der Krämer. — LAURA LAFARGUE : mots omis.

(4) *Texte* : Die bisherigen kleinen Mittelstände. — LAURA LAFARGUE : la petite bourgeoisie.

(5) *Texte* : Bauern. — LAURA LAFARGUE : paysans prolétaires.

(6) *Texte* : alle diese Klassen. — ANDLER : tous. — LAURA LAFARGUE : mots omis.

(7) *Texte* : grösseren Kapitalisten. — ANDLER : grands capitalistes. — LAURA LAFARGUE : grands capitalistes.

développement. Sa lutte contre la bourgeoisie commence avec son existence même.

Dans les débuts les ouvriers individuels, puis les ouvriers d'une fabrique, puis les ouvriers d'une branche d'industrie dans un même centre luttent contre le bourgeois individuel qui les exploite directement. Ils dirigent leurs attaques, non seulement contre les conditions bourgeoises de la production, ils les dirigent contre les instruments mêmes de la production; ils détruisent les marchandises étrangères concurrentes; ils brisent les machines; ils incendient les fabriques; ils essaient de reconquérir la condition disparue de l'ouvrier du moyen âge.

Dans cette phase, les ouvriers forment une masse (1) disséminée dans tout le pays et divisée par la concurrence. La cohésion plus massive (2) des ouvriers n'est pas encore le résultat de leur propre coalition, mais la conséquence de la coalition de la bourgeoisie (3) qui, pour réaliser ses propres fins politiques, est forcée (4) de mettre en mouvement le prolétariat tout entier, et le peut encore pour le moment. Dans cette phase, les prolétaires ne combattent donc pas (5) leurs en-

(1) *Texte* : zerstreute Masse. — Laura Lafargue : masse incohérente, disséminée.

(2) *Texte* : Massenhafteres Zusammenhalten. — Andler : la solidarité de la masse. — Laura Lafargue : s'unissent pour agir en masses compactes.

(3) *Texte* : die Folge der Vereinigung der Bourgeoisie. — Andler : ils ne se coalisent que sous la conduite d'une bourgeoisie.

(4) *Texte* : die... muss. — Andler : qui déjà se voit dans l'obligation.

(5) *Texte* : also nicht. — Laura Lafargue : pas encore.

nemis, mais les ennemis de leurs ennemis, les restes de la monarchie absolue, les propriétaires fonciers, les bourgeois non industriels, les petits-bourgeois. Tout le mouvement historique est ainsi concentré aux mains de la bourgeoisie; toute victoire remportée dans ces conditions est une victoire de la bourgeoisie.

Mais avec le développement de l'industrie, le prolétariat ne s'accroît pas seulement; il est aggloméré en masses plus grandes; sa force grandit; et il en a davantage conscience (1). Les différences d'intérêts et de situation se compensent de plus en plus au sein du prolétariat, parce que le machinisme efface de plus en plus les différences du travail et ramène presque partout le salaire à un niveau également bas. La concurrence croissante des bourgeois entre eux et les crises commerciales qui en résultent rendent le salaire des ouvriers toujours plus instable; le perfectionnement incessant, et toujours plus rapide (2) du machinisme, rend toute la condition de l'ouvrier de plus en plus précaire; de plus en plus, les collisions entre l'ouvrier individuel et le bourgeois individuel prennent le caractère de collisions entre deux classes. Les ouvriers commencent par former des coalitions contre les bourgeois; ils se groupent pour défen-

(1) *Texte* : und es fühlt sie mehr. — ANDLER : avec le sentiment qu'il en a. — LAURA LAFARGUE : prennent conscience de leur force.

(2) *Texte* : immer rascher sich entwickelnde. — LAURA LAFARGUE : mots omis.

dre leur salaire. Ils vont jusqu'à fonder des associations durables, afin d'être approvisionnés (1) pour les soulèvements éventuels (2). Par endroits, la lutte (3) éclate en émeutes.

De temps à autre, les ouvriers l'emportent, mais leur victoire n'est qu'éphémère. Le résultat véritable de leurs luttes, ce n'est pas le succès immédiat, mais l'union de plus en plus étendue des ouvriers. Cette union est facilitée par l'accroissement des moyens de communication, qui sont créés par la grande industrie (4) et mettent en relations les ouvriers des diverses localités. Mais il suffit que ces relations (5) soient établies pour que les nombreuses luttes locales, qui ont partout le même caractère, soient centralisées en une lutte nationale, en une lutte de classe. Mais toute lutte de classe est une lutte politique. Et l'union pour laquelle les bourgeois du moyen âge, avec leurs chemins vicinaux, eurent besoin de siècles, les prolétaires modernes la réalisent en quelques années, grâce aux chemins de fer.

Cette organisation des prolétaires en classe et, par suite, en parti politique, est à tout instant brisée de nouveau (6) par la concurrence des ouvriers entre eux. Mais elle renaît sans cesse

(1) *Texte* : verproviantieren. — ANDLER : accumuler des munitions. — LAURA LAFARGUE : mot omis.

(2) *Texte* : gelegentlichen. — LAURA LAFARGUE : occasionnelles.

(3) *Texte* : der Kampf. — LAURA LAFARGUE : la résistance.

(4) *Texte* : die von der grossen Industrie erzeugt werden. — LAURA LAFARGUE : phrase omise.

(5) *Texte* : es bedarf aber blos der Verbindung. — ANDLER : dès que cette union est faite.

(6) *Texte* : wieder. — LAURA LAFARGUE : mot omis.

plus forte, plus solide, plus puissante. Profitant des dissensions intestines de la bourgeoisie, elle lui arrache la reconnaissance, sous forme de loi, de certains intérêts des travailleurs. Ainsi, par exemple, la loi des dix heures en Angleterre.

Somme toute, les collisions qui se produisent dans l'ancienne société favorisent de diverses façons l'évolution du prolétariat. La bourgeoisie se trouve engagée dans une lutte continuelle : d'abord contre l'aristocratie; puis contre ces fractions de la bourgeoisie même dont les intérêts entrent en conflit avec le progrès de l'industrie; et toujours contre la bourgeoisie de tous (1) les pays étrangers. Dans toutes ces luttes, elle se voit obligée de faire appel au prolétariat, de réclamer son aide et de l'entraîner ainsi (2) dans le mouvement politique. Elle met ainsi ses propres éléments de développement (3) à la disposition du prolétariat; autrement dit, elle lui fournit des armes contre elle-même.

En outre, comme nous l'avons vu, le progrès de l'industrie (4) fait tomber dans le prolétariat des fractions entières de la classe dominante ou, du moins, les menace dans leurs conditions d'existence. Elles aussi (5) apportent au prolétariat une masse d'éléments de développement.

(1) *Texte* : aller. — Laura Lafargue : mot omis.
(2) *Texte* : so. — Laura Lafargue : mot omis.
(3) *Texte* : Bildungselemente. — Andler : moyens éducatifs. — Laura Lafargue : éléments de sa propre éducation politique et sociale.
(4) *Texte* : durch den Fortschritt der Industrie. — Laura Lafargue : membre de phrase omis.
(5) *Texte* : auch sie. — Andler : ces bourgeois déclassés.

Aux époques, enfin, où la lutte des classes approche du (1) moment décisif, le processus de désagrégation revêt, à l'intérieur de la classe dominante, à l'intérieur de toute la vieille société, un caractère tellement violent et tellement brutal, qu'une faible fraction de la classe dominante se détache de cette classe et se rallie à la classe révolutionnaire, la classe qui tient en mains l'avenir (2). De même qu'autrefois une partie de la noblesse passa à la bourgeoisie, une partie de la bourgeoisie passe donc maintenant au prolétariat, notamment une partie des idéologues bourgeois qui, à force de travail, se sont élevés jusqu'à l'intelligence théorique de l'ensemble du mouvement historique.

De toutes les classes qui, de nos jours, se trouvent en conflit avec la bourgeoisie, le prolétariat seul est une classe vraiment révolutionnaire. Les autres classes dépérissent et meurent devant la grande industrie, dont le prolétariat est, au contraire, le produit le plus spécifique.

Les classes moyennes, le petit industriel, le petit commerçant, l'artisan (3), le paysan, tous combattent la bourgeoisie, pour assurer contre la destruction (4) leur existence en tant que classes moyennes. Ces classes ne sont donc pas révolu-

(1) *Texte* : sich der Entscheidung nähert. — ANDLER : approche d'un moment décisif.

(2) *Texte* : welche die Zukunft in ihren Händen trägt. — ANDLER : à qui l'avenir appartient. — LAURA LAFARGUE : qui représente l'avenir.

(3) *Texte* : der Handwerker. — LAURA LAFARGUE : mots omis.

(4) *Texte* : um ihre Existenz... zu sichern. — LAURA LAFARGUE : parce qu'elle compromet leur existence.

tionnaires, mais conservatrices. Bien plus, elles sont réactionnaires, car (1) elles cherchent à faire tourner à rebours la roue de l'histoire. Si elles sont révolutionnaires, elles le sont en considération de leur imminente (2) incorporation au prolétariat; elles défendent non pas leurs intérêts présents, mais leurs intérêts futurs et renoncent à leur propre point de vue pour se placer à celui du prolétariat.

Le prolétariat de la canaille (3), cette putréfaction passive (4) des plus basses couches de l'ancienne société, est par-ci par-là (5) lancé dans le mouvement par une révolution prolétarienne. De par toute sa situation, il sera plus disposé à se laisser acheter (6) pour des menées réactionnaires.

Les conditions d'existence de la vieille société sont anéanties déjà dans les conditions d'existence du prolétariat. Le prolétaire est sans propriété; ses relations avec sa femme et ses enfants (7) n'ont plus rien de commun avec

(1) *Texte* : denn sie suchen. — ANDLER : Elles tentent. — LAURA LAFARGUE : Ils demandent.

(2) *Texte* : im Hinblick auf den ihnen bevorstehenden Uebergang ins Proletariat. — LAURA LAFARGUE : par crainte de tomber dans le prolétariat.

(3) *Texte* : das Lumpenproletariat. — ANDLER : la canaille. — LAURA LAFARGUE : la voyoucratie.

(4) *Texte* : diese passive Verfaulung. — ANDLER : cette pourriture inerte. — LAURA LAFARGUE : cette putréfaction passive, cette lie.

(5) *Texte* : stellenweise. — ANDLER : parfois, d'un soubresaut brusque.

(6) *Texte* : sich erkaufen zu lassen. — LAURA LAFARGUE : à se vendre à la réaction.

(7) *Texte* : Weib un Kind. — LAURA LAFARGUE : de famille.

celles de la famille bourgeoise; le travail industriel moderne, l'assujettissement (1) moderne au capital, le même en Angleterre (2) qu'en France, en Amérique qu'en Allemagne, l'ont dépouillé de tout caractère national. Les lois, la morale, la religion, constituent à ses yeux autant de préjugés bourgeois, derrière lesquels se cachent autant d'intérêts bourgeois.

Toutes les classes qui ont, jusqu'ici, conquis le pouvoir, se sont efforcées d'assurer leur situation acquise, en soumettant la société tout entière (3) aux conditions de leur propre industrie (4). Les prolétaires ne peuvent conquérir les forces productives sociales qu'en abolissant leur propre mode antérieur d'appropriation et, par suite, tout l'ancien mode d'appropriation. Les prolétaires n'ont rien à sauvegarder qui leur appartienne; ils ont à détruire toute sécurité privée antérieure et toutes les assurances privées antérieures (5).

Tous les mouvements, jusqu'ici, ont été accomplis par des minorités ou (6) dans l'intérêt de minorités. Le mouvement prolétarien est

(1) *Texte* : die moderne Unterjochung. — Laura Lafargue : qui implique l'asservissement.

(2) *Texte* : dieselbe. — Laura Lafargue : aussi bien... que.

(3) *Texte* : die ganze. — Laura Lafargue : mots omis.

(4) *Texte* : ihres Erwerbs. — Andler : qui leur assuraient leurs revenus propres. — Laura Lafargue : à leur propre mode d'appropriation.

(5) *Texte* : alle bisherigen Privatsicherheit und Privatversicherungen. — Andler : toutes les garanties privées et toutes les sauvegardes privées qui existent. — Laura Lafargue : toute garantie privée, toute sécurité privée existante.

(6) *Texte* : oder. — Laura Lafargue : mot omis.

le mouvement autonome de l'immense majorité dans l'intérêt de l'immense majorité. Le prolétariat, la couche inférieure de la société actuelle, ne peut se lever (1), se dresser sans faire sauter toute la superstructure des couches qui forment la société officielle.

Dans la forme, tout en ne l'étant pas dans le fond, la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie est tout d'abord une lutte nationale. Il faut naturellement que le prolétariat de chaque pays en finisse avant tout avec sa propre bourgeoisie.

En esquissant les phases les plus générales du développement prolétarien, nous avons suivi la guerre civile, plus ou moins latente au sein de la société actuelle, jusqu'au point où elle (2) éclate en une révolution ouverte et où le prolétariat jette les fondements de sa domination par le renversement violent de la bourgeoisie.

Toutes les sociétés passées reposaient, nous l'avons vu, sur l'antagonisme de classes oppressives et de classes opprimées. Mais, pour pouvoir opprimer une classe, il faut (3) lui assurer des conditions dans le cadre desquelles elle puisse tout au moins traîner son existence d'esclave. Dans le servage, le serf s'est, par ses efforts, élevé au rang de membre de la commune, comme sous le joug de l'absolutisme

(1) *Texte* : sich erheben. — LAURA LAFARGUE : mots omis.
(2) *Texte* : er (der Bürgerkrieg). — ANDLER : il (au lieu de elle : la guerre).
(3) *Texte* : müssen. — LAURA LAFARGUE : il faut au moins.

féodal le petit-bourgeois (1) s'est transformé en bourgeois. L'ouvrier moderne, au contraire, au lieu de s'élever avec le progrès de l'industrie, descend de plus en plus au-dessous des conditions de sa propre classe. Le travailleur devient un pauvre, et le paupérisme se développe plus vite encore que la population et la richesse. Et il ressort ainsi nettement que la bourgeoisie est incapable de rester encore plus longtemps (2) la classe dominante de la société et d'imposer à la société, comme règle et comme loi, les conditions d'existence de sa classe. Elle est incapable de dominer, parce qu'elle est incapable d'assurer à son esclave l'existence même dans le cadre de son esclavage (3), parce qu'elle est forcée de le laisser descendre à une condition où elle doit le nourrir au lieu d'être nourrie par lui. La société ne peut plus vivre sous la bourgeoisie; en d'autres termes, l'existence de la bourgeoisie n'est plus compatible avec la société.

L'existence et la domination de la classe bourgeoise ont pour condition essentielle l'accumulation de la richesse aux mains de particuliers, la formation et l'accroissement du capital; et la condition du capital, c'est le salariat. Le salariat repose exclusivement sur la concurrence des

(1) *Texte* : der Kleinbürger. — LAURA LAFARGUE : le bourgeois embryonnaire.

(2) *Texte* : noch länger. — ANDLER : désormais. — LAURA LAFARGUE : de remplir le rôle.

(3) *Texte* : die Existenz selbst innerhalb seiner Sklaverei zu sichern. — ANDLER : assurer la subsistance qui leur permette de supporter l'esclavage.

ouvriers entre eux. Le progrès de l'industrie, dont la bourgeoisie est l'agent sans volonté ni résistance (1), substitue, à l'isolement des ouvriers par la concurrence, leur union révolutionnaire par l'association. Avec le développement de la grande industrie, la bourgeoisie voit donc se dérober sous ses pieds le fondement même sur lequel elle produit et s'approprie les produits. Elle produit avant tout ses propres fossoyeurs. La chute de la bourgeoisie et la victoire du prolétariat sont également inévitables.

(1) *Texte* : willenloser und widerstandsloser. — ANDLER : sans préméditation et sans résistance. — LAURA LAFARGUE : passif et inconscient.

II

Prolétaires et Communistes

Quelle est la position des communistes par rapport à l'ensemble des prolétaires?

Les communistes ne forment pas de parti distinct en face des autres partis ouvriers.

Ils n'ont pas d'intérêts séparés (1) de ceux du prolétariat tout entier.

Ils n'établissent pas de principes particuliers (2) sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement prolétarien (3).

Les communistes ne se différencient des autres partis prolétariens que sur deux points : d'une part, dans les diverses luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir des intérêts communs à tout le prolétariat et indépendants de la nationalité (4); et d'autre part, dans les diverses phases que traverse la

(1) *Texte* : getrennten Interessen. — LAURA LAFARGUE : intérêts qui les séparent.

(2) *Texte* : besondern Prinzipien. — LAURA LAFARGUE : principes sectaires.

(3) *Texte* : proletarische. — ANDLER : ouvrier. — LAURA LAFARGUE : ouvrier.

(4) *Texte* : von der Nationalität unabhängigen. — LAURA LAFARGUE : membre de phrase omis.

lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie, ils représentent constamment l'intérêt du mouvement total.

Pratiquement, les communistes sont donc la fraction la plus résolue (1) des partis ouvriers de tous les pays, celle qui pousse toujours en avant; théoriquement, ils ont sur le reste de la masse prolétarienne l'avantage de comprendre les conditions, la marche et les résultats généraux du mouvement prolétarien.

Le but immédiat des communistes est le même que celui de tous les autres partis prolétariens : constitution du prolétariat en classe, renversement de la domination bourgeoise, conquête du pouvoir politique par le prolétariat.

Les conceptions théoriques des communistes ne reposent nullement sur des idées (2), sur des principes inventés ou découverts par tel ou tel réformateur du monde.

Elles ne sont que l'expression générale des conditions effectives d'une lutte de classe qui existe, d'un mouvement historique qui s'opère sous nos yeux. L'abolition des conditions existantes de la propriété n'est pas une caractéristique spéciale du communisme.

Toutes les conditions de la propriété ont été soumises à un changement historique continuel, à une transformation historique continuelle.

La Révolution française, par exemple, abolit

(1) *Texte* : der entschiedenste. — LAURA LAFARGUE : la plus résolue, la plus avancée.

(2) *Texte* : Ideen. — LAURA LAFARGUE : mot omis.

la propriété féodale au profit de la propriété bourgeoise.

Ce qui caractérise le communisme, ce n'est pas l'abolition de la propriété en général (1), mais l'abolition de la propriété bourgeoise.

Or, la propriété moderne, la propriété privée bourgeoise est l'expression dernière, l'expression la plus parfaite du mode de production et d'appropriation des produits basé sur des antagonismes de classe, sur l'exploitation des uns par les autres.

En ce sens, les communistes peuvent résumer leur théorie dans cette formule unique : abolition de la propriété privée.

On nous a reproché, à nous autres communistes, de vouloir abolir la propriété acquise par l'effort et le travail personnels, c'est-à-dire la propriété qui, nous dit-on, forme la base de toute liberté, de toute activité, de toute indépendance personnelles.

La propriété fruit du travail, de l'effort, du mérite personnels (2) ! Parle-t-on de la propriété du petit bourgeois, du petit paysan, qui a précédé la propriété bourgeoise? Nous n'avons pas à l'abolir; le développement de l'industrie l'a abolie et l'abolit tous les jours.

Ou bien parle-t-on de la propriété privée bourgeoise des temps modernes?

(1) *Texte* : des Eigenthums überhaupt. — Andler : une propriété.

(2) *Texte* : erarbeitetes, erworbenes, selbstverdientes Eigenthum. — Laura Lafargue : Propriété personnelle, fruit du travail d'un homme.

Mais le travail salarié, le travail du prolétaire (1) crée-t-il de la propriété à ce prolétaire? Pas du tout. Il (2) crée le capital, c'est-à-dire la propriété qui exploite le travail salarié et qui ne peut s'accroître qu'à la condition de produire un supplément de travail salarié, afin de l'exploiter à son tour. La propriété, dans sa forme actuelle, se meut entre les deux termes antinomiques : capital et travail. Examinons les deux termes de cette antinomie. Etre capitaliste, c'est occuper non seulement une situation purement personnelle, mais encore une situation sociale dans la production.

Le capital est un produit collectif, et ne peut être mis en mouvement que par l'activité commune de beaucoup de membres, voire, en dernière analyse, par la seule activité commune de tous les membres de la société.

Le capital n'est donc pas une puissance personnelle, mais une puissance sociale.

Dès lors, quand le capital est transformé en propriété collective, appartenant à tous les membres de la société, ce n'est pas de la propriété personnelle qui se transforme en propriété sociale (3). Seul le caractère social de la propriété change. Il perd son caractère de propriété de classe.

Passons au travail salarié.

(1) *Texte* : die Arbeit des Proletariers. — LAURA LAFARGUE : mots omis.

(2) *Texte* : Sie (die Arbeit). — ANDLER : Elle (au lieu de il : le travail).

(3) *Texte* : gesellschaftliches. — ANDLER : collective.

Le prix moyen du travail salarié est le minimum de salaire, c'est-à-dire la somme des moyens de subsistance nécessaires pour maintenir en vie l'ouvrier comme tel (1). Ce que le travailleur salarié s'approprie donc par son activité lui suffit tout juste pour reproduire sa vie, sans plus (2). Nous ne voulons nullement abolir cette appropriation personnelle des produits du travail nécessaires à la reproduction (3) de la vie immédiate; appropriation qui ne laisse pas de bénéfice net pouvant conférer du pouvoir sur le travail d'autrui. Ce que nous voulons supprimer, c'est purement le caractère misérable de cette appropriation (4), où le travailleur ne vit que pour accroître le capital, et ne vit qu'autant que l'exige l'intérêt de la classe dirigeante.

Dans la société bourgeoise, le travail vivant n'est qu'un moyen d'augmenter le travail accumulé. Dans la société communiste, le travail accumulé n'est qu'un moyen d'élargir, d'enrichir, de stimuler les fonctions vitales du travailleur (5).

Dans la société bourgeoise, le passé domine

(1) *Texte* : um den Arbeiter als Arbeiter am Leben zu erhalten. — ANDLER : à faire vivre le travailleur selon sa condition de travailleur. — LAURA LAFARGUE : dont l'ouvrier a besoin pour vivre en ouvrier.

(2) *Texte* : um sein nacktes Leben wieder zu erzeugen. — LAURA LAFARGUE : pour entretenir une maigre existence et pour se reproduire.

(3) *Texte* : zur Wiedererzeugung. — ANDLER : entretenir immédiatement la vie. — LAURA LAFARGUE : à l'entretien et à la reproduction.

(4) *Texte* : dieser Aneignung. — ANDLER : de répartition.

(5) *Texte* : den Lebensprozess... zu befördern. — ANDLER : stimuler la vie des travailleurs. — LAURA LAFARGUE : embellir l'existence.

donc le présent; dans la société communiste, le présent domine le passé. Dans la société bourgeoise, le capital est indépendant et personnel, tandis que l'individu qui travaille n'a ni indépendance ni personnalité.

Et c'est l'abolition de cet état de choses que la bourgeoisie appelle abolition de la personnalité et de la liberté! Et à juste raison. Il s'agit, en effet, d'abolir la personnalité, l'indépendance, la liberté des bourgeois.

Par liberté on entend, dans les conditions actuelles de la production bourgeoise, la liberté du commerce, la liberté d'acheter et de vendre (1).

Mais la suppression du trafic implique celle du libre trafic (2). Les belles formules relatives au libre trafic (3), comme toutes les autres hâbleries libérales (4) de nos bourgeois n'ont de sens que par rapport au trafic entravé, au bourgeois asservi du moyen âge; mais non par rapport à l'abolition communiste du trafic, des conditions bourgeoises de la production et de la bourgeoisie elle-même.

Vous vous effrayez de notre intention d'abolir la propriété privée. Mais, dans votre société

(1) *Texte* : den freien Kauf und Verkauf. — LAURA LAFARGUE : le libre-échange.

(2) *Texte* : der freie Schacher. — ANDLER : liberté du maquignonnage.

(3) *Texte* : vom freien Schacher. — LAURA LAFARGUE : sur le libre-échange.

(4) *Texte* : alle übrigen Freiheitsbravaden. — ANDLER : les autres forfanteries libérales. — LAURA LAFARGUE : forfanteries libérales.

actuelle, la propriété privée est abolie pour les neuf dixièmes de ses membres; elle existe précisément parce que, pour neuf dixièmes, elle n'existe pas. Vous nous reprochez donc de vouloir abolir une propriété qui suppose comme condition nécessaire que l'immense majorité de la société n'est pas propriétaire (1).

En un mot, vous nous reprochez de vouloir abolir votre propriété à vous. Certes, c'est bien cela que nous voulons.

Dès l'instant où le travail ne peut plus être transformé en capital, en argent, en rente foncière (2), bref en une puissance sociale susceptible d'être monopolisée, c'est-à-dire dès l'instant où la propriété privée ne peut plus se muer en propriété bourgeoise, dès cet instant vous déclarez que la personnalité est supprimée.

Vous avouez donc que sous le nom de personnalité vous n'entendez personne d'autre que le bourgeois, le propriétaire bourgeois (3). Cette personnalité-là, certes, il faut la supprimer.

Le communisme n'enlève à personne le pouvoir de s'approprier des produits sociaux; il n'enlève que le pouvoir de s'assujettir (4), par cette appropriation, un travail d'autrui.

On a objecté que l'abolition de la propriété

(1) *Texte* : Ihr entsetz euch... voraussetzt. — ANDLER : alinéa entier omis.

(2) *Texte* : Grundrente. — LAURA LAFARGUE : propriété foncière.

(3) *Texte* : den bürgerlichen Eigenthumer. — ANDLER : le bourgeois propriétaire. — LAURA LAFARGUE : mots omis.

(4) *Texte* : sich... zu unterjochen. — ANDLER : d'assujettir. — LAURA LAFARGUE : d'assujettir.

privée entraînerait la cessation de toute activité et instaurerait une fainéantise générale.

S'il en était ainsi, la société bourgeoise aurait, depuis fort longtemps, péri de fainéantise. En effet, dans cette société, ceux qui travaillent n'acquièrent pas, et ceux qui acquièrent ne travaillent pas. Finalement, toute l'objection se ramène à cette tautologie : il n'y a plus de travail salarié, du moment qu'il n'y a plus de capital.

Toutes les objections dirigées contre le mode communiste d'appropriation et de production (1) des objets matériels, on les a également étendues à l'appropriation et à la production (2) des produits intellectuels. De même que la cessation de la propriété de classe signifie pour le bourgeois la cessation de la production elle-même, la disparition de la culture de classe s'identifie à ses yeux avec la cessation de la culture en général.

La culture, dont il déplore la perte, se réduit, pour l'immense (3) majorité des hommes, à un dressage qui en fait des machines.

Mais ne nous chicanez pas en jaugeant l'abolition de la propriété privée à vos idées bourgeoises de liberté, de culture, de droit, etc. Vos idées ont elles-mêmes leur origine dans les conditions bourgeoises de la production et de la

(1) *Texte* : Aneignungsweise. — Andler : méthode de répartir.

(2) *Texte* : Aneignung. — Andler : la méthode future de répartir.

(3) *Texte* : énorme. — Andler : mot omis.

propriété (1), de même que votre droit n'est que la volonté de votre classe érigée en loi, volonté dont l'objet est donné par les conditions matérielles de l'existence de votre classe.

La conception intéressée dans laquelle, de conditions historiques, transitoires au cours de la production, vous transformez en lois éternelles de la nature et de la raison vos conditions de production et de propriété, vous la partagez avec toutes les classes dominantes disparues. Ce que vous concevez pour la propriété antique, ce que vous concevez pour la propriété féodale, vous ne pouvez plus le concevoir pour la propriété bourgeoise.

Suppression de la famille! Même les radicaux les plus avancés s'indignent de ce dessein infâme des communistes.

Sur quoi repose la famille actuelle, la famille bourgeoise? Sur le capital, sur l'enrichissement privé. Elle n'existe avec son plein développement que pour la bourgeoisie; mais elle trouve son complément dans l'inexistence forcée (2) de la famille chez les prolétaires, et dans la prostitution publique.

La famille du bourgeois s'évanouit naturellement avec l'évanouissement de son complément, et tous deux disparaissent avec la disparition du capital.

Nous reprochez-vous de vouloir mettre fin à

(1) *Texte* : und Eigenthumsverhältnisse. — ANDLER : et la propriété.
(2) *Texte* : erzwungenen. — ANDLER : mot omis.

l'exploitation des enfants par les parents? Nous avouons ce crime. Mais nous supprimons, dites-vous, les liens les plus intimes, en substituant à l'éducation familiale l'éducation sociale.

Mais votre éducation n'est-elle pas, elle aussi, déterminée par la société? Par les conditions sociales où vous la faites, par l'intrusion plus ou moins directe de la société au moyen de l'école, etc.? Les communistes n'inventent pas l'action de la société sur l'éducation; ils en modifient simplement le caractère (1); ils arrachent l'éducation à l'influence d'une (2) classe dirigeante.

Les belles paroles bourgeoises concernant la famille, l'éducation, les relations intimes entre parents et enfants, deviennent d'autant plus répugnantes que, par suite de la grande industrie, tous les liens de famille sont, pour les prolétaires, déchirés de plus en plus, et les enfants transformés davantage en simples articles de commerce et instruments de travail.

Mais vous voulez, vous autres communistes, introduire la communauté des femmes! nous crie en chœur toute la bourgeoisie.

Le bourgeois voit en sa femme un simple instrument de production. Il entend dire que les instruments de production seront exploités en commun, et il doit s'imaginer tout naturellement

(1) *Texte* : sie verändern nur ihren Charakter. — ANDLER : ils se bornent à vouloir en modifier le caractère. — LAURA LAFARGUE : ils ne cherchent qu'à en modifier le caractère.

(2) *Texte* : einer... Klasse. — ANDLER : de la classe. — LAURA LAFARGUE : de la classe.

que les femmes partageront le sort commun de la socialisation.

Il ne se doute pas qu'il s'agit précisément d'arracher la femme à son rôle actuel de simple moyen de production.

Rien de plus ridicule, du reste, que cette épouvante ultra-morale de nos bourgeois devant la prétendue communauté officielle des femmes chez les communistes. Les communistes n'ont pas besoin d'introduire la communauté des femmes; elle a presque toujours existé.

Nos bourgeois, non contents d'avoir à leur disposition les femmes et les filles de leurs prolétaires, sans même parler de la prostitution officielle, prennent un plaisir sans pareil à séduire réciproquement leurs femmes légitimes (1).

Le mariage bourgeois est en réalité la communauté des femmes mariées. Tout au plus pourrait-on reprocher aux communistes de vouloir substituer, à une communauté hypocritement dissimulée, une communauté officielle et franchement avouée (2). Il va, du reste, de soi qu'avec la suppression des conditions actuelles de la production disparaît également la communauté des femmes qui en découle, c'est-à-dire la prostitution officielle et non officielle.

(1) *Texte* : ihre Ehefrauen... zu verführen. — Laura Lafargue : à se cocufier.

(2) *Texte* : offenherzige. — Andler : au grand jour de la tolérance.

On a encore reproché aux communistes de vouloir supprimer la patrie, la nationalité.

Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut leur prendre ce qu'ils n'ont pas. Du fait que le prolétariat doit commencer par conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe nationale, se constituer lui-même en nation (1), il reste lui-même national, quoique nullement au sens bourgeois du mot.

Les démarcations et les antagonismes nationaux entre les peuples disparaissent de plus en plus, rien qu'avec le développement de la bourgeoisie, la liberté du commerce (2), le marché mondial (3), l'uniformisation de la production industrielle et des conditions d'existence correspondantes.

La suprématie (4) du prolétariat les effacera plus encore (5). Une action combinée, tout au moins des pays civilisés (6), est une des premières conditions de son émancipation.

Au fur et à mesure que l'exploitation de l'individu par l'individu est abolie, l'exploitation d'une nation par une autre est également abolie.

Le jour où tombe l'antagonisme des classes

(1) *Texte* : sich zur nationalen Klasse erheben, sich selbst als Nation konstituiren. — LAURA LAFARGUE : s'ériger en classe maîtresse de la nation.

(2) *Texte* : die Handelsfreiheit. — ANDLER : le libre-échange.

(3) *Texte* : Weltmarkt. — LAURA LAFARGUE : marché national.

(4) *Texte* : die Herrschaft des Proletariats. — LAURA LAFARGUE : l'avènement du prolétariat.

(5) *Texte* : noch mehr. — LAURA LAFARGUE : plus vite encore.

(6) *Texte* : der civilisirten Länder. — LAURA LAFARGUE : des différents prolétariats dans les pays civilisés.

au sein de la même nation, tombe également l'hostilité entre les nations.

Les accusations lancées contre le communisme au point de vue de la religion, de la philosophie, de l'idéologie en général, ne méritent pas d'être discutées dans le détail.

Est-il besoin d'une perspicacité pénétrante pour se rendre compte que, s'il y a une modification dans la situation (1) des hommes, dans leurs relations sociales, dans leur existence sociale, il s'ensuit aussi un changement dans leurs idées, dans leurs conceptions et dans leurs notions, en un mot dans leur conscience?

Que prouve l'histoire des idées, sinon que la production intellectuelle se modifie avec la production matérielle? Les idées maîtresses d'une époque ne furent jamais que les idées de la classe dirigeante.

On parle d'idées qui révolutionnent une société tout entière; on ne fait ainsi qu'énoncer le fait que les éléments d'une nouvelle société se sont formés dans le sein de l'ancienne société, et que la dissolution des idées anciennes va de pair avec la dissolution des anciennes conditions d'existence.

C'est au moment où l'ancien monde allait sombrer que les anciennes religions furent vaincues par la religion chrétienne. Et c'est au moment où les idées chrétiennes succombaient, au XVIII[e] siècle, devant les idées philosophiques,

(1) *Texte* : den Lebensverhältnissen. — LAURA LAFARGUE : mots omis.

que la société féodale livra sa dernière bataille à la bourgeoisie alors révolutionnaire. Les idées de liberté de conscience et de liberté religieuse ne faisaient que proclamer le règne de la libre concurrence dans le domaine de la conscience (1).

Sans doute, nous dira-t-on, les idées religieuses, morales, philosophiques, politiques, juridiques, etc., se sont modifiées au cours de l'évolution historique. Mais la religion, la morale, la philosophie, la politique, le droit (2) sont restés debout au milieu de tous ces changements.

Il y a, en outre, des vérités éternelles, telles que la liberté, la justice, etc., qui sont communes à toutes les conditions sociales. Or, le communisme abolit les vérités éternelles; il abolit la religion, la morale, au lieu de leur donner une nouvelle forme; il contredit donc à toute l'évolution historique passée.

A quoi se réduit cette accusation (3)? L'histoire de toute la société passée s'est déroulée (4) en des antagonismes de classe, qui ont pris des formes différentes suivant les différentes époques.

Mais, quelle que soit la forme que ces antagonismes aient revêtue, l'exploitation d'une partie de la société par l'autre constitue un fait commun à tous les siècles passés. Faut-il donc

(1) *Texte* : Gewissens. — ANDLER : savoir. — LAURA LAFARGUE : connaissance.

(2) *Texte* : die Politik, das Recht. — LAURA LAFARGUE : mots omis.

(3) *Texte* : Anklage. — LAURA LAFARGUE : objection.

(4) *Texte* : bewegte sich. — ANDLER : a eu pour ressort. — LAURA LAFARGUE : se résume.

s'étonner que la conscience sociale de tous les siècles, malgré toute la variété et toute la diversité, se meuve en certaines formes communes, en des formes (1), en des formes de conscience, qui ne se dissolvent complètement qu'avec la disparition totale de l'antagonisme de classe.

La révolution communiste est la rupture la plus radicale (2) avec le système traditionnel de la propriété. Faut-il donc s'étonner qu'au cours de son développement elle rompe de la façon la plus radicale avec les idées traditionnelles?

Mais laissons là les objections faites par la bourgeoisie au communisme.

Nous avons déjà vu plus haut que la première étape de la révolution ouvrière, c'est la constitution du prolétariat en classe régnante, la conquête du régime démocratique (3).

Le prolétariat usera de sa suprématie politique pour arracher peu à peu à la bourgeoisie tout le capital, pour centraliser entre les mains de l'Etat, c'est-à-dire du prolétariat organisé en classe dirigeante, tous les instruments de production et pour accroître au plus vite la masse des forces de production.

Dans les débuts cela ne peut se faire naturel-

(1) *Texte* : Formen. — ANDLER et LAURA LAFARGUE : mot omis.

(2) *Texte* : ist das radikalste Brechen. — ANDLER : sera la rupture radicale.

(3) *Texte* : die Erkämpfung der Democratie. — LAURA LAFARGUE : la conquête du pouvoir public par la démocratie.

lement que par des empiétements despotiques (1) sur le droit de propriété et les conditions bourgeoises de la production, donc par des mesures qui, au point de vue économique (2), paraissent insuffisantes et précaires, mais qui, au cours du mouvement, se dépassent elles-mêmes et sont inévitables en tant que moyens pour bouleverser tout le mode de production.

Ces mesures, cela va de soi, seront différentes suivant les pays différents.

Cependant, dans les pays les plus avancés, les mesures suivantes pourront trouver une application assez générale :

1) Expropriation de la propriété foncière et affectation de la rente foncière à des dépenses d'Etat (3).

2) Impôt fortement progressif.

3) Abolition du droit d'héritage.

4) Confiscation des biens de tous les émigrés et rebelles.

5) Centralisation du crédit entre les mains de l'Etat, au moyen d'une banque nationale avec capital d'Etat et monopole exclusif.

6) Centralisation entre les mains de l'Etat de tous (4) les moyens de transport.

7) Multiplication des manufactures nationales,

(1) *Texte* : despotischer Eingriffe. — ANDLER : infractions despotiques.

(2) *Texte* : Oekonomisch. — ANDLER : mot omis.

(3) *Texte* : Verwendung zu Staatsausgaben. — LAURA LAFARGUE : confiscation au profit de l'Etat.

(4) *Texte* : alles Transportwesens. — ANDLER : des industries de transport.

des instruments de production, défrichement et amendement des terres (1) d'après un plan d'ensemble.

8) Même obligation du travail (2) pour tous, organisation d'armées industrielles, en particulier pour l'agriculture.

9) Réunion de l'agriculture et de l'industrie, mesures en vue de faire disparaître progressivement l'opposition (3) entre la ville et la campagne.

10) Education publique et gratuite de tous les enfants. Suppression, sous sa forme actuelle, du travail des enfants dans les fabriques. Réunion de l'éducation et de la production matérielle, etc.

Une fois que, dans le cours du développement, les différences de classe (4) ont disparu et que toute la production est concentrée aux mains des individus associés, le pouvoir public perd son caractère politique. Le pouvoir politique est, au sens propre, le pouvoir organisé d'une classe en vue de l'oppression d'une autre. Si le prolétariat, dans sa lutte contre la bourgeoisie, en arrive forcément à s'unir en classe, s'il s'érige, par une révolution, en classe dirigeante et, à ce titre de classe dirigeante, supprime par la vio-

(1) *Texte* : Urbarmachung und Verbesserung der Ländereien. — Laura Lafargue : défrichement des terrains incultes et amélioration des terres cultivées.

(2) *Texte* : Gleicher Arbeitszwang. — Andler : travail obligatoire. — Laura Lafargue : travail obligatoire.

(3) *Texte* : des Gegensatzes. — Andler : la différence. — Laura Lafargue : la distinction.

(4) *Texte* : Klassenunterschiede. — Laura Lafargue : les antagonismes de classe.

lence les conditions anciennes de production, il supprime, en même temps que ces conditions de production, les conditions d'existence de l'antagonisme de classe et des classes en général (1), et, par là, sa propre suprématie de classe.

L'ancienne société bourgeoise, avec ses classes et ses antagonismes de classe, est remplacée par une association, où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous.

(1) *Texte* : die Existenzbedingungen der Klassen überhaupt. — ANDLER : l'existence des classes elles-mêmes. — LAURA LAFARGUE : il détruit les classes en général.

III

Littérature socialiste et communiste

I. Le socialisme réactionnaire

a) *Le socialisme féodal*

De par sa situation historique, l'aristocratie française et anglaise (1) était appelée à écrire des pamphlets contre la société bourgeoise moderne (2). Dans la révolution française de 1830 et dans le mouvement réformiste anglais, elle avait une fois de plus succombé devant cette arriviste abhorrée. Il ne pouvait plus être question d'une lutte politique sérieuse, et il ne lui restait plus que la bataille littéraire. Or, même dans le domaine de la littérature, la vieille phraséologie du temps de la restauration était devenue impossible. Pour éveiller des sympathies, l'aristocratie devait en apparence perdre de vue ses intérêts propres et formuler (3) uniquement dans l'intérêt de la classe ouvrière exploitée son réquisitoire contre la bourgeoisie. Elle se ména-

(1) *Texte* : englische. — Andler : féodale.
(2) *Texte* : moderne. — Laura Lafargue : mot omis.
(3) *Texte* : formuliren. — Laura Lafargue : mot omis.

geait ainsi la satisfaction de pouvoir chansonner dans des couplets injurieux son nouveau maître et lui chuchoter à l'oreille des prophéties plus ou moins (1) grosses de menaces.

C'est ainsi que naquit le socialisme féodal. Il tient à la fois de la complainte et de la pasquinade. C'est en partie l'écho du passé, en partie la menace (2) de l'avenir. Parfois il frappe au cœur la bourgeoisie par une critique amère et spirituellement mordante. Et toujours il produit un effet comique par son impuissance totale à comprendre la marche de l'histoire moderne.

En guise de drapeau, ces aristocrates arboraient la besace des gueux prolétariens, pour entraîner le peuple à leur suite. Mais, dès que le peuple leur emboîtait le pas (3), il apercevait sur leur derrière les vieux blasons féodaux et se dispersait avec d'irrévérencieux éclats de rire.

Une partie des légitimistes français et la jeune Angleterre donnèrent ce spectacle joyeux.

Lorsque les féodaux (4) démontrent que leur mode d'exploitation ne ressemblait pas à l'exploitation bourgeoise, ils oublient simplement que leur exploitation se faisait dans des conditions et des circonstances (5) totalement différentes et aujourd'hui surannées. Lorsqu'ils dé-

(1) *Texte* : mehr oder minder. — Laura Lafargue : mots omis.

(2) *Texte* : Dräuen. — Andler : les grondements. — Laura Lafargue : les vagissements.

(3) *Texte* : folgte. — Laura Lafargue : accourut.

(4) *Texte* : die Feudalen. — Laura Lafargue : les champions de la féodalité.

(5) *Texte* : Umständen. — Laura Lafargue : mot omis.

montrent que, sous leur régime, le prolétariat moderne (1) n'existait pas, ils oublient simplement que la bourgeoisie moderne fut précisément un rejeton nécessaire de leur ordre social.

Au demeurant, ils font si peu mystère du caractère réactionnaire de leur critique, que leur principal chef d'accusation contre la bourgeoisie consiste justement à dire que, sous son régime, il se développe une classe qui fera sauter tout l'ancien ordre social.

Ce qu'ils reprochent à la bourgeoisie, c'est plus encore d'engendrer un prolétariat révolutionnaire que d'engendrer un prolétariat en général.

C'est pourquoi, dans la pratique politique, ils s'associent à toutes les mesures de violence contre la classe ouvrière, et, dans la vie ordinaire, daignent, en dépit de toute leur phraséologie boursouflée, ramasser les pommes d'or (2), et troquer la fidélité, l'amour et l'honneur contre le trafic de la laine, des betteraves (3) et de l'eau-de-vie .

De même que les prêtres ont toujours marché la main dans la main avec les féodaux, le socialisme clérical a toujours marché de pair avec le socialisme féodal.

Rien de plus aisé que de donner à l'ascétisme

(1) *Texte* : moderne. — ANDLER : mot omis.

(2) *Texte* : die goldenen Aepfel. — ANDLER : les pommes d'or du crottin industriel. — LAURA LAFARGUE : les fruits d'or qui tombent de l'arbre de l'industrie.

(3) *Texte* : Runkelrüben. — LAURA LAFARGUE : le sucre de betterave.

chrétien une teinte socialiste. Le christianisme ne s'est-il pas, lui aussi, élevé contre la propriété privée, contre le mariage, contre l'Etat? N'a-t-il pas prêché en leur place la charité et la mendicité, le célibat et la mortification de la chair, la vie monastique et l'Eglise? Le socialisme sacré (1) n'est que l'eau bénite avec laquelle le prêtre consacre la rancœur de l'aristocrate.

b) *Le socialisme petit-bourgeois*

L'aristocratie féodale n'est pas la seule classe abattue par la bourgeoisie, la seule dont les conditions d'existence se soient étiolées et aient dépéri dans la société bourgeoise moderne. La petite bourgeoisie médiévale et la petite classe paysanne furent les précurseurs de la bourgeoisie moderne. Dans les pays où le commerce et l'industrie sont moins développés, cette classe continue encore à végéter à côté de la bourgeoisie qui monte.

Dans les pays où s'est développée la civilisation moderne, il s'est constitué une petite bourgeoisie nouvelle qui, intermédiaire entre le prolétariat et la bourgeoisie, partie complémentaire de la société bourgeoise, se reforme sans cesse, mais dont les membres sont constamment précipités dans le prolétariat par la concurrence et voient même, grâce au développement de la

(1) *Texte* : heilige. — ANDLER : chrétien. — LAURA LAFARGUE : chrétien.

grande industrie, approcher l'instant où ils disparaîtront complètement en tant que partie autonome de la société moderne et seront remplacés, dans le commerce, la manufacture et l'agriculture (1), par des surveillants du travail (2) et des domestiques (3).

Dans les pays comme la France, où la classe paysanne constitue bien plus de la moitié de la population, les écrivains, qui prenaient fait et cause pour le prolétariat contre la bourgeoisie, devaient naturellement, dans leur critique du régime bourgeois, juger tout à l'échelle des petits bourgeois et des petits paysans, et prendre le parti des ouvriers en se plaçant au point de vue du petit bourgeois. C'est ainsi que s'est formé le socialisme petit-bourgeois. Le chef de cette littérature, pour l'Angleterre comme pour la France, c'est Sismondi.

Ce socialisme analysa, avec une très grande perspicacité, les contradictions inhérentes aux conditions modernes de la production. Il mit à nu les hypocrites apologies des économistes. Il démontra, de façon irréfutable, les effets destructeurs du machinisme et de la division du travail, la concentration du capital et de la propriété foncière, la surproduction, les crises, la disparition inéluctable des petits bourgeois et des petits

(1) *Texte* : Agrikultur. — LAURA LAFARGUE : mot omis.

(2) *Texte* : Arbeitsaufseher. — ANDLER : contremaîtres. — LAURA LAFARGUE : contremaîtres.

(3) *Texte* : Domestiken. — LAURA LAFARGUE : des garçons de boutique et des laboureurs.

paysans (1), la misère du prolétariat, l'anarchie de la production, les disproportions criantes dans la distribution de la richesse, la guerre industrielle d'extermination entre les nations, la dissolution des vieilles mœurs, des vieilles relations familiales, des vieilles nationalités.

Mais, dans sa substance positive, ce socialisme ou bien veut rétablir les anciens moyens de production et d'échange et avec eux les anciennes conditions de la propriété et l'ancienne société, ou bien il veut, par la violence, enserrer de nouveau les moyens modernes de production et d'échange dans le cadre des anciennes conditions de la propriété, qui sont brisées par eux et devaient être brisées. Dans les deux cas, il est à la fois réactionnaire et utopique.

Le système corporatif pour la manufacture, le régime patriarcal pour l'agriculture, voilà son dernier mot.

Dans son évolution ultérieure cette tendance s'est perdue dans la pusillanimité et l'écœurement.

c) *Le socialisme allemand ou le* vrai *socialisme*

La littérature socialiste et communiste française, née sous la pression d'une bourgeoisie dominante, expression littéraire de la lutte contre cette domination, fut introduite en Allema-

(1) *Texte* : den notwendigen Untergang der kleinen Bürger und Bauern. — ANDLER : ...des petits bourgeois et des paysans. — LAURA LAFARGUE : passage omis.

gne à une époque où la bourgeoisie commençait à peine sa lutte contre l'absolutisme féodal.

Des philosophes, des demi-philosophes, des beaux esprits allemands s'emparèrent avidement de cette littérature et oublièrent simplement que l'immigration de ces idées de France n'avait pas eu comme pendant l'immigration en Allemagne des conditions d'existence françaises. Au contact des conditions allemandes, la littérature française perdait toute signification pratique immédiate et prenait un caractère purement littéraire. Elle devait forcément apparaître comme une spéculation oiseuse sur la vraie société (1), sur la réalisation de la nature humaine. Pour les philosophes allemands du XVIII^e^ siècle, les revendications de la première Révolution française n'avaient donc que le sens de revendications générales de la « raison pratique ». Et les mesures par lesquelles se manifestait la volonté de la bourgeoisie française révolutionnaire n'exprimaient à leurs yeux que les lois de la volonté pure, de la volonté telle qu'elle doit être, de la volonté vraiment humaine.

Le travail exclusif des littérateurs allemands consista à mettre les nouvelles idées françaises en accord avec leur vieille conscience philosophique, ou plutôt à s'approprier les idées françaises en se plaçant à leur propre point de vue philosophique.

Ils s'assimilèrent ces idées comme on s'assi-

(1) *Texte* : die wahre Gesellschaft. — ANDLER : mots omis. — LAURA LAFARGUE : mots omis.

mile une langue étrangère en général, par la traduction.

On sait que les moines surchargeaient d'une insipide hagiographie catholique des manuscrits où se trouvaient consignées les œuvres classiques du paganisme antique. Les littérateurs allemands procédèrent en sens inverse à l'égard de la littérature profane française. Ils écrivirent leurs absurdités philosophiques au dos de l'original français. Au dos de la critique française du régime monétaire, ils écrivirent par exemple : « aliénation de la nature humaine », et au dos de la critique française de l'Etat bourgeois ils écrivirent : « suppression de la suprématie de l'universalité abstraite », etc.

Cette substitution de leur phraséologie philosophique aux (1) développements français, ils la baptisèrent « philosophie de l'action », « vrai socialisme », « science allemande du socialisme », « justification philosophique du socialisme ».

La littérature socialiste et communiste française fut ainsi formellement émasculée. Et comme elle cessait, entre les mains des Allemands, d'exprimer la lutte d'une classe contre l'autre, les Allemands eurent conscience d'avoir dépassé « l'étroitesse française », d'avoir défendu, au lieu de besoins vrais, le besoin de vérité, au lieu des intérêts du prolétaire, les intérêts de l'être humain, de l'homme en général, de

(1) *Texte* : Diese Unterschiebung ihrer philosophischen Redensarten unter die... — Laura Lafargue : l'introduction de cette phraséologie philosophique au milieu des...

l'homme qui n'appartient à aucune classe en général ni même à la réalité, mais uniquement à l'atmosphère brumeuse de la spéculation philosophique.

Ce socialisme allemand, qui apportait tant de sérieux et de solennité à ses maladroits exercices scolaires et les proclamait avec tant de charlatanisme, perdit cependant peu à peu son ingénuité pédantesque.

La lutte de la bourgeoisie allemande, en particulier de la bourgeoisie prussienne contre la féodalité et la royauté absolue (1), en un mot, le mouvement libéral (2) prit une tournure plus sérieuse.

Le « vrai » socialisme trouva de la sorte l'occasion tant souhaitée d'opposer au mouvement politique les revendications socialistes, de lancer les anathèmes traditionnels contre le libéralisme, contre l'Etat représentatif, contre la concurrence bourgeoise, la liberté bourgeoise de la presse, le droit bourgeois, la liberté et l'égalité bourgeoises, et de prôner à la masse populaire qu'elle n'avait rien à gagner, mais plutôt tout à perdre à ce mouvement bourgeois. Le socialisme allemand oubliait fort à propos que la critique française, dont il était l'écho insipide (3), suppose la société bourgeoise moderne avec les conditions maté-

(1) *Texte* : gegen die Feudalen und das absolute Königthum. — LAURA LAFARGUE : contre la monarchie absolue et féodale.

(2) *Texte* : die liberale Bewegung. — LAURA LAFARGUE : (contre) le mouvement libéral.

(3) *Texte* : geistloses Echo. — ANDLER : redite médiocre. — LAURA LAFARGUE : le niais écho.

rielles d'existence correspondantes et la constitution politique adéquate, toutes choses qu'il s'agissait d'abord de conquérir en Allemagne.

Il servit aux gouvernements absolus allemands, avec leur cortège de prêtres, de maîtres d'école, de hobereaux et de bureaucrates, d'épouvantail rêvé contre la bourgeoisie qui montait et montrait les dents.

Il constitua le complément édulcoré des cruels coups de fouet et de fusil avec lesquels ces mêmes gouvernements travaillaient les soulèvements des ouvriers allemands.

Si le « vrai » socialisme devint ainsi, aux mains des gouvernements, une arme contre la bourgeoisie allemande (1), il représentait en outre et directement un (2) intérêt réactionnaire, l'intérêt de la petite bourgeoisie allemande. En Allemagne, la petite bourgeoisie léguée par le XVI^e^ siècle, et, depuis cette époque, sans cesse renaissante sous des formes diverses, constitue la véritable base sociale de l'état de choses existant.

Maintenir cette petite bourgeoisie, c'est maintenir le régime allemand actuel. Or, la suprématie industrielle et politique de la bourgeoisie la menace d'une destruction certaine, d'abord par la concentration du capital, puis par la montée d'un prolétariat révolutionnaire (3). Le « vrai »

(1) *Texte* : gegen die deutsche Bourgeoisie. — ANDLER : contre la bourgeoisie. — LAURA LAFARGUE : passage omis.

(2) *Texte* : ein Interesse. — LAURA LAFARGUE : l'intérêt.

(3) *Texte* : das Aufkommen eines revolutionären Proletariats. — ANDLER : elle enfante un prolétariat révolutionnaire.

socialisme lui semblait d'une pierre faire deux coups. Il se propagea comme une épidémie.

Le vêtement dont la trame n'était que le tissu arachnoïdien de la spéculation, brodé de belles fleurs de rhétorique, imprégné d'une rosée sentimentale chaude et enfiévrée d'amour, ce vêtement, en quelque sorte immatériel, dont les socialistes allemands enveloppaient leurs rares « vérités éternelles » décharnées, ne faisait qu'assurer à leur marchandise un écoulement plus rapide auprès de ce public.

De son côté, le socialisme allemand se rendait de plus en plus compte que sa mission consistait à se faire le représentant grandiloquent de cette petite bourgeoisie.

Il proclama la nation allemande la nation normale et le philistin allemand l'homme normal. A chacune des infamies de cet homme normal il attribua un sens socialiste caché, supérieur, où elle signifiait le contraire de ce qu'elle était. Il alla jusqu'au bout de sa théorie, en s'élevant directement (1) contre la tendance « brutalement destructive » du communisme, et en déclarant qu'il planait lui-même avec impartialité au-dessus de toutes les luttes de classe. A de très rares exceptions près, tout ce qui circule en Allemagne en fait de prétendus écrits socialistes et communistes rentre dans le cadre de cette littérature malpropre et énervante (*).

(1) *Texte* : direkt. — Andler : mot omis. — Laura Lafargue : mot omis.

(*) La tourmente révolutionnaire de 1848 avait balayé toute cette lamentable tendance et a fait perdre à ses adeptes l'envie

II. Le socialisme conservateur ou bourgeois

Une partie de la bourgeoisie désire remédier aux inconvénients sociaux, afin d'assurer l'existence de la société bourgeoise.

De ce nombre sont les économistes, les philanthropes, les humanitaires, tous ceux qui s'occupent d'améliorer le sort des classes ouvrières, d'organiser la bienfaisance, de créer des sociétés protectrices des animaux, de fonder des sociétés de tempérance, en un mot toute la variété des réformateurs en chambre. Et l'on est allé jusqu'à élaborer ce socialisme bourgeois en systèmes complets.

Citons comme exemple la *Philosophie de la Misère,* de Proudhon.

Les socialistes bourgeois veulent les conditions d'existence de la société moderne, sans les luttes et les dangers qui en découlent nécessairement. Ils veulent la société actuelle, après élimination des éléments qui la révolutionnent et la désagrègent. Ils veulent la bourgeoisie sans le prolétariat. La bourgeoisie se figure naturellement que le monde où elle a la suprématie est le meilleur des mondes. Le socialisme bourgeois fait de cette conception optimiste un demi-sys-

de « travailler encore dans le socialisme » (*a*). Le principal représentant, le type classique (*b*) de cette tendance, c'est M. Charles Grün. (Note de l'édition de 1872.)

(*a*) *Texte* : in Sozialismus zu machen. — Andler : de continuer ses contrefaçons socialistes. — Laura Lafargue : de faire encore du socialisme.

(*b*) *Texte* : klassischer. — Andler : mot omis.

tème ou un système complet. Quand il invite le prolétariat à réaliser ses systèmes, et à entrer dans la nouvelle Jérusalem, il ne lui demande au fond que de s'arrêter à la société actuelle, mais de renoncer à l'idée haineuse qu'il s'en fait.

Une autre forme de socialisme, moins systématique et plus pratique, s'efforça de dégoûter la classe ouvrière de tout mouvement révolutionnaire en lui démontrant que ce qui pouvait lui profiter, ce n'était pas tel ou tel changement politique, mais uniquement un changement des conditions matérielles de l'existence, des conditions économiques. Mais, par changement des conditions matérielles de l'existence, ce socialisme n'entend pas du tout l'abolition des conditions bourgeoises de la production, abolition qui n'est réalisable que par la voie révolutionnaire (1), mais des réformes administratives qui s'accomplissent dans le cadre de ces conditions de production (2), qui ne modifient donc en rien le rapport du capital et du travail salarié, mais, en mettant les choses au mieux, diminuent pour la bourgeoisie les frais de gouvernement et simplifient la gestion économique (3).

Le socialisme bourgeois ne trouve son expression adéquate que là où il devient une simple figure de rhétorique.

(1) *Texte* : die nur auf revolutionärem Wege möglich ist. — LAURA LAFARGUE : fragment de phrase omis.

(2) *Texte* : auf dem Boden dieser Produktionsverhältnisse vor sich gehen. — ANDLER : auraient pour base le maintien des conditions de la production ancienne.

(3) *Texte* : Staatshaushalt. — LAURA LAFARGUE : travail administratif.

Liberté du commerce! (1) dans l'intérêt de la classe ouvrière; tarifs protectionnistes! dans l'intérêt de la classe ouvrière; prisons cellulaires! dans l'intérêt de la classe ouvrière; voilà le dernier mot, le seul sérieux, du socialisme bourgeois.

Le socialisme de la bourgeoisie consiste précisément dans l'affirmation que les bourgeois sont des bourgeois — dans l'intérêt de la classe ouvrière.

III. Le socialisme et le communisme critico-utopiques (2)

Nous ne parlons pas ici de la littérature qui, dans toutes les grandes révolutions modernes, a formulé les revendications du prolétariat. (Ecrits de Babeuf, etc.)

Les premières tentatives du prolétariat en vue de faire prévaloir directement (3) son propre intérêt de classe en un temps d'effervescence générale, dans une période où l'on renversait la société féodale, échouèrent nécessairement en raison même de la forme rudimentaire du prolétariat, comme aussi parce qu'il lui manquait les conditions matérielles de son émancipation qui ne sont précisément que le produit de l'époque

(1) *Texte* : Freier Handel. — ANDLER : libre échange. — LAURA LAFARGUE : libre-échange.

(2) *Texte* : der kritisch-utopistische Socialismus und Kommunismus. — ANDLER et LAURA LAFARGUE : critico-utopique (sans s).

(3) *Texte* : dirékt. — ANDLER : mot omis.

bourgeoise. La littérature révolutionnaire qui accompagna ces premiers mouvements du prolétariat est, quant au fond, nécessairement réactionnaire. Elle préconise un ascétisme universel et un grossier égalitarisme.

Les systèmes réellement socialistes et communistes, les systèmes de Saint-Simon, de Fourier, d'Owen, etc., apparaissent dans la première période encore rudimentaire (1) de la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie que nous avons exposée ci-dessus. (Voir Bourgeois et Prolétaires.)

Les inventeurs de ces systèmes discernent, il est vrai, l'antagonisme des classes, ainsi que l'action des éléments dissolvants au sein de la classe dominante même. Mais ils n'aperçoivent, du côté du prolétariat, aucune spontanéité historique (2), aucun mouvement politique qui lui soit (3) propre.

Le développement de l'antagonisme de classe allant de pair avec le développement de l'industrie, ces inventeurs ne trouvent pas non plus, toutes faites, les conditions matérielles (4) de l'émancipation du prolétariat, et se mettent en

(1) *Texte* : in der ersten unentwickelten Periode des Kampfs. — ANDLER : dans la première période de la lutte encore incomplètement engagée. — LAURA LAFARGUE : dans la première période de la lutte.

(2) *Texte* : keine geschichtliche Selbstthätigkeit. — ANDLER : l'énergie autonome. — LAURA LAFARGUE : aucune action historique.

(3) *Texte* : keine ihm eigenthümliche Bewegung. — ANDLER : qui lui sont propres. — LAURA LAFARGUE : qui lui soient propres.

(4) *Texte* : materiellen. — ANDLER : mot omis.

quête d'une science sociale, de lois sociales, afin de créer ces conditions (1).

Il faut que la place de l'activité sociale soit prise par leur activité inventive (2) personnelle, la place des conditions historiques de l'émancipation par des conditions issues de leur fantaisie (3), la place de l'organisation progressive (4) du prolétariat en classe par une organisation sociale spécialement imaginée (5). L'histoire future du monde se résout pour eux dans la propagande et la mise en pratique de leurs plans de société.

Ils ont conscience, à la vérité, que, dans leurs plans, ils défendent surtout les intérêts de la classe ouvrière considérée comme la classe la plus souffrante. C'est uniquement sous cet aspect de classe la plus souffrante que le prolétariat existe pour eux.

La forme encore embryonnaire de la lutte de classe, ainsi que leur propre situation sociale (6) font d'ailleurs qu'ils se croient bien au-dessus de cet (7) antagonisme de classe. Ils veulent améliorer la situation de tous les membres de la société,

(1) *Texte* : um... zu schaffen. — ANDLER : capables de créer.

(2) *Texte* : persönlich erfinderische Thätigkeit. — LAURA LAFARGUE : leur activité cérébrale personnelle.

(3) *Texte* : phantastische Bedingungen. — ANDLER : conditions imaginaires. — LAURA LAFARGUE : conditions fantastiques.

(4) *Texte* : allmählig vor sich gehenden. — ANDLER : lentement et spontanément mûri. — LAURA LAFARGUE : graduelle et spontanée.

(5) *Texte* : eigens ausgeheckte. — ANDLER : laborieusement enfantée. — LAURA LAFARGUE : fabriquée de toutes pièces.

(6) *Texte* : Lebenslage. — ANDLER : situation de fortune.

(7) *Texte* : jenen. — LAURA LAFARGUE : tout.

même des plus favorisés. Aussi ne cessent-ils de faire appel à la société tout entière et sans distinction, voire de préférence, à la classe dirigeante. Il suffit, en effet, de comprendre leur système, pour y voir le meilleur plan possible de la meilleure des sociétés possibles.

Ils repoussent donc toute action politique, notamment toute action révolutionnaire; ils veulent atteindre leur but par des voies pacifiques et essaient, par de petites expériences, naturellement vouées à l'insuccès (1), et par la force de l'exemple (2), de frayer le chemin au nouvel évangile social.

La description imaginée de la société future, à une époque où le prolétariat est encore fort peu développé et, par suite, se fait encore lui-même une idée fantastique de sa propre situation, a pour source la première aspiration instinctive qui pousse le prolétariat vers une transformation générale de la société (3).

Mais les écrits socialistes et communistes renferment également des éléments critiques. Ils attaquent tous les fondements de la société existante. C'est pour cette raison qu'ils ont fourni des matériaux excessivement utiles pour éclairer les ouvriers. Leurs propositions positives concer-

(1) *Texte* : fehlschlagende. — ANDLER : manquées.

(2) *Texte* : durch die Macht des Beispiels. — ANDLER : l'exemple dont la force persuasive frayera le chemin.

(3) *Texte* : Die... Schilderung... entspricht in einer Zeit wo... auffasst, seinem ersten ahnungsvollen Drängen nach... — ANDLER : surgissent en un temps... Elles disent son premier et instinctif effort vers... — LAURA LAFARGUE : la peinture, faite à une époque..., correspond...

nant la société future, par exemple la suppression de l'antagonisme entre la ville et la campagne, de la famille, du gain personnel, du travail salarié, la proclamation de l'harmonie sociale, la transformation de l'Etat en une simple administration de la production, — toutes ces propositions ne font qu'exprimer la disparition de l'antagonisme de classe qui commence à peine à se développer et qu'ils ne connaissent encore que dans sa première imprécision informe. Aussi ces propositions ont-elles encore elles-mêmes un sens purement utopique.

L'importance du socialisme et du communisme critico-utopiques est en raison inverse du développement historique. Au fur et à mesure que la lutte de classe se développe et prend forme, ce dédain fantastique à son égard, cette guerre fantastique qu'on lui fait, perdent toute valeur pratique, toute raison théorique. Si donc les auteurs de ces systèmes furent révolutionnaires à maints égards, leurs disciples constituent régulièrement des sectes réactionnaires. Ils maintiennent les vieilles idées de leurs maîtres en face du développement historique du prolétariat. Conséquents avec eux-mêmes, ils s'efforcent donc d'émousser de nouveau la lutte de classe et de concilier les antagonismes. Ils continuent de rêver la réalisation, à titre d'essai, de leurs utopies sociales, la fondation de phalanstères isolés, la création de colonies à l'intérieur, l'établissement d'une petite Icarie (*), — édition in-

(*) Colonies à l'intérieur, *home-colonies*, tel est le nom

douze de la Nouvelle Jérusalem; — et pour bâtir tous ses châteaux en Espagne, ils sont forcés de faire appel à la philanthropie et à la bourse des cœurs bourgeois. Ils glissent insensiblement à la catégorie des socialistes réactionnaires ou conservateurs caractérisés ci-dessus, et ne s'en distinguent plus que par un pédantisme plus systématique, par leur foi superstitieuse et fanatique dans les effets miraculeux de leur science sociale.

Aussi s'opposent-ils avec acharnement à tout mouvement politique ouvrier, qui ne pouvait avoir sa source que dans un aveugle manque de foi dans le nouvel évangile.

Les Owénistes en Angleterre, les Fouriéristes en France font de la réaction, les uns contre les chartistes, les autres contre les réformistes.

donné par Owen à ses sociétés communistes modèles. On appelait phalanstères les palais sociaux rêvés par Fourier. On désignait sous le nom d'Icarie le pays fantastique et utopique dont Cabet décrivait les institutions communistes (Note de F. Engels).

IV

Position des communistes vis-à-vis des autres partis de l'opposition

Ce que nous avons dit au chapitre II explique la position des communistes vis-à-vis des partis ouvriers déjà constitués, donc leur position vis-à-vis des chartistes en Angleterre et des réformateurs agraires dans l'Amérique du Nord.

Ils luttent pour la réalisation des fins et des intérêts directs et immédiats de la classe ouvrière; mais ils représentent également, dans le mouvement actuel, l'avenir du mouvement. En France, les communistes se rallient (1) au parti social-démocrate (*) contre la bourgeoisie conservatrice et radicale, sans renoncer au droit d'exercer leur critique à l'égard des phrases et des illusions léguées par la tradition révolutionnaire.

En Suisse, ils soutiennent les radicaux, sans méconnaître que ce parti se compose d'éléments

(1) A partir d'ici, Andler met partout le futur au lieu du présent de l'indicatif.

(*) Le parti qui, en France, s'intitulait à cette époque le parti social-démocrate, était représenté en politique par Ledru-Rollin et en littérature par Louis Blanc. Il différait donc du tout au tout de l'actuelle social-démocratie allemande. — (Fr. Engels.)

contradictoires, les uns social-démocrates au sens français du mot, les autres bourgeois radicaux.

En Pologne, les communistes soutiennent le parti qui fait d'une révolution agraire la condition de l'émancipation nationale, c'est-à-dire le parti qui a provoqué l'insurrection de Cracovie en 1846.

En Allemagne, dès que la bourgeoisie prend une attitude révolutionnaire, le parti communiste se range à ses côtés pour une action commune contre la monarchie absolue, la propriété foncière féodale et la petite bourgeoisie.

Mais, à aucun moment, il ne néglige de faire éclore, chez les ouvriers, une conscience aussi claire que possible de l'opposition hostile (1) qui existe entre la bourgeoisie et le prolétariat, afin que les ouvriers allemands puissent immédiatement tourner, comme autant d'armes, contre la bourgeoisie, les conditions sociales et politiques, que la bourgeoisie ne peut manquer de faire naître par sa domination; afin qu'après la chute des classes réactionnaires en Allemagne commence sans retard la lutte contre la bourgeoisie elle-même.

C'est vers l'Allemagne que les communistes tournent leur attention principale, parce que l'Allemagne est à la veille d'une révolution bourgeoise, qu'elle accomplit ce bouleversement à un moment où les conditions de la civilisation euro-

(1) *Texte* : feindlichen. — LAURA LAFARGUE : profond.

péenne en général sont plus avancées et le prolétariat bien plus développé qu'en Angleterre au XVIIe et en France au XVIIIe siècle, et que la révolution bourgeoise allemande ne peut donc être que le prélude immédiat d'une révolution prolétarienne.

En un mot, les communistes appuient partout tout mouvement révolutionnaire contre l'état social et politique existant.

Dans tous ces mouvements, ils mettent au premier plan la question fondamentale du mouvement et en font la question de la propriété, quelle que soit d'ailleurs la forme plus ou moins développée jusqu'ici prise par cette question (1).

Enfin, les communistes travaillent partout (2) à l'union et à l'entente des partis démocratiques de tous les pays.

Les communistes dédaignent de dissimuler leurs idées et leurs projets. Ils déclarent ouvertement qu'ils ne peuvent atteindre leurs objectifs qu'en détruisant par la violence l'ancien ordre social. Que les classes dirigeantes tremblent à l'idée d'une révolution communiste! Les prolétaires n'y ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à gagner.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

(1) *Texte* : welche mehr oder minder entwickelte Form sie auch angenommen haben möge. — ANDLER : dût même le débat n'être pas encore engagé très à fond.

(2) *Texte* : überall. — LAURA LAFARGUE : mot omis.

ANNEXES

I

Préparation de la Profession de foi communiste

NOTE PRÉLIMINAIRE

Vers la fin de 1846, à la suite des divergences qui s'étaient fait jour parmi les dirigeants des divers groupements communistes ou socialistes, à Paris comme à Londres et à Bruxelles, bien des gens comprirent que, dans l'attente des événements révolutionnaires qui paraissaient imminents, le moment était venu de formuler avec toute la netteté et toute la précision possibles les principes fondamentaux du communisme. A cette fin, par une adresse de novembre 1846, le Comité central convoqua un congrès général qui devait se réunir à Londres le 1er mai 1847. Mais, à la suite de « circonstances imprévues qui rendaient nécessaires de particulières mesures de prudence », la date de la réunion fut repoussée au 1er juin 1847.

Mais entre la convocation et la réunion du

congrès se place un événement de la plus haute importance, dont l'influence devait être décisive sur la rédaction de la *Profession de foi communiste* et, par suite, sur la rédaction même du *Manifeste communiste*. A la date du 20 janvier 1847, le Comité central de Londres décida d'envoyer Joseph Moll à Bruxelles pour y entrer en pourparlers avec le Comité de correspondance communiste (c'est-à-dire avec Marx et Engels) en vue d'une action commune. Après d'assez longues discussions, Marx et Engels acceptèrent de prendre part aux travaux du congrès de Londres (renvoyé au 1er juin) et le comité de correspondance communiste de Bruxelles fut transformé en une section de la Fédération des Justes.

A ce congrès, dont les débats furent parfois assez âpres, Engels, qui représentait les groupements de Paris (Marx, faute de ressources financières, avait été remplacé, pour Bruxelles, par son ami Guillaume Wolff), joua vraiment un rôle prépondérant qu'il n'y a pas lieu de retracer ici. Des décisions intéressantes furent prises : l'organisation nouvelle adopta le nom de Ligue Communiste; la publication d'une *Revue communiste* fut votée; la révision des statuts fut amorcée, mais, vu l'impossibilité de se mettre d'accord, renvoyée au congrès d'octobre; le projet de la Profession de foi communiste, présenté par le comité central, fut loin de recueillir une approbation unanime et fut renvoyé à un nouvel examen des sections, le nombre des questions

ayant été, sur l'initiative d'Engels, considérablement augmenté.

Certes, nous sommes encore loin du Manifeste Communiste! Mais l'évolution des idées, le changement de mentalité se font peu à peu et, il faut le reconnaître, c'est Engels surtout qui, par son énergie, son doigté, y contribua le plus. Après le congrès de Londres il avait, un peu par le chemin des écoliers, regagné Paris où il s'agissait de recueillir, à propos de la Profession de foi communiste, l'avis de la section. Il fait un coup de force. Le 10 novembre 1847 il écrit à Marx : « Je te le dis tout à fait entre nous, j'ai joué un tour infernal à Moïse (1). Il avait fait adopter une Profession de foi à l'eau de rose. soigneusement amendée. Vendredi dernier, je l'ai reprise au cercle, point par point, mais je n'en étais pas encore arrivé à la moitié que tout le monde se déclarait satisfait. Sans la moindre opposition je me fis charger d'élaborer une nouvelle Profession de foi qui sera discutée vendredi prochain et envoyée à Londres à l'insu de la société. Mais personne n'en doit rien savoir, sans quoi nous serons tous déposés et il y aura un terrible bruit (2). »

Etre chargé de la rédaction d'un projet de profession de foi ne pouvait cependant suffire à Engels. Il fallait qu'il fût à nouveau délégué pour aller défendre au prochain congrès ses idées et celles de Marx. Le 15 novembre il peut

(1) Moïse Hess.
(2) Voir note 1, page 36.

écrire à son ami : « Hier soir on a désigné les délégués. Après une réunion très confuse je fus désigné par les deux tiers des voix. Je n'ai pas du tout intrigué cette fois; je n'en avais d'ailleurs guère l'occasion. L'opposition fut simplement apparente. Un ouvrier fut proposé pour la forme; mais ceux qui l'avaient proposé votèrent pour moi. »

Dans ces conditions Engels se remet, autant que ses autres occupations ne l'en empêchent pas, à la rédaction définitive ou du moins presque définitive des propositions qu'il avait, en son nom et au nom de Marx, probablement soumises par écrit au congrès du 1er juin. Il demande à Marx de ne pas perdre la question de vue et lui écrit le 24 novembre : « Réfléchis donc un peu à la profession de foi. Ce que nous aurions de mieux à faire, à mon avis, ce serait de renoncer à la forme catéchistique et de prendre comme titre : *Manifeste communiste.* Comme nous serons obligés d'y raconter plus ou moins de l'histoire, la forme adoptée ne convient pas du tout. J'apporterai ce que j'ai fait ici; c'est purement narratif, mais fort mal rédigé, parce que j'ai toujours été bousculé. Je débute par la question : Qu'est-ce que le communisme? Puis je passe immédiatement au prolétariat : origine, ce qui le différencie de l'ancienne classe ouvrière, développement de l'opposition entre le prolétariat et la bourgeoisie, crises, conséquences. Mélangées à cela, toutes sortes de choses secondaires, et enfin la politique du parti

communiste, dans la mesure où on peut l'exposer devant le public. Ce que j'ai fait n'est pas encore absolument prêt à être approuvé, mais j'espère, à part quelques tout petits détails, arriver à ce que n'y figure en tout cas rien de contraire à nos idées. »

Engels n'a pas répondu en entier au questionnaire établi par lui-même : pour trois des vingt-cinq questions il ne donne pas son opinion dans le manuscrit des Principes du communisme.

Et nous arrivons ainsi au Congrès de novembre-décembre 1847 où Marx et Engels furent officiellement chargés de la rédaction du *Manifeste communiste.*

J. M.

Projet d'une Profession de foi Communiste

Présenté par le Comité central *de la* Fédération des Justes

Dans les adresses de la Fédération	Dans la rédaction d'Engels
1. Qu'est-ce que le communisme et que veulent les communistes?	1. Qu'est-ce que le communisme?
	14. De quelle espèce devra être le nouvel ordre social?
	15. La suppression de la propriété privée n'était donc pas possible antérieurement?
	20. Quelles seront les conséquences de la suppression finale de la propriété privée?

2. Qu'est-ce que le socialisme et que veulent les socialistes?
3. De quelle manière le communisme peut-il être introduit avec le plus de rapidité et de facilité? Peut-il être introduit sans façon? ou devons-nous accepter une période de transition pour faire d'abord, pendant ce temps, l'éducation du peuple et, si oui, combien de temps cela doit-il durer? Peut-il et doit-il être introduit en grand ou faut-il d'abord faire de petits essais? Faut-il, lors de l'introduction, recourir à la force ou la transformation doit-elle s'opérer par la voie pacifique?
4. Quelle est la position du prolétariat vis-à-vis de la haute et de la basse bourgeoisie? Est-il opportun que nous nous rapprochions de la bourgeoisie radicale ou basse bourgeoisie, et si oui,

21. Quelle influence l'organisation communiste de la Société exercera-t-elle sur la famille?
22. Comment l'organisation communiste se comportera-t-elle vis-à-vis des nationalités existantes?
23. Comment se comportera-t-elle vis-à-vis des religions existantes?
24. Comment les communistes se distinguent-ils des socialistes?
16. La suppression de la propriété privée sera-t-elle possible par la voie pacifique?
17. La suppression de la propriété privée sera-t-elle possible d'un seul coup?
18. Quelle marche suivra cette révolution?
19. Cette révolution se fera-t-elle dans un seul pays?

25. Quelle est la position des communistes vis-à-vis des autres partis politiques de notre temps?

quelle est la manière la plus facile et la plus sûre d'y arriver?

5. Quelle est la position du prolétariat vis-à-vis des différents partis religieux? Un rapprochement avec l'un ou l'autre parti est-il possible et opportun, et si oui, quelle est la manière la plus facile et la plus sûre d'y arriver?

6. Quelle est notre position par rapport aux partis socialistes et communistes? Est-il désirable et possible de réaliser une union générale de tous les socialistes, et si oui, quelle est la manière la plus rapide et la plus sûre d'amener cette union?

D'autres questions complémentaires s'y sont ajoutées par la suite.

2-13. Qu'est-ce que le prolétariat? Il n'y a donc pas toujours eu des prolétaires? Comment le prolétariat est-il né? Dans quelles conditions se fait cette vente de travail des prolétaires à la bourgeoisie? Quelles classes ouvrières y avait-il avant la révolution industrielle? Par quoi le prolétaire se distingue-t-il de l'esclave? Par quoi le prolétaire se dis-

7. Qu'est-ce que le prolétaire?

tingue-t-il du serf? Par quoi le prolétaire se distingue-t-il de l'artisan? Par quoi le prolétaire se distingue-t-il de l'ouvrier manufacturier? Quelles furent les conséquences les plus prochaines de la révolution industrielle et de la division de la société en bourgeois et prolétaires? Quelles furent les autres conséquences de la révolution industrielle? Que résulte-t-il de ces crises commerciales périodiques?

PREMIÈRE QUESTION : *Qu'est-ce que le communisme et que veulent les communistes?*

RÉPONSE : Le communisme est un système d'après lequel la terre doit être le bien commun des hommes, d'après lequel chacun doit travailler, *produire*, suivant ses aptitudes, et chacun jouir, *consommer* suivant ses forces. Les communistes veulent donc démolir tout l'ordre social et mettre à sa place un ordre entièrement nouveau.

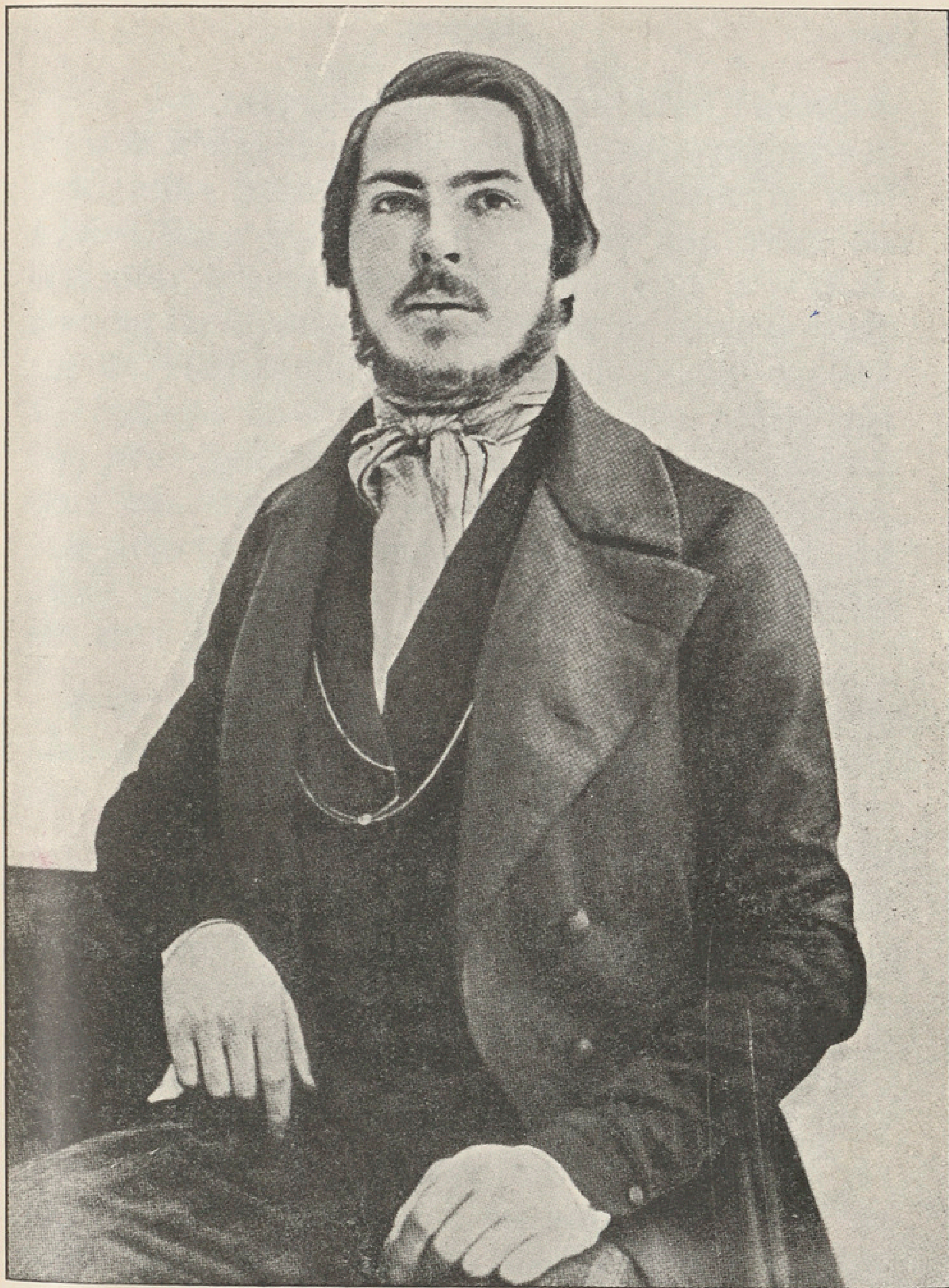
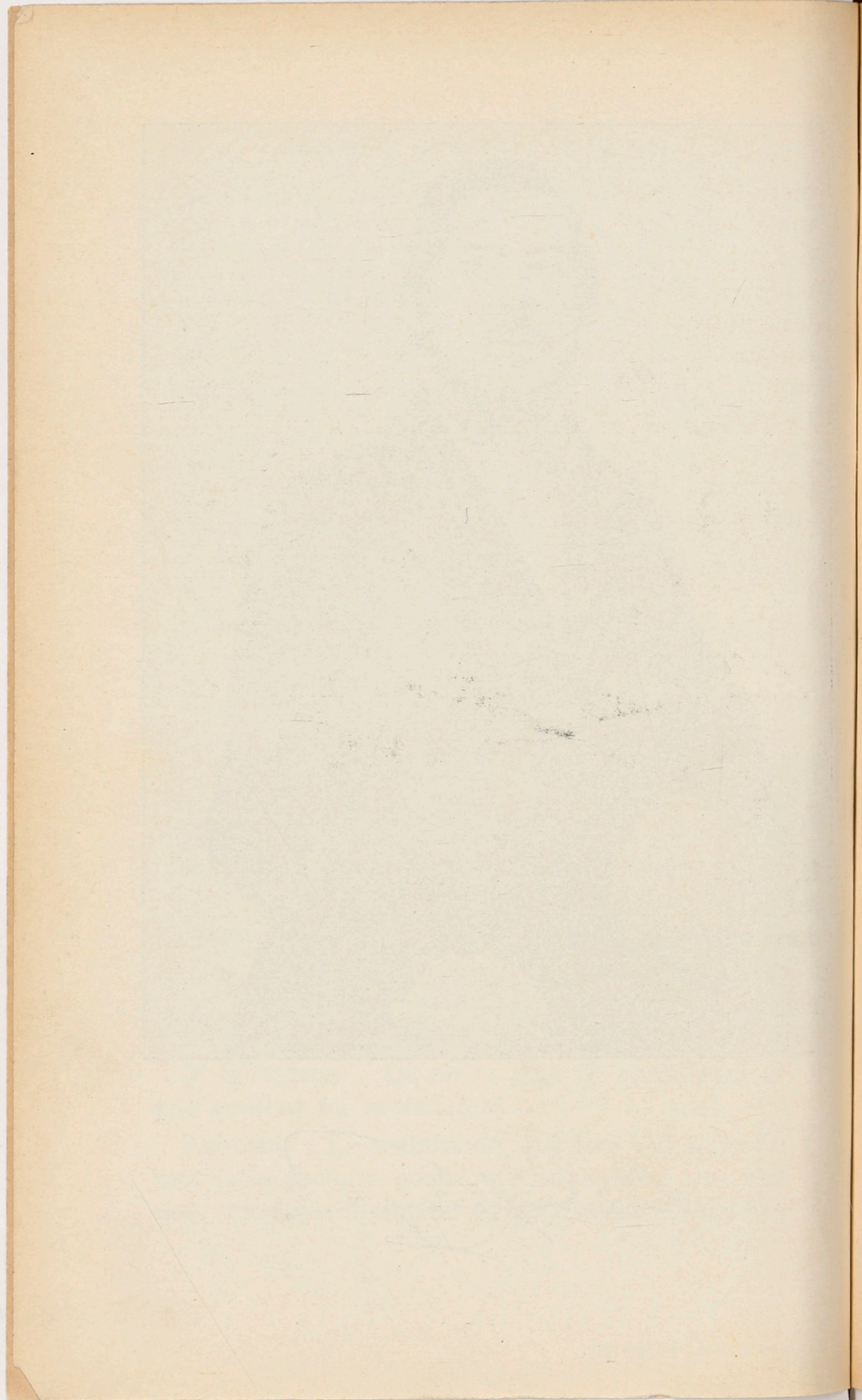
2e QUESTION : *Qu'est-ce que le prolétaire?*

RÉPONSE : Voir page 138 du présent volume.

3e QUESTION : *Qu'est-ce que le socialisme et que veulent les socialistes?*

RÉPONSE : Le socialisme, qui tire son nom du mot latin *socialis*, social, s'occupe, ainsi que son nom l'indique déjà, de l'organisation de la So-

Friedrich Engels

(MANIFESTE COM., P. 128-129).

ciété, des rapports de l'homme avec l'homme; mais il n'établit pas de système nouveau, et son occupation principale c'est de réparer le vieil édifice, de recoller et de cacher aux yeux les lézardes, œuvre du temps, ou tout au plus, comme les Fouriéristes, d'élever un nouvel étage sur le vieux fondement pourri appelé capital. Le concept de socialisme est si peu précis que l'on peut compter au nombre des socialistes tous ceux qui inventent des améliorations à apporter aux prisons, tous ceux qui font construire des asiles pour pauvres, des hôpitaux, des établissements de soupe populaire.

4ᵉ QUESTION : *De quelle manière le communisme peut-il être introduit avec le plus de rapidité et de facilité?*

[La réponse manque; mais voici quelques passages tirés de la *Kommunistische Zeitschrift*, n° 1, Londres, septembre 1847] :

[Nous ne sommes pas des débitants de systèmes; nous savons par expérience combien il est insensé de discuter les aménagements à faire dans une société future, de se creuser la tête à ce sujet et de négliger tous les moyens qui peuvent nous amener à ce but... La tâche de notre génération, c'est de découvrir et d'amener à pied d'œuvre les matériaux nécessaires à la construction du nouvel édifice; la tâche des générations à venir, sera d'élever l'édifice...

Nous ne sommes pas des communistes qui veulent tout faire par l'amour...

Nous ne sommes pas des communistes qui prêchent dès maintenant la paix perpétuelle, alors qu'en tous lieux nos adversaires se préparent au combat...

Nous ne sommes pas des conspirateurs qui déclenchent une révolution à un jour déterminé ou qui veulent assassiner des princes; mais nous ne sommes pas non plus de doux moutons qui portent leur croix sans murmurer...

Nous ne sommes pas des communistes qui croient qu'aussitôt après la lutte soutenue victorieusement la communauté des biens pourra être introduite comme par enchantement...

Nous ne sommes pas des communistes qui veulent anéantir la liberté personnelle et faire du monde une grande caserne ou une grande maison de correction...

Il est vraiment temps de laisser nos querelles de côté et de nous tendre tous la main pour la défense commune...]

5e QUESTION : *Quelle est la position du prolétariat vis-à-vis de la haute et de la basse bourgeoisie? Est-il opportun que nous nous rapprochions de la bourgeoisie radicale ou basse bourgeoisie, et si oui, quelle est la manière la plus facile et la plus sûre d'y arriver?*

RÉPONSE : Non seulement en Allemagne, mais encore en Belgique, etc., le parti radical se sépare publiquement du vieux libéralisme superficiel et arbore son propre drapeau. La petite bourgeoisie, qui est supplantée chaque jour da-

vantage par l'aristocratie croissante de la haute finance et qui voit sa ruine approcher à pas de géant, constitue la masse principale de ce parti; non seulement ils ne sont pas hostiles à une réforme sociale, mais en reconnaissent publiquement la nécessité. A notre avis, il est souhaitable et nécessaire en ce moment que le prolétariat se rapproche de ce parti. Nous estimons donc que nous devons chercher partout à entrer en rapports avec les radicaux, mais sans rien sacrifier de nos principes; que nous devons nous efforcer de leur montrer que le jour n'est plus éloigné où ils seront eux aussi refoulés dans les rangs des prolétaires, et qu'ils ne peuvent prévenir leur ruine que par une réforme sociale. — Si nous sommes en état de réaliser une alliance de la bourgeoisie radicale avec le prolétariat, une période nouvelle commencera bientôt qui sera une des plus grandioses dont l'histoire fasse mention.

6e Question : *Quelle est la position du prolétariat vis-à-vis des différents partis religieux? Un rapprochement avec l'un ou l'autre parti est-il possible et opportun, et si oui, quelle est la manière la plus facile et la plus sûre d'y arriver?*

Réponse : Les espoirs que certains communistes fondaient sur les *Catholiques allemands* et sur les *Amis de la Lumière,* ne semblent pas se réaliser. Nous n'y avons jamais attaché d'importance — vouloir réparer un vieil édifice ver-

moulu, c'est peine perdue. — Cherchez donc à ramener dans la bonne voie ceux qui ont jusqu'ici porté leurs efforts dans ce sens. — Ne nous arrêtons pas trop au passé et n'allons pas croire que les formes qui, dans l'ancien monde, limitaient l'esprit et le cœur humain peuvent être transposées dans le monde nouveau; cela ne va pas.

Les adhérents du parti prusso-germano-chrétien des jésuites protestants sont les obscurantistes du temps présent; incapables de combattre avec leurs doctrines sans esprit et sans cœur les aspirations jeunes et énergiques, mais résolus à maintenir à tout prix les peuples dans l'esclavage, ils crient partout : à la police! à la police! et quand ils ne le peuvent pas ils essaient d'atteindre leur but en dénaturant les principes sociaux ou en jetant la suspicion sur les personnes qui propagent cette doctrine. Il faut arracher à ces créatures le masque qu'elles portent, pour que les gens voient leur véritable figure et reculent d'horreur. Toute leur activité tend en ce moment à recruter des partisans parmi les prolétaires, à provoquer la désunion parmi nous et à constituer, en cas de révolution, une armée populaire qui, à l'exemple des Vendéens de 1792, déclare, au nom de Dieu et du Sauveur, la guerre aux idées de justice.

7e QUESTION : *Quelle est notre position par rapport aux partis socialistes et communistes? Est-il désirable et possible de réaliser une union générale de tous les socialistes, et si oui, quelle*

est la manière la plus rapide et la plus sûre d'amener cette union?

RÉPONSE : Nous vous engageons, partout où ces hommes superficiels (les Fouriéristes) se montrent, à leur faire une opposition vigoureuse. — Ils ne sont pas dangereux en soi, mais ils ont de l'argent, envoient des émissaires partout et s'efforcent principalement de dénaturer le communisme; c'est pourquoi nous ne pouvons pas continuer à les ignorer, nous devons au contraire les attaquer publiquement. Leur ambition ridicule de se poser en vrais chrétiens, leurs organisations militaires et le nombre infini de leurs lois, leur association principale en vue de rendre le travail attrayant, offrent assez de matière pour les combattre. Dans leur vénération niaise pour Fourier et pour eux-mêmes ils ne se rendent pas compte que leur réglementation de toutes les conditions d'existence des hommes prive ceux-ci de toute liberté et en fait des plantes de serre chaude qui ne peuvent rien donner de bon; ils ne se rendent pas compte que toute la tendance du temps actuel vise à s'affranchir des entraves innombrables de la loi et de la réglementation, où nous nous débattons comme des mouches dans une toile d'araignée, et ils veulent nous forger des chaînes plus solides encore. Ces pauvres individus parlent de moyens de rendre le travail attrayant et ils ne semblent pas savoir que, dans une société fondée sur les lois naturelles, le travail, qui est la manifestation de la vie, de l'individu, n'a vraiment

pas besoin de moyens attrayants, que le travail est lui-même ce qu'il peut y avoir de plus attrayant.

Il est nécessaire que nous maintenions sans défaillance le mot de communisme et que nous l'inscrivions hardiment sur notre drapeau, et que nous comptions alors les militants qui se grouperont sous ce drapeau; nous ne devons pas garder le silence quand on déclare, comme le fait s'est produit assez souvent dans ces derniers temps, que le communisme et le socialisme sont au fond la même chose, et qu'on nous invite à troquer le nom de communiste, dont se scandaliseraient encore bien des esprits faibles, contre le nom de socialistes; il nous faut au contraire protester avec force contre de pareilles absurdités.

Les temps deviennent très durs, nous avons besoin d'hommes énergiques et pas de rêveurs lunatiques qui, au lieu de protester contre la misère de l'humanité, ne savent qu'en gémir comme des femmes. Encore un mot avant de terminer : Gardez-vous des émeutes, des conspirations, des achats d'armes et autres fariboles du même genre; nos ennemis emploieront tous les moyens pour provoquer des émeutes dans la rue, etc., afin d'être ainsi mis en situation d'intervenir et, comme ils disent, de rétablir l'ordre et d'exécuter leurs plans diaboliques. Une attitude calme et sérieuse force les tyrans à retirer leurs masques, — et alors, c'est la victoire ou la mort!

II

Probeblatt.

Kommunistische Zeitschrift.

„Proletarier aller Länder vereinigt Euch!"

Nr. 1. London, im September 1847. Preis 2 Pence.

Wir ersuchen alle Freunde unseres Unternehmens im Auslande Einsendungen von Artikeln und Bestellungen auf dieses Blatt franco an den „Bildungsverein für Arbeiter", 191. Drury Lane, High Holborn, Loudon, einzuschicken. Preis für Deutschland 2 Ngr. oder 6 Kreuzer; für Frankreich und Belgien 4 Sous; für die Schweiz 1½ Batzen.

Inhalt: — Einleitung. — Der Auswanderungsplan des Bürgers Cabet. — Der preuß. Landtag und das Proletariat in Preußen, wie überhaupt in Deutschland. — Die deutschen Auswanderer. — Politische und soziale Revue.

INTRODUCTION

Des milliers de journaux et de revues s'impriment, tous les partis politiques, toutes les sectes religieuses trouvent leurs représentants, et le prolétariat seul, la masse énorme de ceux qui ne possèdent pas, n'avaient pas encore réussi jusqu'ici à trouver un organe permanent qui eût exclusivement défendu ses intérêts et servi particulièrement aux ouvriers de guide dans

leurs efforts pour sa formation. Bien des fois et de façon fort diverse le besoin d'une telle feuille s'est fait sentir, il est vrai, chez les prolétaires et en plusieurs endroits on a déjà fait la tentative d'en créer une; mais toujours, hélas! sans succès. En Suisse parurent en peu de temps et coup sur coup *Die junge Generation, die fröhliche Botschaft*, les *Blätter der Gegenwart;* en France, le *Vorwärts*, les *Blätter der Zukunft;* dans la Prusse Rhénane, le *Gesellschaftsspiegel*, etc., mais tous n'eurent qu'une existence éphémère; ou bien la police intervenait et chassait les rédacteurs, ou bien les ressources nécessaires à la continuation faisaient défaut; les prolétaires ne pouvaient pas leur venir en aide, les bourgeois ne le pouvaient pas. Après l'échec de toutes ces entreprises nous avons depuis assez longtemps déjà été sollicités de bien des côtés de risquer une nouvelle tentative, parce qu'en Angleterre la liberté de la presse est complète et que nous n'avions donc pas à craindre d'être inquiétés par la police.

Des savants et des ouvriers promettaient leur collaboration, mais nous hésitions encore parce que nous craignions de manquer nous aussi, dans peu de temps, des ressources nécessaires à la continuation du journal. Enfin la proposition fut faite d'acquérir une imprimerie propre pour assurer ainsi l'avenir d'un journal à fonder. Une souscription fut ouverte, les membres des deux associations ouvrières d'instruction à Londres firent le possible, voire l'impossible, et

l'on réunit rapidement 25 l. st. Avec cet argent nous fîmes venir d'Allemagne les écrits nécessaires; les typographes de nos associations firent la composition gratuitement, et c'est ainsi que paraît aujourd'hui le premier numéro de notre revue, dont l'existence est en outre garantie complètement par quelque aide venant du continent. Il nous manque encore une presse, et dès que nous aurons les moyens nécessaires à son achat, notre imprimerie sera complètement en état et nous pourrons y imprimer alors, outre notre revue, encore d'autres brochures défendant le prolétariat. Comme nous nous sommes proposé de marcher à coup sûr, nous n'expédierons d'abord que ce numéro spécimen, et nous attendrons de savoir quelles ressources nous recevrons du dehors, avant de continuer l'impression. Vers la fin de cette année nous aurons, espérons-nous, reçu les réponses nécessaires, et il sera décidé alors si la revue peut paraître tous les 15 ou tous les 8 jours. La publication mensuelle est presque assurée par Londres seul. Le prix de chaque numéro est provisoirement fixé à 2 pence, 4 sous, 2 gros, ou 6 kreuzers; mais dès que le nombre des abonnés sera monté à 2.000, ce prix pourra être considérablement diminué.

Et maintenant, prolétaires, c'est à vous d'agir. Envoyez-nous des articles, abonnez-vous si c'est dans vos moyens, répandez la revue partout où quelque occasion se présente; c'est pour une cause sainte, juste, — pour la cause de la justice

contre l'injustice, pour la cause des opprimés contre les oppresseurs; nous luttons pour la vérité, contre la superstition, contre le mensonge. Pour ce que nous faisons ici nous ne voulons pas de récompense, pas de paiement, car nous ne faisons que notre devoir. Prolétaires, si vous voulez devenir libres, sortez de votre sommeil et unissez-vous solidement. L'humanité demande à tout homme de faire son devoir.

Prolétaires,

Comme l'origine et la signification du terme dont nous nous servons en nous adressant à vous sont peut-être inconnus à bon nombre d'entre vous, nous allons donner au préalable une petite explication.

A l'époque où l'Etat romain devint puissant et qu'il approcha de l'apogée de sa civilisation, les citoyens se répartissaient en deux classes : les possédants et les non-possédants. Les possédants payaient à l'Etat des impôts directs, les non-possédants lui donnaient leurs enfants qui étaient employés à protéger les riches et qui devaient verser leur sang sur d'innombrables champs de bataille pour accroître encore la force et la propriété des classes possédantes. *Proles,* dans la langue latine, signifie enfants, descendants; les prolétaires formaient donc la classe des citoyens qui ne possédaient rien que leurs bras et leurs enfants.

Or, depuis que la Société actuelle approche de son apogée de civilisation, depuis que les machines ont été inventées et que de grandes fabriques ont été construites, depuis que la propriété est concentrée de plus en plus aux mains de quelques individus, le prolétariat s'est, lui aussi, développé de plus en plus chez nous. Un petit nombre de privilégiés possède toute la propriété, la grande masse du peuple ne possède rien que ses bras et ses enfants. — Tout comme dans l'Etat romain, nous autres prolétaires et nos fils nous sommes fourrés dans la livrée militaire et transformés en machines qui doivent protéger leurs propres oppresseurs et, sur un signe de ceux-ci, verser leur sang. Tout comme alors, nos sœurs et nos filles doivent servir à assouvir les passions bestiales de riches débauchés. Tout comme alors se montre la haine des pauvres opprimés contre les riches oppresseurs. Le prolétariat de notre Société se trouve placé cependant à un point de vue tout autre et meilleur que le prolétariat romain. Les prolétaires romains n'avaient ni les moyens ni l'instruction nécessaires pour pouvoir s'émanciper; il ne leur restait que la ressource de se venger et de périr dans la lutte vengeresse. Bien des prolétaires d'aujourd'hui possèdent déjà, grâce à l'imprimerie, un haut degré d'instruction, et les autres s'élèvent chaque jour davantage par leurs aspirations vers l'union, et pendant qu'ils s'élèvent toujours davantage et s'unissent plus solidement, la classe privilégiée nous offre le spectacle

de l'égoïsme le plus terrible, de l'immoralité la plus monstrueuse. — La civilisation de nos jours offre assez de moyens pour rendre heureux tous les hommes de la Société; le but des prolétaires actuels n'est donc pas simplement de détruire, de se venger, et de trouver l'affranchissement dans la mort, mais d'agir pour qu'une Société soit fondée où tous puissent vivre en hommes libres et heureux. Prolétaires de la société actuelle sont tous ceux qui ne peuvent pas vivre de leur capital; l'ouvrier aussi bien que le savant, l'artiste aussi bien que le petit bourgeois; et bien que la petite bourgeoisie possède encore quelque fortune, il est manifeste cependant qu'en raison de la terrible concurrence que lui fait le gros capital, elle marche à pas de géant vers la condition qui la rendra complètement pareille aux autres prolétaires. Nous pouvons donc, dès, maintenant, la compter comme étant des nôtres, car elle est aussi intéressée à se préserver de la situation où elle ne posséderait plus rien du tout que nous sommes, nous, intéressés à en sortir. Unissons-nous donc et le salut peut en résulter pour les deux parties.

Travailler à l'émancipation du prolétariat et, pour qu'elle se réalise le plus tôt possible, inciter tous les opprimés à s'unir, voilà quelle sera la tâche de cette revue.

Nous appelons le journal la *Revue Communiste* parce que nous sommes convaincus et que nous savons que cette émancipation ne peut se faire que par une transformation com-

plète des conditions actuelles de la propriété, en un mot, que dans une société basée sur la communauté. Notre intention était d'intercaler ici un credo communiste succinct et facilement intelligible à tous, et le projet en est écrit déjà. Mais comme ce credo doit servir dorénavant de guide à notre propagande et est par conséquent de la plus haute importance, nous avons estimé qu'il était de notre devoir d'envoyer ce projet d'abord à nos amis du continent pour avoir leur avis à son endroit. Dès que nous aurons reçu les réponses de nos amis, nous ferons les modifications et les additions nécessaires et insérerons le credo dans le prochain numéro.

Le mouvement communiste est si faussement compris par beaucoup de gens, de propos délibéré tellement calomnié et défiguré par d'autres que nous ne pouvons nous empêcher d'en dire ici quelques mots, pour autant que nous le connaissons et y prenons part. Nous nous bornerons principalement à faire connaître ici ce que nous ne sommes pas, pour répondre ainsi par avance à des calomnies éventuelles qu'on pourrait lancer contre nous.

Nous ne sommes pas des marchands de systèmes; nous savons par expérience combien il est insensé de discuter les dispositions à prendre dans une société future et de se creuser la tête à ce sujet et de perdre de vue tous les moyens qui peuvent nous y amener. Que des philosophes et des savants établissent des systèmes pour l'aménagement d'une société future, nous le

trouvons bien et utile, mais si nous autres prolétaires nous voulions discuter très sérieusement les aménagements des ateliers, la forme de l'administration dans la future communauté des biens, nous chamailler à propos de la coupe des vêtements ou de la meilleure méthode pour le nettoyage des cabinets d'aisance, etc., nous n'arriverions qu'à nous rendre ridicules et nous mériterions à bon droit le nom de rêveurs pas pratiques qu'on nous a donné si souvent. La tâche de notre génération est de découvrir et d'amener à pied d'œuvre les matériaux de construction qui sont nécessaires à l'édification du nouvel édifice; la tâche des générations à venir sera d'élever cet édifice; et soyons convaincus que les architectes ne manqueront pas non plus alors.

Nous ne sommes pas des communistes qui veuillent tout réaliser par l'amour. Nous ne versons pas, au clair de lune, des larmes amères sur la misère des hommes, pour nous élever ensuite au comble du ravissement à la pensée de l'avenir d'or. Nous savons que notre temps est grave, qu'il a besoin de l'effort entier de tout homme, et que toutes ces rêveries d'amour ne sont qu'une espèce d'affaiblissement spirituel personnel qui rend quiconque s'y adonne incapable de toute énergie.

Nous ne sommes pas des communistes qui prêchent dès maintenant la paix perpétuelle, alors qu'en tous lieux nos adversaires s'arment pour le combat. Nous savons fort bien que nous

ne pouvons nulle part, à l'exception peut-être de l'Angleterre et des Etats libres de l'Amérique du Nord, entrer dans le monde meilleur sans avoir d'abord conquis de haute lutte nos droits politiques. Qu'il puisse y avoir des gens qui nous condamnent en cela et nous fassent passer pour révolutionnaires, cela nous importera peu. Nous du moins ne voulons pas jeter au peuple de la poudre aux yeux, mais lui dire la vérité et attirer son attention sur l'orage qui approche, pour qu'il puisse prendre ses dispositions. — Nous ne sommes pas des conspirateurs qui veulent, à un jour déterminé, commencer une révolution ou massacrer des princes; mais nous ne sommes pas non plus de patientes brebis qui portent leur croix sans murmurer. Nous savons fort que, sur le continent, la lutte est inévitable entre les éléments aristocratiques et démocratiques — nos ennemis le savent également et se préparent; tout homme a donc le devoir de prendre ses précautions pour qu'on ne nous attaque et ne nous anéantisse pas à l'improviste. — Un dernier et dur combat reste encore à livrer, et ce n'est que lorsque notre parti en sera sorti victorieux que le moment viendra où nous pourrons probablement déposer les armes à tout jamais.

Nous ne sommes pas des communistes qui croient qu'aussitôt après un combat soutenu victorieusement la communauté des biens peut être introduite comme par enchantement. Nous savons que l'humanité ne fait pas de bonds,

mais n'avance que pas à pas. Nous ne pouvons pas, du jour au lendemain, passer d'une société non harmonieuse à une société harmonieuse; il faut, pour cela, une période de transition, plus ou moins longue suivant les circonstances. La propriété privée ne peut être que peu à peu convertie en propriété commune.

Nous ne sommes pas des communistes qui veulent anéantir la liberté personnelle et faire du monde une grande caserne ou un grand atelier. Il existe à la vérité des communistes qui en prennent à leur aise et qui nient et veulent supprimer la liberté personnelle qui, à leur avis, barre la route à l'harmonie; mais nous, nous n'avons pas envie d'acheter l'égalité au prix de la liberté. Nous sommes convaincus, et nous essaierons de le prouver dans nos numéros suivants, que dans aucune société la liberté personnelle ne peut être plus grande que dans celle qui se fonde sur la communauté.

Nous venons d'exposer ce que nous ne sommes pas; dans notre credo nous exposerons ce que nous sommes et ce que nous voulons. Il ne nous reste plus qu'à adresser quelques paroles aux prolétaires qui appartiennent à d'autres partis politiques ou sociaux. Nous luttons tous contre la société d'aujourd'hui qui nous opprime et nous laisse languir dans la misère; mais au lieu de réfléchir à cela et de nous unir, nous ne nous combattons malheureusement que trop souvent entre nous, au grand plaisir de nos oppresseurs. Au lieu de nous unir tous et de mettre la main

à l'ouvrage pour établir un Etat démocratique où chaque partie peut chercher, par la parole et la plume, à s'assurer la majorité, nous nous cherchons chicane au sujet de ce qu'il faudra faire ou ne pas faire quand nous aurons vaincu. Involontairement nous nous rappelons ici la fable des chasseurs d'ours qui se battirent pour la peau de l'ours avant même d'avoir aperçu l'ours. A cette heure il est vraiment temps de mettre nos hostilités de côté et de nous tendre tous la main pour la défense commune. Mais pour que cela puisse se faire, il faut que les écrivains des différents partis cessent de combattre de la façon la plus âpre d'autres opinions et d'appliquer aux adhérents de ces opinions les injures les plus vulgaires. Nous, de notre côté, nous estimons tout homme, même l'aristocrate et le piétiste, qui a une opinion et, parce qu'il la croit juste, la défend avec ténacité et énergie; le seul que nous ne ménagions pas c'est celui qui, sous le masque d'un parti politique ou social quelconque ou de la religion, n'a en vue que son propre moi malpropre. Démasquer au plus vite de semblables hypocrites, les dévoiler dans toute leur horreur, voilà le devoir de tout homme d'honneur. N'importe qui peut défendre une idée erronée; mais tant qu'il la croit juste et la sert fidèlement, on n'a pas le droit de le mépriser. A considérer les choses de ce point de vue, par exemple, Charles Heinzen n'avait pas le droit d'attaquer les communistes de la façon dont il l'a fait dans le second numéro du *Tribun*.

Charles Heinzen a l'air, ou de ne pas connaître du tout les communistes, ou de s'être laissé entraîner par une inimitié personnelle qui existe entre lui et plusieurs communistes à insulter un grand parti qui prend place au premier rang de l'armée démocratique. Lorsque nous parcourûmes ses attaques contre les communistes, nous fûmes extrêmement surpris; ses offenses ne pouvaient nous atteindre en effet, vu qu'il n'existe pas de communistes tels qu'il les décrit, et que probablement son imagination a commencé par les créer pour les anéantir ensuite à nouveau. Nous disons que nous fûmes surpris, parce que nous ne pouvions comprendre qu'un démocrate pût ainsi jeter le brandon de la discorde dans les rangs de ses propres compagnons d'armes; mais notre surprise fut encore bien plus grande lorsqu'à la fin de son article nous trouvâmes ses neuf points et vîmes qu'il réclame presque entièrement ce que les communistes réclament eux aussi. La seule différence qu'il y ait entre nous, c'est que Charles Heinzen regarde ses neuf points comme les bases de la société nouvelle; nous, au contraire, nous le regardons comme les bases d'une période de transition qui doit nous conduire à la communauté complète. Il serait donc raisonnable de nous unir tous pour atteindre ce que réclame Charles Heinzen; une fois arrivés là, si le peuple en est satisfait et veut s'arrêter là, nous nous soumettrons à sa volonté; mais si le peuple veut alors aller plus loin avec les communistes, Charles Heinzen,

espérons-le, n'y verra pas non plus d'inconvénients. Nous savons que le citoyen Heinzen est persécuté, calomnié, diffamé de toutes les façons possibles par nos oppresseurs et se trouve donc dans un état d'irritation; nous ne voulons l'attaquer en aucune façon à notre tour; au contraire, nous ne repousserons pas la main qu'on nous tendra pour l'union. L'union fait la force et elle seule peut nous conduire au but.

C'est pourquoi, prolétaires de tous les pays, unissons-nous — publiquement là où la loi le permet, car nos actes n'ont pas à redouter la lumière, secrétement au contraire là où l'arbitraire des tyrans nous interdit la première solution. — De prétendues lois qui interdisent aux hommes de s'assembler pour discuter les questions du moment et réclamer leurs droits sont des décisions souveraines des tyrans; quiconque les observe et les respecte agit avec lâcheté et déshonneur, mais qui les méprise et les enfreint agit en homme et en homme d'honneur.

En terminant nous déclarons encore que les colonnes de notre revue ne seront pas ouvertes pour y vider des querelles personnelles ou chanter les louanges de quelques individus qui font leur devoir. Mais si des prolétaires sont opprimés et maltraités, ils n'ont qu'à s'adresser à nous; sans peur nous prendrons leur défense et nous livrerons les noms de leurs oppresseurs à la malédiction de l'opinion publique devant laquelle les tyrans les plus endurcis commencent eux-mêmes à trembler.

LE PROJET D'ÉMIGRATION DU CITOYEN CABET

Le citoyen Cabet, de Paris, lance un appel aux communistes français où il dit : Puisque nous sommes persécutés, calomniés et vilipendés ici par le gouvernement, les prêtres, la bourgeoisie, voire par les républicains révolutionnaires, puisqu'on cherche même à nous couper les vivres et à nous ruiner au physique et au moral, quittons la France, allons en Icarie; et il espère que vingt à trente mille communistes seront prêts à le suivre et à fonder dans une autre partie du monde une colonie communiste. Cabet n'a pas encore déclaré où il veut émigrer; mais c'est probablement dans les Etats libres de l'Amérique du Nord ou au Texas ou peut-être en Californie, que les Américains viennent de conquérir, qu'il a l'intention de fonder son Icarie.

Comme certainement tous les communistes, nous reconnaissons aussi avec joie que Cabet a lutté avec une ardeur infatigable, avec une admirable ténacité, et a lutté avec succès, pour la cause de l'humanité souffrante, qu'il a, par sa mise en garde contre les conspirations, rendu un service immense au prolétariat; mais tout cela ne peut pas nous décider, lorsqu'à notre avis il s'engage dans une fausse voie, à le laisser continuer sans crier casse-cou. — Nous estimons la personne du citoyen Cabet, mais nous combattons son projet d'émigration et sommes convaincus que, si l'émigration qu'il propose a lieu,

il en résultera le plus grand préjudice pour le principe du communisme, que les gouvernements triompheront et que les derniers jours de Cabet seront troublés par d'amères désillusions.

Les raisons de notre opinion sont les suivantes :

1. Nous croyons que, lorsque dans un pays les corruptions les plus honteuses sont à l'ordre du jour, lorsque le peuple est opprimé et exploité de la façon la plus vulgaire, lorsque le droit et la justice ne prévalent plus, lorsque la société commence à se résoudre en anarchie, comme c'est actuellement le cas en France, tout champion de la justice et de la vérité doit se faire un devoir de rester dans le pays, d'éclairer le peuple, d'inspirer un nouveau courage à ceux qui fléchissent, de jeter les fondements d'une nouvelle organisation sociale et de faire hardiment front contre les coquins. — Si les honnêtes gens, si ceux qui luttent pour un avenir meilleur s'en vont et veulent laisser le champ libre aux obscurantistes et aux coquins, l'Europe tombera forcément; — l'Europe, qui est précisément la partie du monde où simplement pour des raisons statistiques et économiques la communauté des biens peut être introduite en premier et le plus facilement — et une nouvelle épreuve du feu et de la misère sera, pour des siècles encore, imposée à la pauvre humanité.

2. Nous sommes convaincus que le projet de Cabet de fonder en Amérique une Icarie, c'est-à-dire une colonie basée sur les principes de la

communauté des biens, ne peut encore être réalisé à cette heure, et cela

a) parce que tous ceux qui veulent émigrer avec Cabet peuvent bien être d'ardents communistes, mais sont encore, de par leur éducation, trop infectés des défauts et des préjugés de la société actuelle, pour pouvoir s'en défaire immédiatement à leur entrée en Icarie;

b) parce que, nécessairement, cela provoquera dans la colonie des querelles et des frictions que la société extérieure, puissante et hostile, ainsi que les espions des gouvernements européens attiseront encore davantage jusqu'à ce qu'elles conduisent à une dissolution complète de la société communiste;

c) parce que les émigrants sont en majorité des artisans, et qu'on a besoin là-bas avant tout de vigoureux travailleurs agricoles pour défricher et cultiver le sol et qu'un artisan ne se transforme pas aussi facilement en travailleur de la terre que d'aucuns se le figurent peut-être;

d) parce que les privations et les maladies que le changement de climat amène à sa suite décourageront bien des gens et les décideront à se retirer. — En ce moment beaucoup sont férus d'enthousiasme pour le projet dont ils ne voient que le beau côté; mais quand surviendra la rude réalité, quand des privations de toutes sortes seront exigées, quand tous les petits agréments de la civilisation que même l'ouvrier le plus pauvre peut encore se procurer de temps à autre en Europe disparaîtront, le plus grand dé-

couragement remplacera chez beaucoup l'enthousiasme;

e) parce que pour les communistes qui reconnaissent le principe de la liberté personnelle, — et les Icariens le font certainement eux aussi — une communauté des biens est, sans période de transition, et à vrai dire sans période démocratique de transition dans laquelle la propriété personnelle n'est transformée que peu à peu en propriété sociale, est tout aussi impossible qu'il l'est pour le laboureur de récolter sans avoir semé.

3. L'échec d'une tentative telle que Cabet la projette ne supprimera pas, il est vrai, le principe communiste ni n'en empêchera à tout jamais l'introduction pratique, mais fera que bien des milliers de communistes découragés quitteront nos rangs; et la conséquence probable en sera que pendant une et même plusieurs générations le prolétariat opprimé devra encore croupir dans la misère; et enfin

4. Quelques centaines ou quelques milliers de personnes ne peuvent en somme établir et maintenir une communauté des biens sans qu'elle ne prenne un caractère absolument exclusif, sectaire, comme par exemple la communauté fondée en Amérique par Rapp, etc. Mais notre intention ni, nous l'espérons, celle des Icariens, n'est pas d'établir une telle communauté des biens.

En outre nous n'avons pas encore mentionné les persécutions auxquelles les Icariens, s'ils

veulent rester en rapports avec la Société extérieure, seront probablement, voire presque certainement, exposés en Amérique. — Que chacun de ceux qui veulent aller en Amérique avec M. Cabet commence par lire un rapport sur les persécutions auxquelles les Mormons, une secte religioso-communiste, furent et sont encore exposés là-bas.

Telles sont les raisons pour lesquelles nous considérons comme dangereux le projet de Cabet d'émigrer et pour lesquelles nous crions aux communistes de tous les pays : Frères, restons sur la brêche de notre vieille Europe, travaillons et luttons ici, car ce n'est qu'en Europe qu'il existe actuellement déjà tous les éléments pour l'établissement d'une communauté des biens, et cette communauté sera établie ici ou ne le sera nulle part.

La diète prussienne et le prolétariat en Prusse, comme en Allemagne en général

Depuis 1815 la bourgeoisie disputait en Allemagne la suprématie aux propriétaires fonciers moyenâgeux et au système gouvernemental absolu, le système de droit divin. La transformation toujours plus grande de toute l'industrie et de toutes les conditions de communication dans tous les pays, que l'Allemagne suivait modestement et lentement, avait rendu cette lutte nécessaire. La situation nouvelle réclamait des

formes nouvelles; la classe bourgeoise dont la puissance croissante repose sur le capital et la libre concurrence ne voulait et ne pouvait pas continuer à jouer un rôle muet et subalterne. Mais une victoire rapide se heurtait non seulement à la lâcheté particulière à la bourgeoisie allemande, mais encore et bien plus à l'éparpillement et au manque de cohésion de cette même bourgeoisie. Morcelée en 38 parties ou Etats étrangers les uns aux autres et souvent jaloux les uns des autres, la bourgeoisie s'efforçait tantôt dans l'une, tantôt dans l'autre de nos patries allemandes à atteindre isolément le but de ses désirs. Elle réussit en plusieurs endroits à mettre sur pied des accords — appelés constitutions — et à se faire octroyer une part plus ou moins grande dans le gouvernement et l'administration des affaires du pays. Mais les concessions restèrent en majeure partie lettre morte; en réalité ce fut toujours le système de droit divin et ses alliés l'aristocratie foncière et la horde des fonctionnaires qui avaient la parole et la décision.

Et la cause en était que les princes allemands opposaient à la bourgeoisie désunie et divisée, aux tentatives séparées et aux attaques isolées, une ligue de bataille étroitement ordonnée, obéissant docilement aux directives du coquin fiéffé Metternich, et sachant, grâce à cette unité, triompher de toutes les tentatives de résistance et de toutes les attaques en général. La Diète allemande, composée des créatures et des merce-

naires des princes allemands, était le double moulin qui servait uniquement à écraser de nouveau ce que la force supérieure de la bourgeoisie avait momentanément fait passer dans tel ou tel pays allemand grand ou petit. Le « père du pays » en cause acquérait ainsi l'avantage de pouvoir donner l'assurance hypocrite qu'il était lui-même extrêmement libéral et qu'il ne demandait pas mieux que de tout accorder et de tenir toutes ses promesses; mais, à son grand chagrin, la Diète ne l'y autorisait pas. Son pays était trop petit et trop faible pour tenir tête à la puissante Prusse, à la puissante Autriche. On était donc forcé de se soumettre, ce qu'il regrettait profondément pour son compte personnel. Et en même temps le « père du pays » rit naturellement dans sa barbe.

C'est pour cela précisément que le mouvement politique qui s'opère en ce moment en Prusse est d'une importance extraordinaire. La Prusse avec ses 16 millions d'habitants jette dans le plateau de la balance allemande un poids qui doit faire pencher la balance et qui a une tout autre importance que lorsqu'il est simplement question d'une patrie allemande de trois ou quatre millions ou ne comptant même que 6.000 âmes (comme la principauté de Lichtenstein-Vaduz). Les 16 millions d'habitants de la Prusse ont plus d'importance que les autres 28 millions éparpillés entre 33 Etats. Chaque victoire de la bourgeoisie en Prusse est en même temps une victoire pour la bourgeoisie des

autres 28 millions de l'Allemagne. Si la bourgeoisie prussienne sait débarrasser son roi « germano-chrétien » de Potsdam de ses lubies et, par un châtiment sévère, le rendre docile à sa volonté, la bourgeoisie aura tout aussitôt les mains libres également dans le reste de l'Allemagne. Alors l'absolutisme de la Diète allemande est brisé. Toute la bourgeoisie d'Allemagne se tend peu à peu les mains pour une action commune, et les seigneurs « de droit divin » et les seigneurs de la propriété foncière moyenâgeuse sont par elle envoyés au diable et ne peuvent plus avoir désormais voix au chapitre que comme représentants et membres de la bourgeoisie.

Jetons un coup d'œil rapide sur les travaux de la diète prussienne. Les incidents de la salle blanche à Berlin montreront clairement la situation actuelle des partis en Prusse et feront ressortir l'importance du mouvement politique en Prusse pour tout le reste de l'Allemagne. Mais nous ne pouvons comprendre l'attitude de la diète qu'en nous rendant compte d'abord de la raison de sa convocation. Comment s'est-il fait que le roi de Potsdam se soit finalement prêté à une mesure contre laquelle il s'était, depuis son avènement jusque dans les derniers temps, déclaré avec tant de fureur et de décision? Toute tentative faite dans des journaux prussiens pour exposer la nécessité d'états généraux, tout rappel des promesses royales faites il y a plus de vingt ans, n'ont-ils pas été biffés et empêchés impi-

toyablement par la censure? N'a-t-on pas traduit en justice et puni pour crime de haute trahison quiconque réclamait dans un discours public la convocation de ces états? Et voici que tout à coup le souverain de Potsdam devient traître à lui-même, donne un démenti à son passé et fait ce qu'il avait si souvent et si fermement assuré ne jamais vouloir faire! Qu'est-ce qui l'a poussé à cette contradiction avec lui-même?

Rien d'autre qu'un trésor absolument vide et l'impossibilité de le remplir sans le concours des états généraux. Malgré trente ans de paix, malgré l'accroissement annuel des recettes, malgré les impôts écrasants de toute sorte que le peuple des travailleurs est forcé de payer, tout l'argent avait fini enfin par être dépensé jusqu'au dernier centime grâce aux dissipations énormes du roi et de la cour, au chiffre ruineux des dépenses militaires, aux pensions éhontées accordées à des officiers et à des civils d'ailleurs riches, à l'incapacité et aux dilapidations de toute l'administration publique. Tous les moyens essayés par le roi et ses ministres restaient vains; même le dernier plan, celui de la banque royale, ne réussit qu'en partie et ne fournit qu'une petite fiche de consolation. Le gouvernement prussien constata en effet avec terreur qu'après comme avant il se trouvait sans le moindre crédit. Hélas! quelques lignes d'une malencontreuse loi de 1820 avaient une teneur telle qu'à moins d'être plus que bouché pas un capitaliste national ou étranger ne pouvait consentir à prêter, ne fût-ce

qu'un thaler, au gouvernement prussien tant que cette loi de 1820 demeurerait lettre morte.

C'est pourquoi Sa Majesté « germano-chrétienne » publia enfin la lettre patente alambiquée du 3 février. Tout y était agencé avec tant d'art qu'il semblait que la royauté absolue allait, sans subir par ailleurs la moindre réduction de sa puissance passée, obtenir ce dont elle avait justement le plus grand besoin. C'est en vue de ce résultat qu'étaient calculés aussi bien l'ordre du jour que le roi avait d'avance daigné fixer à la diète comme à une bande d'écoliers, que toute l'invention de la chambre des seigneurs. Cette chambre, formée de quelques princes royaux plus ou moins bêtes, riches et orgueilleux et d'un certain nombre des plus grands et des plus nobles, partant des plus réactionnaires, des plus vulgaires et des plus coquins parmi les propriétaires fonciers — en contradiction ouverte avec des lois antérieures — était destinée à servir de frein à la deuxième chambre. A la deuxième chambre la propriété foncière moyenâgeuse était en outre représentée de façon excessive, puisqu'il avait plu à la sagesse royale de désigner comme seconde chambre l'assemblage bigarré des huit états provinciaux. En ce qui concerne les autres membres de cette chambre, une loi électorale lamentable fait le nécessaire pour que l'on y trouvât tout plutôt qu'une surabondance d'hommes intelligents et énergiques de la classe bourgeoise. M. Frédéric Guillaume pouvait espérer en outre que par son attitude fort

cassante et insolente dans son discours du trône il lui serait possible d'intimider ceux qui inspiraient quelque inquiétude à la mauvaise conscience du gouvernement « paternel ». Une fois toutes ces dispositions prises, M. Frédéric Guillaume eut un sourire de contentement et d'amusante suffisance. Il lui importait d'obtenir de l'argent et de voir rétablir le crédit totalement anéanti de son gouvernement. Il croyait être sûr de la réalisation de ses désirs : « Une fois que j'aurai en poche quelques emprunts de 50 à 100 millions et retrouvé du crédit chez les capitalistes, je renverrai tranquillement chez eux ces bons garçons de députés et il est à croire que je ne les reconvoquerai pas de sitôt. Je me tirerai d'affaire avec les commissions; elles me rendront d'excellents services. Corrompre six cents députés est horriblement coûteux; l'histoire reviendra bien moins cher quand j'aurai à faire à un petit nombre de membres de commissions. Décorations, argent, flatteries et autres moyens d'un gouvernement chrétien ne rateront pas leur effet. Pourvu d'argent et de crédit, je continuerai comme roi « non affaibli » à laisser mon bon plaisir et mon caprice régner au nom du Ciel et à tondre le troupeau de mes fidèles sujets comme par le passé, — à cœur joie. » C'est ainsi que le souverain de Potsdam parla dans le cercle de ses intimes. Que répondit la diète?

La diète répondit en refusant toutes les demandes d'argent, en rejetant les projets de loi sur la banque nationale des rentes et sur l'em-

prunt pour la construction du chemin de fer Berlin-Kœnigsberg et en déclarant en même temps qu'on n'accorderait d'argent au gouvernement que s'il rétablissait les droits du pays amoindris par les lettres patentes du 3 février, s'il convoquait régulièrement les états, leur faisait un compte rendu complet de l'emploi des recettes de l'Etat et si, en un mot, il laissait tomber à tout jamais ses prétentions ridicules « par la grâce de Dieu » et s'engageait dans la voix constitutionnelle. Le projet de loi relatif à la suppression de l'impôt sur la mouture et le droit d'abatage et sur l'introduction de l'impôt sur le revenu eut un sort analogue, c'est-à-dire fut repoussé. Les raisons décisives ici furent en partie celles que nous avons indiquées ci-dessus, en partie la répugnance de députés riches à contribuer plus que par le passé aux dépenses de l'Etat. Parmi ceux-ci se distinguèrent particulièrement un grand nombre de membres de la chambre des seigneurs, en premier lieu les princes de la maison royale (par exemple le prince Albert) et la plupart des propriétaires fonciers qui faisaient partie de la haute noblesse du pays. En outre, beaucoup de députés votèrent *non* parce qu'ils connaissaient trop bien la brutalité, l'arrogance et la tyrannie éhontée des fonctionnaires prussiens pour leur donner, tant qu'indépendants de la bourgeoisie ils ne portent que la livrée « par la grâce de Dieu », un nouveau pouvoir inquisitorial en ce qui concerne les revenus des citoyens.

. . . .

Après tous ces incidents, on aurait pu s'attendre que la diète maintiendrait jusqu'à l'extrême, ce qu'elle avait tant de fois et avec tant de force revendiqué comme le droit des états. Elle ne l'a pas fait. Peu avant la clôture de ses séances qui eut lieu le 26 juillet on lui fit connaître la réponse du roi. Le souverain de Potsdam y accède à quelques demandes de ses « fidèles » états, d'autres de plus grande importance, il les ajourne jusqu'après « mûre réflexion », il en passe d'autres complétement sous silence, et enfin, touchant les « commissions » — ce point le plus important, — il donne ordre de procéder immédiatement à leur élection conformément aux prescriptions de la lettre patente du 3 février.

Que font les états? Ils obéissent. Un certain nombre de députés de la province rhénane, de Silésie, etc., restent fidèles à leurs opinions et déclinent toute participation à cette élection; une autre partie prend part aux élections, mais seulement en protestant et en réservant les droits des états; les autres votent en laquais dociles de leur souverain germanique.

La lâcheté particulière à la bourgeoisie allemande dont nous avons déjà parlé ci-dessus, contribua pour sa bonne part à cette tournure finale évidemment très humiliante pour la diète. Le courage de beaucoup de membres de l'opposition libérale se vit mis à une trop rude épreuve, leur courage se sentit mal à l'aise : c'est pourquoi ils firent en fin de compte demi tour à

droite ! Tout aussi néfastes furent l'astuce et la perfidie de quelques députés qui passaient pour les matadors des libéraux. Un de ceux-ci, M. d'Auerswald, avait déjà suffisamment dans plusieurs occasions, notamment à l'occasion de la pétition pour la liberté de la presse — pour le moment tombée à l'eau — fait ses preuves de parfait tricheur et filou politique. Si l'on considère en outre toute la composition des états, la prépondérance de la propriété foncière moyenâgeuse, le nombre énorme de fonctionnaires royaux qui siègent à la deuxième chambre et que l'on y ajoute l'influence des invitations à la table royale, des paroles de flatterie, des sourires et autres artifices de cour encore plus efficaces, on ne sera guère surpris du résultat final.

Mais quelque pauvre que puisse sembler le résultat momentanément obtenu et quelque grande que puisse être la joie du parti gouvernemental, le premier ne tardera pas à entraîner de tout autres concessions et la seconde à se changer en tristesse. Car la délégation de la dette publique et les « commissions » se trouvent dans une situation telle qu'elles ne peuvent rendre au gouvernement aucun des services que celui-ci avait en vue. Ils ne peuvent oser braver l'opinion publique en foulant aux pieds le droit qui appartient aux états du royaume. Mais, même dans le cas invraisemblable où dans la délégation comme dans les commissions la majorité se déclarerait pour le gouvernement et

que les membres libéraux fussent mis en minorité, même alors la royauté absolue n'a pas encore avancé d'un pas. Pas un capitaliste n'aura la naïveté, après les débats qui se sont déroulés à la diète, après les réserves formulées à plusieurs reprises par l'opposition, et en présence du texte de lois antérieures pas mises en application jusqu'à ce jour, de verser son argent entre les mains du gouvernement. S'il le faisait quand même, il ne serait pas fondé à se plaindre si d'ici peu toutes ses créances étaient purement et simplement biffées — et cela de par la loi.

Il s'agit ici avant tout d'argent. Comme la royauté n'en a plus assez et qu'elle en a pourtant un besoin absolu, la bourgeoisie fera forcément aboutir ses revendications. Le trône qui prétend ne pas être « affaibli » est désormais hors d'état de résister aux vagues du moderne « esprit du siècle » qui le sape. L'importance extraordinaire de la diète prussienne ne doit pas s'évaluer d'après les déclarations que M. Frédéric Guillaume lui fit parvenir pour la clôture. Ce qui fait l'importance de ses débats, c'est que, pendant ces 11 semaines, l'opinion publique a fait en Prusse un progrès pour lequel, sans la diète, il eût fallu bien des années. Pour la première fois, la bourgeoisie prussienne y combattait, pour ainsi dire sous les yeux du public, contre la bureaucratie et la monarchie absolue et assénait à ses deux ennemis des coups si rudes, leur infligeait une défaite tellement indubitable que les vaincus seront obligés sous peu de se rendre

à merci à leurs vainqueurs. Jusqu'à ce jour un ministre passait à tous égards en Prusse pour un personnage à tel point supérieur qu'un citoyen vulgaire osait à peine lever les yeux sur lui. Cette grandeur imaginaire a, devant la diète, mordu la poussière. Il n'est pas un seul ministre qui ait pris part aux débats sans montrer son incapacité sous le jour le plus cru. Tour à tour les ministres ont, pendant ces 11 semaines, passé par les verges; leur arrogance, leur insuffisance, leurs prétentions moyenâgeuses, leur mauvaise administration des affaires de l'Etat ont été châtiées tantôt par d'amères railleries, tantôt par le mépris, tantôt par des paroles de juste indignation. Jamais personne n'a joué de rôles plus lamentables que ces « conseillers de la couronne ». Eichhorn a subi devant la diète un pitoyable échec avec son « Etat chrétien »; Savigny, cet historien à la manque, a dû, à sa honte, rengainer ses absurdités historiques; sa marchandise antédiluvienne ne trouva pas preneur, mais d'autant plus de raillerie. Même chose advint à Thile, à Duesberg, à Boyen, etc. Même l'impudence de Bodelschwingh ne fut pas capable de mettre en sûreté ne fût-ce qu'un dernier reste de l'auréole qui avait jusqu'alors plané autour du ministère. Et tous les coups qui tombaient sur le dos des ministres frappaient également le seigneur de Potsdam. Jamais discours du trône ne fut tant raillé que le fut le sien à presque chaque séance de la diète. On ne le nommait pas, mais les débats n'étaient eux-

mêmes qu'une protestation continue contre ce que le roi « chrétien » avait proclamé le 11 avril — protestation à laquelle ne manquait ni la justification satirique ni la motivation sérieuse. Or, comme les débats furent absolument publics, que des centaines de journaux les faisaient connaître, les discutaient et les commentaient, il arriva qu'il fût éveillé dans le public, pour les affaires de l'Etat, un intérêt dont on ne pouvait jusque-là rencontrer de traces que dans certaines localités, notamment dans les villes importantes. Cet intérêt s'est répandu maintenant dans tout le pays, il s'est emparé de personnes dont la pensée ne dépassait guère autrefois leurs quatre murs ou les limites de leur commune. Nous pouvons dire que dans toute l'Allemagne on a suivi les événements de Berlin avec la même très vive attention qu'en Prusse même. On a senti que toute victoire de la bourgeoisie en Prusse était une victoire de la bourgeoisie allemande en général, que tout ce qui était obtenu en Prusse devait très prochainement s'imposer dans tous les autres Etats de la Confédération germanique.

Mais j'entends beaucoup des nôtres s'écrier : quel intérêt nous autres, prolétaires, avons-nous aux luttes de la bourgeoisie? Les bourgeois ne sont-ils pas précisément nos pires ennemis? Ne viennent-ils pas, à la diète prussienne, de manifester suffisamment leur mépris pour nous et, à propos de toutes les pétitions qui s'occupaient de la situation des classes laborieuses, fait

preuve d'une évidente mauvaise volonté? Que nous chaut que la classe bourgeoise, la bourgeoisie, arrive ou n'arrive pas au pouvoir? Bien plus, n'y a-t-il pas plutôt nécessité et utilité pour nous d'empêcher sa victoire et de lutter plutôt *pour* que *contre* le gouvernement?

Des questions et des sentiments de ce genre ne peuvent être formulés que par ceux d'entre nous qui, aveuglés par la haine d'ailleurs fort légitime de la bourgeoisie, n'ont considéré ni la situation actuelle du prolétariat ni les moyens de son émancipation radicale.

Incontestablement la bourgeoisie est notre ennemie; *elle* appuie toute sa puissance sur la propriété privée, sur le capital et tout ce qui s'y rattache. *Nous*, les prolétaires, nous ne pouvons nous affranchir qu'en abolissant la propriété privée, en anéantissant par conséquent la classe de la bourgeoisie et en mettant ainsi fin, d'une façon générale et pour toujours, à toutes les distinctions de classe. Entre elle et nous est donc engagée une lutte à mort, non seulement par la parole, mais le poing et le fusil.

Mais sommes-nous, nous les prolétaires, arrivés en Allemagne au point de pouvoir transformer complétement à notre avantage le désordre social, c'est-à-dire de pouvoir renverser tout de suite la bourgeoisie et réaliser les principes du communisme? N'avons-nous pas à côté et même avant la bourgeoisie un autre ennemi en face de nous, qu'il faut d'abord abattre si nous voulons en finir avec elle? Cet autre ennemi, c'est

la royauté absolue, qui s'intitule « par la grâce de Dieu », nous exploite au nom du Ciel, nous maintient dans les griffes de propriétaires fonciers moyenâgeux, nous enserre dans l'Etat « germano-chrétien » et, chaque fois que, blessés par les chaînes d'esclaves, nous essayons de les secouer, envoie sa police, ses gendarmes, ses prêtres et ses canons au secours du capital. Ou bien aurait-elle vraiment droit à notre reconnaissance, à notre aide contre la bourgeoisie? Qu'a-t-elle fait pour mériter l'une et l'autre de notre part? Elle a — pour ne considérer que la période la plus récente — consacré en 30 années de paix 850 millions de thalers à l'armée, entretenu avec les impôts payés par nous des danseuses du corps de ballet et des maîtresses royales, nourri à nos frais une armée de plus en plus nombreuse, de plus en plus grossière de fonctionnaires, payé des pensions impudemment élevées à des gens riches par ailleurs, soutenu, sur les fonds dits fonds gracieux, des propriétaires libertins de terres nobles, privilégié de plus en plus la noblesse, ravalé notre existence bien au-dessus de celle du gibier seigneurial, livré nos personnes à l'arbitraire de la police, construit à notre intention des machines de passage à tabac et des maisons de correction, abandonné notre travail au capital et à la libre concurrence, soulagé nos poches, au moyen d'une ingénieuse pompe à impôts, du reste de notre gain et réduit notre estomac à la lumière du soleil et à la nourriture le meilleur marché. La

royauté absolue aurait-elle d'aventure pu faire davantage pour nous autres prolétaires? Sans doute! Car M. Frédéric Guillaume de Postdam, également appelé Frédéric-Guillaume IV, a fourni la preuve que la politique « paternelle » sait aussi faire des progrès vis-à-vis du prolétaire. Par le règlement de police relatif aux métiers, publié en 1845, les classes ouvrières sont davantage encore que par le passé remises entre les mains des capitalistes et des patrons. Toute tentative de s'unir et d'acquérir ainsi de la force soit pour s'opposer à la réduction des salaires ou obtenir un salaire meilleur qui suffise au moins pour les besoins les plus urgents, toute tentative de ce genre est, conformément à cette loi nouvelle, très sévèrement punie. Mais aux capitalistes, tant qu'ils tiennent simplement pour le gouvernement, toute liberté est assurée contre le travailleur. Dans le nouveau règlement sur les domestiques le gouvernement « paternel » autorise les patrons, non seulement à donner à leurs gens tous les noms injurieux possibles, mais encore à les battre, à la condition que le battu ne soit pas estropié. Tant que ce dernier cas ne se présente pas, l'individu forcé d'être domestique est débouté de toute plainte ou réclamation. Dans une ordonnance secrète du 14 juin 1844, le roi « chrétien » de Potsdam donna l'ordre aux censeurs de supprimer dans les revues toute discussion des rapports des classes non possédantes avec les classes possédantes, la situation des ouvriers vis-à-vis

des propriétaires fonciers moyenâgeux et la bourgeoisie. Lorsqu'en 1844 des milliers de tisseurs des montagnes de Silésie, poussés par la misère et le désespoir, s'élevèrent contre les patrons, sa « gracieuse » majesté le roi les fit soit abattre à coups de fusil ou de baïonnette comme des chiens, soit arrêter et fourrer dans des maisons de correction, mais entre-temps administrer à presque tous de 20 à 40 coups qui leur ensanglantèrent le dos. Voilà les bienfaits dont les prolétaires sont redevables au roi « germano-chrétien ».

L'année de disette 1847 nous en a fourni d'autres échantillons. Alors que dans la province rhénane, en Westphalie, en Silésie, en Posnanie et dans la Prusse orientale des milliers de prolétaires mouraient de faim ou succombaient à des fièvres engendrées par le manque de nourriture, la royauté « germano-chrétienne » se plongeait avec ses créatures dans toutes les jouissances que peuvent faire naître la richesse et l'oisiveté. Mais enfin cette royauté eut l'idée qu'il lui fallait bien une fois en passant se donner l'air de venir en aide aux nécessiteux. De là la loi défendant l'emploi des pommes de terre dans les distilleries et quelques autres ordonnances du même genre par lesquelles on essayait de jeter de la poudre aux yeux à la classe des travailleurs. La crainte qu'on avait des prolétaires augmenta, surtout lorsqu'à Berlin et ailleurs il y eut des troubles provoqués par le manque de pain. Pris de peur, le gouvernement

« paternel » fit un nouvel effort « en vue du bien-être des classes des travailleurs ». En quoi consista cet effort? En ce qu'un conseiller de gouvernement fut envoyé de Berlin à Brême avec la mission d'acheter aussi vite que possible et à n'importe quelles conditions 6.000 tonnes de blé et de les expédier sans retard à Berlin, etc. Le conseiller de gouvernement s'adressa à la maison Delins de Brême, à laquelle il montra ses pleins pouvoirs. Comme l'on voulait avoir à tout prix 6.000 tonnes, les courtiers en blé se précipitèrent dans toutes les directions; dans l'espace de deux heures le prix de la tonne avait déjà monté de 40 thalers or. Et les prix montèrent même plus haut. On ne put trouver à Brême que 1.500 tonnes. Pour le reste les négociants en blé de la ville donnèrent des délégations sur les blés qu'ils avaient achetés à Stettin, à Dantzig, etc., et qui s'y trouvaient encore et qu'ils vendirent aux prix énormes provoqués par le conseiller de gouvernement prussien. Cette hausse des prix à Brême eut pour conséquence que dans l'espace de quelques jours les prix du blé montèrent à la même hauteur dans toute l'Allemagne, que les classes ouvrières durent dès lors payer leur pain un tiers plus cher et supporter en outre comme contribuables la perte résultant de ce commerce de blé si maladroitement entrepris par le gouvernement. C'est ce qu'en bon allemand on appelle « gouverner paternellement »; et régner comme roi non affaibli et « par la grâce de Dieu » repose sur ce

que les ouvriers affamés, lorsqu'ils se réunissent comme à Berlin, à Stettin, etc., doivent être abattus à coups de sabre ou de fusil, tandis que le « gracieux » roi utilise l'argent de la classe ouvrière pour faire fabriquer des boucliers valant plus d'un demi-million et les envoyer à Londres comme jouet royal destiné à son filleul, un petit garçon à peine capable de se moucher tout seul.

Il serait trop long de citer le registre de tous les méfaits commis par la royauté absolue; que ces quelques exemples suffisent donc. Ce qui en ressort clairement, c'est que cette royauté est pour le moins autant notre ennemie que la bourgeoisie considérée toute seule. Mais si nous considérons que la bourgeoisie a besoin, pour établir sa domination, de libertés politiques que la royauté « absolue » refuse obstinément, et que nous autres prolétaires pouvons utiliser ensuite ces libertés politiques accrues comme levier pour renverser plus rapidement ce qui existe, il appert que nous sommes vraiment intéressés dans le mouvement politique actuel, que notre avantage exige que nous contribuions à faire écarter plus rapidement cette royauté. C'est jusque-là, mais pas plus loin, que nos chemins sont les mêmes. Une fois anéanti l'ennemi « par la grâce de Dieu », l'Etat policier « chrétien », le gouvernement « paternel », nous n'aurons plus à faire qu'au dernier adversaire, la bourgeoisie; il sera plus facile alors d'embrasser

le champ de bataille et de dresser avec certitude le plan de bataille.

Mais, en vérité, tant que nous ne nous rapprocherons pas les uns des autres, tant que nous, les prolétaires, nous ne nous unissons pas, ne nous organisons pas, tant que nous ne travaillerons pas, en groupant nos forces, à transformer notre situation du tout au tout, nous ne pourrons rien réaliser de considérable ni contre le gouvernement « paternel » ni contre la bourgeoisie. Jusqu'ici nous n'avons en Allemagne ni liberté de presse pour défendre *nos* intérêts ni le droit de nous réunir publiquement pour discuter à notre aise l'état social, la situation des prolétaires et des possédants, en un mot toutes les questions intéressant le prolétariat et nous éclairer réciproquement. Sans doute les libertés publiques ci-dessus mentionnées facilitent l'œuvre d'émancipation; en les utilisant le prolétariat peut s'organiser plus rapidement, et c'est pour cela que le mouvement politique actuel, qui tend également à la liberté de la presse et au libre droit d'association, est pour nous d'une grande importance. Mais ne soyons pas assez insensés pour, d'ici là, demeurer les bras croisés et attendre que ces droits soient acquis. Ce qui nous est pour le moment défendu par la loi, faisons-le *contre* la loi. La loi a été faite par nos ennemis, par le gouvernement « paternel » dans l'intérêt des riches et des possédants; nous autres prolétaires, elle ne peut nous lier que pour autant que nous sommes trop faibles pour l'abolir tout

de suite. Ce qu'on nous interdit de faire publiquement, faisons-le en cachette; ici l'illégalité doit devenir notre loi. Plus sont grandes les difficultés qu'on nous suscite, et plus il nous faut déployer d'énergie et d'activité pour nous organiser néanmoins et nous concerter en vue d'une action commune. « Ne compte que sur toi-même », dit un vieux proverbe; et, certes, personne ne peut nous émanciper, nous autres prolétaires, si nous ne le faisons pas *nous-mêmes.*

Quelle crainte n'inspirons-nous pas dès maintenant à la royauté « par la grâce de Dieu » ainsi qu'à la bourgeoisie, à cette heure où nous sommes encore presque sans cohésion, des individus qui souvent se combattent et s'entre-déchirent, des hommes qui ne savent pas quelle force réside dans l'union! Est-ce qu'à Berlin quelques centaines de prolétaires qui, sans plan, sans entente, sans but commun ont pris part à l'émeute de la faim n'ont pas fait trembler toute la capitale et, durant une demi-journée, fait perdre la tête à toutes les hautes et très hautes autorités? Deux hauts fonctionnaires du ministère n'ont-ils pas avoué eux-mêmes qu'en dépit de toutes les troupes Berlin serait tombé au pouvoir des prolétaires, s'ils avaient pu tant soit peu exploiter leur force et agir en commun? Si des groupes isolés et peu importants de prolétaires, agissant sans plan, ni entente, mettent en un tel danger l'état de choses existant, il est évident que le jour où organisés, unis, nous marcherons tous comme un seul homme, nulle

puissance ne pourra nous arracher la victoire. Isolés, nous sommes et nous resterons de faibles esclaves, livrés à la détresse et à la misère, à l'arrogance et à la grâce des gens de la haute et des riches; *organisés et unis* nous briserons comme des brins d'osier desséchés les liens dont nous ont chargés la propriété privée et le gouvernement « germano-chrétien ».

[: :]

Les émigrants allemands

Au temps jadis les hommes aspiraient déjà à un monde meilleur, à un monde nouveau, où ils espéraient trouver le bonheur; et leurs aspirations sont encore les mêmes aujourd'hui. Malheureusement, en dépit de toutes les aspirations, le résultat acquis est encore minime, parce qu'on a longtemps cherché le monde meilleur où on ne pouvait le trouver; et peu nombreux sont encore aujourd'hui ceux qui savent et comprennent que ce monde meilleur est assez près de nous, qu'il faut simplement l'union des opprimés, un vigoureux effort pour l'atteindre. — Certes, ceux qui croient qu'il suffit de chercher, d'émigrer en Amérique pour parvenir dans le monde meilleur, se trompent lourdement. On ne trouve pas le monde meilleur, il faut le conquérir de haute lutte, et le Ciel ne nous aidera que si nous nous unissons en un faisceau solide et si nous nous aidons nous-mêmes.

Jadis des milliers d'Européens se ruèrent vers

l'Orient pour se soustraire à la tyrannie de leurs seigneurs féodaux, gagner le ciel par la conquête du Saint-Sépulcre, et parce qu'ils espéraient trouver dès ce monde, dans les lieux où leur sauveur avait vécu, un avant-goût du ciel; mais bien rares furent ceux qui arrivèrent au but, la plupart, avant d'avoir vu Jérusalem, tombèrent victimes des maladies ou de l'épée des Turcs.

A cette heure des millions d'Européens se portent vers l'Ouest, parce qu'ils pensent y trouver un pays libre et un heureux avenir pour eux et leurs familles; mais l'espoir de la plupart est amèrement trompé. Des milliers sont déjà, dans les bateaux surchargés, enlevés par des maladies avant d'avoir vu les côtes de l'Amérique. Des milliers meurent, non pas, il est vrai, par une épée turque, mais dépouillés de tout leur avoir par des filous et des coquins, ruinés au physique et au moral, aux coins des rues ou dans les maisons de correction de l'Union; des milliers, obligés d'offrir leurs bras à la bourgeoisie américaine pour assurer leur propre existence, y sont exploités plus encore qu'ils le furent en Europe et doivent, quand leurs forces faiblissent, s'estimer tout heureux, comme en Europe, de pouvoir mourir dans un hôpital ou une maison de correction, et rares sont ceux qui réussissent à fonder une nouvelle existence pour eux et leurs familles.

Les braves Allemands, qui ne se sentent peut-être pas très à l'aise dans leur Allemagne unie et libre, gratifiée de trente-quatre princes et

principicules souverains, ont été pris d'un vertige particulier d'émigration, et il n'est, hélas! pas d'émigrants qui soient, autant que les Allemands, dupés, ballottés de tous côtés, exploités et maltraités.

Dans les villes d'Allemagne, de Hollande, de Belgique, à Londres, à New-York, comme en général partout où arrivent et d'où partent des émigrants allemands, il s'est formé une classe spéciale d'hommes qui songent à dépouiller de leur avoir ces gens pour la plupart inexpérimentés. Les Anglais appellent ces hommes *land-sharks* — requins de terre ferme, — nom fort bien choisi, car ils dévorent avec la même gloutonnerie le liard des pauvres et les ducats des gens plus aisés. Ainsi par exemple, dès que des émigrants arrivent ici à Londres, ils sont entourés par ces hommes, conduits dans certains logements et on ne les lâche pas d'ordinaire tant qu'il leur reste encore quelque chose. Ceux-là sont encore heureux qui ont payé d'avance leur passage; ils parviennent du moins en Amérique; les autres sont forcés de rester et, poussés par le besoin, se mettent à dépouiller leurs compatriotes qui arrivent par la suite, comme ils ont été dépouillés eux-mêmes. On demandera tout étonné : « Mais la police n'intervient-elle pas dans des cas pareils? » La réponse est simple : La Loi anglaise dit : « Où il n'y a pas de plaignant, il n'y a pas non plus de juge. » Or, comme les pauvres Allemands ne savent pas l'anglais et ne se retrouvent pas non plus dans

cette ville immense et qu'il n'y a pour ainsi dire personne qui s'occupe d'eux, ils ne réussissent que fort rarement à découvrir les personnes qui les ont volés et à les livrer aux tribunaux. Les requins n'ont qu'à se réfugier d'une cachette dans l'autre et ne pas en sortir avant le départ du bateau qui emporte les émigrants; et alors ils peuvent reparaître et reprendre leur trafic. Mais si un émigrant réussit à livrer un requin à la police, il n'a encore rien gagné; le voleur est bien envoyé à la prison criminelle, mais le bien volé ne se retrouve pas, et avant le début des assises le bateau part, le volé est forcé d'en faire autant, aucun plaignant ne se présente et le requin est relâché. Au Havre, à Anvers, à Rotterdam, etc., des milliers d'émigrants partagent le sort de leurs camarades de Londres; et ceux qui ont la chance d'emporter quelque chose à New-York y tombent pour la plupart aux mains des requins. On nous a raconté des infamies incroyables dont les émigrants allemands ot été les victimes; dans le prochain numéro de notre revue nous en citerons quelques-unes en guise d'avertissement général aux émigrants. Nous prions nos amis de l'est de la ville d'informer la rédaction de toutes les duperies dont, à leur connaissance, les émigrants ont eu à souffrir.

En Allemagne bien des gens demanderont : Mais nous avons beaucoup de chargés d'affaires et de consuls à Londres; ceux-ci ne s'occupent donc pas des émigrants?

Les Anglais et les Français, qu'ils soient voyageurs ou émigrants, trouvent partout protection, conseils et appui auprès des consuls et envoyés de leurs nations; il n'en va pas de même des Allemands, et surtout des prolétaires allemands, dès qu'ils sont sortis de ce qu'on appelle la collectivité ou communauté des sujets; dès qu'ils ont quitté l'Allemagne, aucun envoyé ou consul allemand ne se soucie plus d'eux. — Les chargés d'affaires et les consuls d'Allemagne ici en Angleterre, à qui le peuple allemand doit payer chaque année des centaines de mille, ont autre chose à faire. Le pieux Bunsen fonde des associations de jeunes gens et des sociétés évangéliques, afin de protéger les prolétaires contre le poison de l'athéisme et du communisme et de les faire entrer dans la grande étable de l'Etat « germano-chrétien »; les autres envoient parfois des mouchards aux réunions ouvrières où s'adonnent à leur plaisir.

Mais qui donc s'occuperait de prolétaires et par-dessus le marché de prolétaires qui veulent devenir républicains?

A propos, camarades! Si, au lieu d'émigrer vers la lointaine Amérique et de vous laisser tarabuster et exploiter au cours du voyage, vous vous concertiez quelque peu en Allemagne, si vous mettiez fin au régime absurde « germano-chrétien », si vous faisiez inviter vos très gracieux pères du pays de s'en aller vers des contrées plus clémentes (le Texas, par exemple, ou le centre de l'Afrique où ces doux bonshommes

aimeraient tant vous envoyer) ou de rechercher un climat qui convienne mieux à leurs constitutions (la Russie par exemple) et si vous établissiez en Allemagne une république où quiconque veut travailler trouverait sa vie! — Eh bien! qu'en pensez-vous? L'essai en vaudrait bien la peine; on économiserait beaucoup de temps et d'argent, et il y aurait en tout cas dix fois moins de victimes qu'il n'en meurt dans l'émigration vers le Nouveau Monde. —

Prolétaires, réfléchissez-y donc!

Revue politique et sociale

Une revue succincte de la situation politique et sociale dans tous les pays civilisés, considérée au point de vue communiste, paraîtra dans les prochains numéros; aujourd'hui l'espace limité de notre revue ne nous permet que de mentionner quelques-uns des événements principaux de ces derniers temps.

Portugal. — Une reine parjure est, par la force, replacée par les Anglais, les Français et les Espagnols sur un trône dont l'avait déjà précipitée l'indignation générale et justifiée du peuple espagnol. — Les prolétaires des villes ouvrent les yeux et ils commencent à former des associations républicaines et communistes.

Espagne. — Grand scandale à la cour. La jeune reine Isabelle, à qui le vieux racoleur de Paris a imposé comme époux un être sans virilité, essaie de se dédommager avec des amants

vigoureux; et comme ses ministres ne l'y autorisent pas, elle menace d'abdiquer. — Les caisses de l'Etat sont vides, le pays est parcouru par des bandes de brigands, le commerce et les affaires sont dans le marasme. Combien de temps le peuple espagnol se laissera-t-il encore maltraiter?

France. — Le régime de Louis-Philippe est aux abois et, comme il est déjà entré en putréfaction, répand sur toute la France une puanteur horrible. De rusés filous, des voleurs et des assassins exercent leur industrie presque au grand jour, — l'honneur et la justice n'existent plus dans la classe au pouvoir. — Les républicains et les communistes restent l'arme au pied et regardent tranquillement le spectacle. Dès que le patient sera mort ils enterreront le cadavre et, comme première mesure de désinfection, proclameront la république.

Allemagne. — Le grand-duc de Hesse défend aux prolétaires de se marier. — Cela ne fait rien, nous pouvons aussi procréer et nous multiplier sans la bénédiction du ministre du culte. — Lola Montez continue à souffleter les loyaux Bavarois. Grand bien leur fasse! — Le gros Frédéric-Guillaume de Berlin publie des ordonnances sur des moustaches et fait condamner les malheureux Polonais qui veulent délivrer leur patrie. — La bourgeoisie prussienne avance lentement et le gros Frédéric et sa maison ne tarderont probablement pas à servir, outre le Seigneur Dieu, les porte-monnaie. — Ferdinand

de Vienne compte les carreaux de son palais et Metternich est plus que jamais altéré de sang. — Les autres pères du pays allemands font des voyages d'agrément et le peuple allemand meurt de faim.

Belgique et Hollande. — On dit que les rois de Hollande et de Belgique trouvent trop lourd le poids de leurs couronnes, qu'ils veulent abdiquer et voyager. Bon voyage!

Grande-Bretagne. — Le projet agraire du chartiste connu Feargus O'Connor fait grand bruit et l'intérêt qu'il rencontre montre que le peuple veut sérieusement l'affranchissement de la terre. Malheureusement le projet d'O'Connor s'appuie sur la répartition des biens et non pas sur la communauté des biens. Nous donnerons plus de détails dans le prochain numéro. — Les élections pour le nouveau Parlement sont terminées et beaucoup d'hommes de valeur ont été élus. La reine et le prince Albert font des voyages de plaisir et les prolétaires languissent dans la plus terrible misère. Tout comme chez nous.

Scandinavie. — En Scandinavie la doctrine de la communauté est bien accueillie dans le peuple. Comme partout, les ecclésiastiques sont également ici les pires ennemis du communisme. L'égalité de ces messieurs n'est pas de ce monde. Vos efforts sont vains, noirs obscurantistes, ne vous donnez pas davantage de la peine.

Suisse. — Les Jésuites et leurs fidèles partisans font un bruit terrible. Metternich leur en-

voie des munitions de guerre et ils anéantissent actuellement tous les radicaux — avec la gueule; mais si les troupes fédérales avancent, ce qui, espérons-le, ne tardera pas, messieurs les partisans du Sonderbund prendront probablement la poudre d'escampette.

Italie. — Le pape Pie IX a levé l'étendard de la liberté et du progrès et le peuple italien s'est avec un réel enthousiasme rallié à lui. Le sanguinaire Metternich, mécontent de cela, voulait organiser dans les Etats de l'Eglise une réédition des scènes de massacres de Galicie; n'y ayant pas réussi il paraît vouloir employer la force pour maintenir une situation bien trouble en Italie. Mais le pape aurait déclaré que, si Metternich l'attaquait, il monterait à cheval pour marcher à la tête de son peuple au-devant des mercenaires autrichiens. Bravo! Cette fois ce malin de Metternich pourrait bien s'être trompé dans ses comptes.

Hongrie. — Ici encore, dans le pays le plus libre de la monarchie autrichienne, la graine du communisme est semée et tombe dans une terre fertile. — Ce n'est pas encore le moment de révéler à M. de Metternich où et comment cela se fait.

Pologne. — A Lemberg (Galicie) deux hommes au noble cœur, Théophile Wisniourski et Joseph Kopuscinsky, souffrirent le martyre. Ils moururent en héros en criant : « Vive la Pologne! » et : « Hommes! apprenez de nous comment on meurt pour une cause juste! » Pendant qu'ils

marchaient à l'échafaud le peuple leur jetait de tous côtés des couronnes de fleurs. — La Pologne n'est pas encore perdue. —

Russie. — Les braves Circassiens viennent encore d'infliger aux Russes plusieurs défaites importantes. — Peuples, apprenez ici ce que peuvent des hommes qui veulent être libres. —

Turquie. — Le sultan a supprimé l'esclavage et se rallie au progrès. — O toi qui, avec ta maison, sers le Seigneur, tu te trouves au-dessous des Turcs!

Grèce. — Othon de Bavière a déclaré à ses états qu'il était dans les plus affreux embarras financiers et que personne ne voulait lui prêter. — O Rothschild, aie pitié de lui.

Amérique du Nord. . . Les Américains du Nord continuent à être en guerre avec les Mexicains. — Il est à espérer que les premiers obtiendront la plus grande partie du Mexique et exploiteront le pays mieux que l'ont fait les Mexicains. — L'association pour l'affranchissement du sol, la jeune Amérique, gagne chaque jour de nouveaux adhérents.

III

Statuts de la Ligue des Communistes (1)

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

SECTION I. — LA LIGUE

ART. 1. — Le but de la Ligue est le renversement de la bourgeoisie, la domination du prolétariat, l'abolition de la vieille Société bourgeoise fondée sur des antagonismes de classe et la fondation d'une Société nouvelle, sans classes et sans propriété privée.

ART. 2. — Pour être membre les conditions sont :

a) Le genre de vie et l'activité conforme à ce but;
b) L'énergie révolutionnaire et l'ardeur de la propagande;
c) Faire profession de communisme;
d) S'abstenir de faire partie de toute société communiste, politique ou nationale, et informer le Comité supérieur de l'inscription à une société quelconque;
e) Se soumettre aux décisions de la Ligue;
f) Garder le silence sur l'existence de toutes les affaires de la Ligue;
g) Etre admis à l'unanimité dans une Commune. Quiconque ne répond plus à ces conditions est exclu (Voir Section VIII).

ART. 3. — Tous les membres sont égaux et frères et se doivent à ce titre aide en toute circonstance.

(1) Statuts adoptés au congrès de Londres, novembre-décembre 1847.

Art. 4. — Les membres portent des noms fédéraux.

Art. 5. — La Ligue est organisée en Communes, Cercles, Cercles directeurs, Comité central et Congrès.

Section II. — La Commune

Art. 6. — La Commune se compose de trois membres au moins et de vingt membres au plus.

Art. 7. — Chaque Commune élit un président et un assistant. Le président dirige la séance, l'assistant tient la caisse et remplace le président en cas d'absence.

Art. 8. — L'admission de nouveaux membres se fait par le président de la Commune et le membre proposant, avec l'agrément préalable de la Commune.

Art. 9. — Des Communes de nature différente sont inconnues les unes des autres et n'échangent pas de correspondance entre elles.

Art. 10. — Les Communes portent des noms différents.

Art. 11. — Tout membre qui change d'adresse doit au préalable en aviser le président.

Section III. — Le Cercle

Art. 12. — Le Cercle comprend au minimum deux et au maximum dix Communes.

Art. 13. — Les présidents et les assistants de la Commune forment le Comité du Cercle. Celui-ci élit un président dans son sein. Il est en correspondance avec ses Communes et avec le Cercle directeur.

Art. 14. — Le Comité du Cercle est le pouvoir exécutif, pour toutes les Communes du Cercle.

Art. 15. — Des Communes isolées doivent ou bien se rattacher à un Cercle existant déjà, ou bien former avec d'autres Communes un nouveau Cercle.

Section IV. — Le Cercle directeur

Art. 16. — Les différents arrondissements d'un pays ou d'une province sont placés sous l'autorité d'un Cercle directeur.

Art. 17. — La division des Cercles de la Ligue en provinces et la nomination des Cercles directeurs sont faits par le Congrès sur la proposition du Comité central.

Art. 18. — Le Cercle directeur est le pouvoir exécutif pour tous les Cercles de sa province. Il est en correspondance avec ces Cercles et le Comité central.

Art. 19. — Les nouveaux Cercles s'affilient au Cercle directeur le plus proche.

Art. 20. — Les Cercles directeurs sont responsables à titre provisoire devant le Comité central et en dernier ressort devant le Congrès.

Section V. — Le Comité central

Art. 21. — Le Comité central est le pouvoir exécutif de la Ligue entière et comme tel responsable devant le Congrès.

Art. 22. — Il se compose d'au moins cinq membres et est élu par le Comité du Cercle du lieu que le Congrès lui a fixé comme siège.

Art. 23. — Le Comité central est en correspondance avec les Cercles directeurs. Il fait tous les trois mois un rapport sur la situation de toute la Ligue.

Section VI. — Dispositions générales

Art. 24. — Les Communes et les Comités de Cercle ainsi que le Comité central se réunissent au moins une fois tous les quinze jours.

Art. 25. — Les membres du Comité de Cercle et

du Comité central sont élus pour un an, rééligibles et révocables en tout temps par leurs électeurs.

ART. 26. — Les élections ont lieu au mois de septembre.

ART. 27. — Les Comités de Cercle doivent diriger les discussions des Communes conformément au but de la Ligue.

Si le Comité central estime que la discussion de certaines questions est d'un intérêt général et immédiat, il doit inviter la Ligue entière à discuter ces questions.

ART. 28. — Chaque membre de la Ligue doit correspondre au moins une fois par trimestre, et chaque Commune au moins une fois par mois avec leur Comité de Cercle.

Chaque Cercle doit adresser au moins une fois tous les deux mois au Comité de Cercle, et chaque Directoire d'arrondissement au moins une fois tous les trois mois au Comité central un rapport sur leur Cercle.

ART. 29. — Chaque autorité de la Ligue est obligée de prendre dans la limite des statuts et sous sa propre responsabilité les mesures exigées par la sécurité et l'action énergique de la Ligue, et d'en aviser sans retard l'autorité supérieure.

SECTION VII. — LE CONGRÈS

ART. 30. — Le Congrès est le pouvoir législatif de la Ligue entière. Toutes propositions sur une modification des statuts sont envoyées par les Cercles directeurs au Comité central qui les soumet au Congrès.

ART. 31. — Chaque Cercle envoie un délégué.

ART. 32. — Chaque Cercle envoie un délégué jusqu'à 30 membres, deux jusqu'à 60, trois jusqu'à 90 membres, etc. Les Cercles peuvent se faire représenter par des membres de la Fédération n'appartenant pas à leur localité.

Dans ce cas, ils doivent envoyer à leur député un mandat détaillé.

Art. 33. — Le Congrès fixe chaque fois le lieu où le Comité central aura son siège pour l'année suivante et le lieu où le Congrès se réunira la prochaine fois.

Art. 35. — Le Comité central a droit de séance au Congrès mais sans voix délibérative.

Art. 36. — Le Congrès, après chaque session, lance, en plus de sa circulaire, un manifeste au nom du parti.

Section VIII. — Manquements a la Ligue

Art. 37. — Quiconque viole les conditions imposées aux membres (art. 2) est, suivant les circonstances, suspendu ou exclu de la Ligue.

L'exclusion empêche la réintégration.

Art. 38. — Le Congrès seul se prononce sur les démissions.

Art. 39. — Le Cercle ou la Commune peut suspendre des membres sous la réserve d'en aviser immédiatement l'autorité supérieure. En cette matière également le Congrès décide en dernier ressort.

Art. 40. — La réintégration de membres suspendus est prononcée par le Comité central sur proposition du Cercle.

Art. 41. — Les crimes contre la Ligue sont jugés par le Comité d'arrondissement qui assure l'exécution du jugement.

Art. 42. — Les individus suspendus ou exclus, ainsi qu'en général les sujets suspects, sont à surveiller au nom de la Ligue et à être mis hors d'état de nuire.

. . . .

Section IX. — Ressources financières

Art. 43. — Le Congrès fixe pour chaque pays un minimum de cotisation à payer par chaque membre.

Art. 44. — Cette cotisation va pour moitié au Comité central et reste pour moitié dans la caisse de l'Arrondissement ou de la Commune.

Art. 45. — Les fonds du Comité central sont employés :

1. A couvrir les frais de correspondance et d'administration;
2. A faire imprimer et à répandre des brochures de propagande;
3. A envoyer, pour des fins déterminées, des émissaires du Comité central.

Art. 46. — Les Communes et les Cercles qui sont restés six mois sans verser leurs cotisations pour le Comité central sont avisés par le Comité central de leur suspension de la Ligue.

Art. 48. — Les Comités de Cercle doivent, tous les trois mois au plus tard, faire à leurs Communes le compte rendu des recettes et des dépenses. Le Comité central présente au Congrès le compte rendu sur l'administration des fonds fédéraux et la situation de la caisse fédérale. Tout détournement des fonds fédéraux est frappé des sanctions les plus sévères.

Art. 49. — Les dépenses extraordinaires et les frais du Congrès sont couverts par des contributions extraordinaires.

Section X. — Admission

Art. 50. — Le président de la Commune donne lecture au récipiendaire des articles 1 à 49, les commente, insiste particulièrement, dans une brève allocution, sur les obligations contractées par l'entrée dans la Ligue, et pose ensuite la question :

« Veux-tu, dans ces conditions, entrer dans cette Ligue? » Si le postulant répond « oui! », le président lui demande sa parole d'honneur qu'il accomplira les obligations de membre de la Ligue, le déclare membre de la Ligue et, à la séance suivante, l'introduit dans la Commune.

Londres, le 8 décembre 1847.

Au nom du deuxième Congrès de l'automne 1847.

Le Secrétaire : ENGELS.

Le Président : CHARLES SCHAPPER.

IV

Revendications du parti communiste en Allemagne

Note préliminaire

Dans l'Introduction aux *Révélations sur le procès des communistes* à Cologne, Engels écrit, en 1885, à propos des Revendications du parti communiste en Allemagne (voir notre traduction) : « La révolution de février (1848) éclata. Le comité central, dont Londres avait été jusque-là le siège, transféra tout aussitôt ses pouvoirs au cercle directeur de Bruxelles. Mais cette décision ne fut connue à Bruxelles qu'au moment où la ville subissait déjà un état de siège effectif et où les Allemands en particulier ne pouvaient plus se réunir nulle part. Nous étions justement sur le point de nous rendre à Paris. Le nouveau comité central décida donc de se dissoudre également, de remettre tous ses pouvoirs à Marx et de lui donner pleine autorité pour constituer immédiatement à Paris un nouveau comité central. Les cinq personnes qui avaient pris cette résolution (3 mars 1848) venaient à peine de se séparer que la police en-

vahit le domicile de Marx, arrêta celui-ci et le mit en demeure de partir le lendemain pour la France où il avait précisément l'intention de se rendre.

Et nous ne tardâmes pas à nous retrouver tous à Paris. Et c'est là que fut rédigé le document suivant [*Revendications*, etc.] signé des membres du nouveau comité central. »

Ainsi donc ces *Revendications* etc. furent rédigées à Paris après l'expulsion de Marx de Bruxelles et le nouveau départ d'Engels de Paris après le 18 mars 1848. Elles furent imprimées sur des feuilles volantes qu'on *essaya* de répandre en Allemagne pendant la révolution allemande. Nous disons bien : on *essaya*, mais il est à croire que, pour différentes raisons, surtout des raisons d'opportunité et de prudence, personne ne fit preuve d'un zèle démesuré dans l'œuvre de propagation. Ne lisons-nous pas dans une lettre écrite de Barmen par Engels à Marx sous la date du 25 avril 1848 : « S'il parvenait ici un seul exemplaire de nos 17 points, tout serait perdu pour nous. La mentalité des bourgeois est vraiment déplorable; les ouvriers commencent à s'agiter un peu; c'est encore tout-à-fait informe, mais la masse y est. Ils ont immédiatement fait des coalitions. Mais c'est précisément ce qui nous gêne. »

Publiées dans la *Berliner Zeitungshalle* du 5 avril 1848, dans la *Deutsche Allgemeine Zeitung* en 1848 et plus tard dans le *Schwarze Buch*, I, 68/69, les *Revendications* etc. furent

insérées, mais en partie seulement, par Engels dans son Introduction aux Révélations etc. en 1885. Nous donnons ci-après le texte original complet, en mettant entre crochets les mots, fractions de paragraphes et paragraphes laissés de côté par Engels.

J. M.

REVENDICATIONS DU PARTI COMMUNISTE EN ALLEMAGNE

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

1. L'Allemagne entière est déclarée République une et indivisible.

[2. Tout Allemand âgé de 21 ans est électeur et éligible, à condition de ne pas avoir été frappé d'une peine infâmante.]

3. Les représentants du peuple sont rétribués, pour que l'ouvrier puisse lui aussi siéger au Parlement du peuple allemand.

4. Armement général de la nation. [Les armées sont dorénavant en même temps des armées d'ouvriers, de façon que l'armée ne consomme pas simplement, comme par le passé, mais produise encore plus que ne coûte son entretien.]

[C'est là en outre un moyen d'organisation du travail.]

[5. L'administration de la justice est gratuite.]

[6. Toutes les charges féodales, toutes les contributions, corvées, dîmes, etc. qui ont pesé jus-

qu'ici sur la population rurale, sont supprimées sans indemnité quelconque.]

7. Les domaines princiers et autres domaines féodaux, toutes les mines, carrières, etc., sont convertis en propriétés de l'Etat. Sur ces domaines l'exploitation agricole se fera en grand, avec les procédés scientifiques les plus modernes, au profit de la collectivité.

8. Les hypothèques dont sont grevés les biens des paysans sont déclarées propriété de l'Etat; les intérêts de ces hypothèques sont payées par les paysans à l'Etat.

9. Dans les régions où le régime des baux à ferme est développé, la rente foncière ou le fermage est payé à l'Etat sous forme d'impôt.

[Toutes ces mesures indiquées aux N^os 6, 7, 8 et 9 sont prises pour diminuer les charges publiques et autres des cultivateurs et des petits fermiers, sans diminuer les ressources nécessaires pour couvrir les frais de l'Etat ni compromettre la production elle-même.]

[Le véritable propriétaire foncier, qui n'est ni cultivateur ni fermier, n'a aucune part dans la production. Sa consommation est donc un simple abus.]

[10. Toutes les banques privées sont remplacées par une Banque d'Etat dont le papier a cours forcé].

[Cette mesure rend possible de régler dans l'intérêt de tout le peuple le système de crédit et détruit ainsi la domination des gros financiers.

En remplaçant petit à petit l'or et l'argent par du papier-monnaie, elle fait baisser le prix de l'instrument indispensable des relations bourgeoises, le moyen général d'échange, et permet de faire agir l'or et l'argent à l'étranger. Cette mesure est finalement nécessaire pour river les intérêts de la bourgeoisie conservatrice à la révolution.]

11. Tous les moyens de transport : chemins de fer, canaux, bateaux à vapeur, routes, etc. sont pris en mains par l'Etat. Ils sont convertis en propriété d'Etat et mis [gratuitement] à la disposition de la classe indigente.

[12. La seule différence qu'il y ait dans le traitement de tous les fonctionnaires publics, c'est que ceux qui ont de la famille, et par suite plus de besoins, touchent également un traitement supérieur à celui des autres.]

[13. Séparation totale de l'Eglise et de l'Etat. Les ministres de toutes les confessions sont uniquement rétribués par leur communauté volontaire.]

14. Restriction du droit de succession.

15. Introduction de forts impôts progressifs et suppression des impôts de consommation.

16. Création d'ateliers nationaux. L'Etat garantit l'existence à tous les travailleurs et assure l'entretien de ceux qui sont dans l'incapacité de travailler.

17. Instruction générale et gratuite du peuple. Le prolétariat allemand, les petits-bourgeois

et les petits cultivateurs ont intérêt à travailler de toute leur énergie à la réalisation des réformes ci-dessus énumérées. Seule cette réalisation peut permettre aux millions d'Allemands exploités jusqu'ici par quelques individus, et que l'on essaiera de maintenir sous cette oppression, d'obtenir justice et de conquérir la puissance qui leur revient comme producteurs de toute richesse.

Le Comité :

Karl Marx, Charles Schapper, H. Bauer,
F. Engels, J. Moll, W. Wolff.

TABLE DES MATIÈRES

IMP. GROU-RADENEZ, 11, RUE DE SÈVRES, PARIS. 46966

K. MARX

LE
MANIFESTE
COMMUNISTE